

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

APPEL
A LA
MAIN-D'OEUVRE ÉTRANGÈRE
POUR
L'AGRICULTURE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES ÉCONOMIQUES

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
Sera soutenu le Samedi 31 Mai, à 3 heures du soir,

PAR

L. CHASSEVENT

Président : M. SOUCHON, professeur,

*Suffragants : { MM. HITIER
PERREAU } Professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1919

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

APPEL
A LA
MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE
POUR
L'AGRICULTURE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES ÉCONOMIQUES

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 31 Mai, à 3 heures du soir,

PAR

L. CHASSEVENT

Président : M. SOUCHON, professeur,

Suffragants : { MM. HITIER } Professeurs.
PERREAU }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1919





Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE I

LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE AVANT LA GUERRE

Depuis que les statistiques permettent de suivre le mouvement de la population, on constate une diminution progressive de la population rurale par rapport à la population urbaine.

Entre les années 1886 et 1906, les chiffres respectifs de l'une et de l'autre sont passés de 13.767.000 à 16.537.000 et de 24.452.000 à 22.715.000. La population urbaine a donc augmenté de 1886 à 1906 de 2.750.000 habitants pendant que la population rurale diminuait de 1.737.000 habitants.

Le recensement de 1911 confirme ces indications, puisque la population urbaine est passée à 17.508.940 et la population rurale à 22.093.318 (1).

Ces chiffres suffiraient à faire soupçonner la pénurie de main-d'œuvre dont souffre l'agriculture, mais en réalité le déficit est beaucoup plus important si, au lieu de s'attacher aux dénominations de la statistique officielle, on recherche dans quelle mesure la diminution qu'elle constate atteint la population active (2).

(1) *Résultats statistiques du recensement de 1911*, I, p. 36.

(2) Il faut en effet se rappeler que l'on entend par population urbaine celle des villes où il y a plus de 2.000 habitants agglomérés et par population rurale les bourgs et villages où il n'en est pas ainsi.

Parmi les éléments que les statistiques rangent en effet dans la population rurale, il en est qui n'ont certainement subi aucune diminution et qui, au contraire, ont une tendance à se maintenir et même à augmenter. Ce sont les fonctionnaires, les médecins, les petits commerçants, les artisans, les rentiers et aussi des ouvriers de fabrique, soit parce que leur usine est en dehors de toute agglomération, soit parce qu'ils profitent des facilités actuelles de transport pour habiter au village, où les conditions de vie sont plus faciles.

Dès lors, c'est surtout sur la population agricole que porte la diminution, c'est-à-dire sur la partie de la population rurale qui possède, exploite ou travaille la terre, chefs d'exploitation ou salariés, mais, comme le nombre des premiers, bien loin d'être en diminution, ne fait au contraire qu'augmenter, la décroissance de la population agricole active ne peut tenir qu'à un fléchissement du nombre des salariés. C'est ce qui résulte notamment de la comparaison de l'enquête décennale de 1882 avec celle de 1892.

	1862	1882	1892
Chefs d'exploitation..	3.253.329	3.460.600	3.604.789
Salariés	4.109.065	3.452.904	3.058.346
Total	7.362.394	6.913.504	6.663.135

Au point de vue social, l'accroissement du nombre des chefs d'exploitation, qui contredit d'une façon éloquente la thèse socialiste de la prolétarianisation

paysanne, est une constatation satisfaisante, bien qu'il ne faille point se faire d'illusions et que nombre de petits métayers, petits fermiers ou même de petits propriétaires se considèrent comme des déshérités, mais, au point de vue qui nous occupe, c'est-à-dire celui de la main-d'œuvre agricole, cet accroissement de la petite propriété rurale présente des dangers économiques, « puisque cette diminution ne se fait qu'avec des pertes absolues très considérables dans nos effectifs d'ouvriers agricoles. » (Souchon, p. 19).

Si, dans l'ensemble de la population agricole, la diminution du nombre de salariés se trouve en partie compensée par l'augmentation relative du chiffre de petits exploitants, notamment de petits propriétaires, le chiffre de près de 400.000 travailleurs de moins est la marque d'une grave crise de main-d'œuvre.

C'est donc uniquement sur la catégorie des salariés que la diminution de la population rurale s'est fait sentir. Supérieure de 11 0/0 à la catégorie des exploitants indépendants en 1862, elle lui était égale en 1882 et lui est devenue inférieure de 8 0/0 en 1892. Depuis, il est certain, bien que nous ne possédions point de statistique, que la proportion de la décroissance n'a fait que s'accroître.

Il serait intéressant, dans le mouvement de la dépopulation agricole, de pouvoir déterminer la part respective de chaque catégorie de salariés. L'impré-

cision des enquêtes ne permet de le faire que pour quelques-unes d'entre elles.

D'abord, en ce qui concerne les femmes, celles dont il est question dans les recensements effectués depuis 1896 sont presque toutes employées dans l'agriculture et on en compte très peu dans les exploitations forestières et les établissements de pêche,

En 1896, on comptait 1.073.690 femmes.

En 1901, — 802.470 —

En 1906, — 688.060 —

En 1911, — 667.848 —

Les statistiques décennales de 1882 et 1892 permettent de préciser la diminution d'une catégorie déterminée de femmes employées dans l'agriculture, les servantes de fermes. Leur nombre décroît avec une rapidité extrême, puisqu'il est tombé de 532.026 en 1882 à 461.910 en 1892. Il y a là une première marque de l'importance de la part féminine dans la dépopulation rurale.

Les domestiques de ferme ont également diminué, ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous :

	HOMMES DE PLUS DE 46 ANS				DOMESTIQUES
	Maîtres Valets	Laboureurs- Charretiers	Bouviers	Autres	MALES de moins de 46 ans
1882	430.022	541.050	413.901	383.466	253.786
1892	409.581	498.613	436.537	377.902	247.631
	— 20.441	— 42.437	+ 22.636	— 5.564	— 6.155

En dix ans, l'ensemble de ces travailleurs de ferme a diminué de

$$\begin{array}{r} 4.422.225 \\ - 4.370.264 \\ \hline 51.961 \end{array}$$

Les mêmes statistiques décennales accusent une diminution de 1.875 régisseurs.

La totalisation des pertes subies par la catégorie des domestiques de fermes par celles des femmes et des régisseurs s'élève donc au chiffre de 123.952 unités.

D'après les mêmes statistiques, la diminution subie par les journaliers pendant les mêmes périodes s'élèverait à

2.725.530 — (2.469.396 + 123.952) soit 132.182 unités.

L'étude des mouvements statistiques de la population agricole peut donc se renfermer dans les trois formules suivantes :

1° Depuis 1862, la population agricole active va toujours en diminuant.

2° Le nombre des exploitants indépendants ne cesse de s'accroître.

3° Le nombre des travailleurs salariés va toujours en diminuant et dans de grandes proportions.

La conclusion qui ressort de ce rapide exposé est donc que l'exode rural atteint toutes les catégories de salariés agricoles, mais celles qui diminuent le plus

rapidement, abstraction faite des salariés exploitants, sont les journaliers et les servantes de ferme.

Ces indications générales se trouvent confirmées par les enquêtes qui ont porté sur les différentes régions de France et dont M. Souchon a donné un tableau d'ensemble dans son ouvrage.

Ainsi, les régions du Nord, Pas-de-Calais, Somme, Oise, une de celles où le coefficient de natalité se maintient à un chiffre élevé, où l'agriculture est très en honneur et où les cultures industrielles occupent une très grande place, l'insuffisance de la main-d'œuvre est générale ; on trouve des villages entiers où il n'y a pas de domestiques de ferme, où un grand nombre de maisons ouvrières sont tombées en ruine et d'autres où il ne reste plus que les vieux.

Même tableau, mais plus poussé au noir, en Normandie, où la désertion générale des campagnes se trouve aggravée par une crise aiguë de natalité et une mortalité élevée. La main-d'œuvre salariée y devient de plus en plus rare : dans l'Eure, le chiffre moyens de salariés agricoles ne représente guère que 14 0/0 de la population totale du département ; il est encore plus bas dans le Cotentin (5 0/0), dans le Mortanais et l'Avranchin (1 0/0).

Dans la Manche, où les domestiques et servantes de ferme dominant et de beaucoup sur les autres salariés, la proportion des ouvriers agricoles est insignifiante.

Sans être aussi inquiétante, la situation n'en est pas moins grave dans l'Est, puisque le Congrès de la dépopulation rurale, en Côte-d'Or, tenu en février 1911, constatait que la population avait diminué en trente ans, de 1876 à 1906, de 45.000 habitants, comprenant non seulement les propriétaires exploitant seuls leurs propriétés, mais encore les journaliers et domestiques agricoles.

Dans la région du Sud-Ouest, après un exode important dû à la crise phylloxérique, il s'est produit un morcellement dans la propriété. Les domaines de quelque importance ne pouvant plus être exploités faute de main-d'œuvre ont été morcelés et achetés en partie par les petits propriétaires, journaliers ou affermés à d'anciens ouvriers agricoles qui se sont transformés en chefs d'exploitations, mais l'essor agricole pris par la région sous ce nouveau régime d'exploitation y fait maintenant ressentir, comme ailleurs, le manque de main-d'œuvre.

Plus que toute autre région, le Midi a vu sa population agricole diminuer pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. A la suite de la crise occasionnée par le phylloxéra, on a vu les villages se vider ; dans un grand nombre de communes, les maisons abandonnées sont tombées en ruines, c'est l'époque où se trouve liquidée toute une classe d'habitants ruraux : les petits propriétaires travaillant entre temps comme sa-

lariés sur la terre d'autrui et qui ont dû émigrer faute de revenus et de travail.

Le même fait s'est produit, pour d'autres causes, dans les Basses-Alpes. Dans ce département, qui comprend des terres d'une rare fertilité à côté de terrains au sol ingrat, il s'est produit une espèce de condensation de la propriété : la poussière de propriété s'est trouvée achetée par de petits propriétaires qui cessent d'aller à la journée, parce qu'ils sont désormais suffisamment occupés sur leur patrimoine agrandi.

Quant aux montagnards alpins, ils descendaient jadis pour la moisson dans la Basse Provence, pour remonter ensuite chez eux à l'époque des moissons, après avoir amassé un pécule qui venait compléter les produits de leur petite exploitation ; mais depuis, tour à tour rebutés par l'aridité due à un déboisement inconsidéré et par la gêne apportée à la pâture par le reboisement, ils ont émigré par villages entiers pour les villes, l'Algérie, l'Amérique, privant le reste du département de main-d'œuvre agricole.

Dans la région du Centre, la Creuse et le Central ont toujours connu l'exode rural, mais de temporaire, il a pris de plus en plus un caractère définitif, si bien que l'exode, moindre à première vue, est plus dépeuplant que jamais. (Souchon, p. 32).

Dans la Haute-Loire, si le nombre des ruraux n'a pas sensiblement diminué, grâce au développement de

l'industrie dentellière à domicile, le nombre des travailleurs agricoles n'y a rien gagné, puisqu'il faut maintenant pour certains travaux agricoles des travailleurs étrangers.

Il n'est guère qu'une région où la crise de la main-d'œuvre sévisse avec moins de gravité qu'ailleurs, la Bretagne.

En Basse-Bretagne, l'exode rural, bien qu'il soit relativement important, ne présente pas le caractère angoissant qu'il a dans d'autres régions. Grâce au morcellement des propriétés, les familles y sont nombreuses et aussi grâce aux progrès du machinisme agricole, on n'a guère besoin de main-d'œuvre salariée. Aussi, la Basse-Bretagne est une des rares régions qui puisse fournir aux autres une main-d'œuvre de complément et qui donne une émigration importante vers le Nouveau-Monde.

Dans les autres départements de l'Ancienne Bretagne, la main-d'œuvre est assez abondante pour qu'il ne soit pas nécessaire de faire appel à la main-d'œuvre nomade.

On a indiqué plusieurs causes à la dépopulation des campagnes. A côté de celles d'ordre moral, il en est d'autres d'un caractère plus matériel, telles que l'importance des charges fiscales qui pèsent sur l'agriculture, l'attraction des villes tentaculaires, le développement des centres industriels, la transformation culturelle, le caractère saisonnier du travail des champs

qui menace l'ouvrier agricole de longues périodes de chômage.

Chacune de ces causes mériterait une étude particulière, si l'on voulait chercher le remède à la dépopulation des campagnes, mais il ne rentre pas dans le cadre de notre étude de les examiner. Toutefois, nous devons nous arrêter sur celles qui, présentant un caractère permanent et général, sont de nature à exercer leur influence sur la main-d'œuvre agricole, quelle que soit son origine et notamment à l'égard d'une main-d'œuvre étrangère immigrée en France. Or, parmi ces causes, il en est une qui semble particulièrement importante, c'est la différence qui existe entre la situation de l'ouvrier agricole et celle de l'ouvrier d'industrie, tant au point de vue du salaire que des conditions générales de travail.

Au dernier point de vue, nous pouvons en effet constater que le développement de la législation industrielle s'est fait presque entièrement en dehors des ouvriers agricoles. Que des raisons particulières expliquent qu'il soit plus difficile de légiférer à leur égard, nous n'en disconvenons point, mais le fait n'en est pas moins certain. La législation des accidents du travail, par exemple, établit une distinction très nette entre les ouvriers agricoles et ceux de l'industrie, puisqu'au lieu d'avoir droit en toute hypothèse à une indemnité, l'ouvrier agricole victime d'un accident n'y

peut prétendre que si celui-ci provient d'un moteur inanimé.

Le législateur a édicté des mesures relativement à la sécurité et à l'hygiène des travailleurs et il a créé, pour en assurer l'application, un corps spécial de fonctionnaires.

Rien de semblable n'existe pour les travailleurs des champs et il n'est pas exagéré de dire que dans nombre d'entreprises agricoles, ils sont logés dans des conditions lamentables. La loi a pris des mesures pour assurer le paiement intégral et régulier des salaires des ouvriers de l'industrie : elle leur accorde contre l'insolvabilité du patron, au moins quand il est commerçant, au privilège ; elle a spécifié dans quelles conditions le salaire devait être payé, mais cette législation reste étrangère à l'agriculture et aucune disposition ne s'occupe de cette portion de salaire qui est payée, en nature, à l'ouvrier agricole sous forme de nourriture. Or, sur ce point, des plaintes nombreuses s'élèvent contre la parcimonie ou le défaut de conscience de certains entrepreneurs.

Tout pour les villes, telles semble avoir été l'idée directrice qui a inspiré la législation industrielle ; ce n'est pas sans difficulté que les ouvriers ruraux ont été compris dans la loi de 1910 sur les retraites ouvrières.

Sans doute, une partie de la législation sociale s'applique à l'agriculture, mais, par une ironie sin-

gulière; les institutions qu'elle a créées ont été surtout utilisées par les patrons. Certes, il ne peut venir à l'idée de personne de leur faire grief d'avoir su tirer parti des institutions de crédit, de coopération, de mutualité ou de droit d'association que la loi mettait à la disposition de tous, mais il n'en est pas moins vrai que la législation ouvrière et les mesures qu'elle a édictées sont à peu près étrangères aux ouvriers ruraux. Sans doute, il est beaucoup plus difficile de légiférer à leur égard qu'à celui des travailleurs des villes; la nature de leurs occupations, l'isolement relatif dans lequel ils s'y livrent, rendent plus difficile d'élaborer des règles d'une portée générale, comme celles qui peuvent être édictées pour des ouvriers travaillant en groupe et à des heures déterminées dans des locaux sur lesquels la surveillance peut plus facilement s'exercer. Néanmoins, il subsiste entre la situation de ceux-ci et celle des ruraux salariés, une différence qui n'est pas à l'avantage des ouvriers ruraux. Aussi s'explique-t-on qu'en dehors de toute autre considération, ils se trouvent attirés vers un travail qui leur apparaît comme mieux protégé et sollicitant davantage l'attention bienveillante du législateur. Ils cèderont d'autant plus volontiers à cette tentation qu'ils compareront les salaires de l'usine avec ceux de la campagne.

En 1909 (Annuaire statistique de 1910), il a été distribué 311.656.290 francs de salaires pour 63.137.871

journées de travail en dehors de l'agriculture, soit une moyenne de 4 fr. 95 par journée de travail et 1.440 francs par an par ouvrier. La moyenne des indices des salaires moyens, y compris ceux se rapportant aux femmes, d'après les renseignements fournis par les Conseils des Prud'hommes et les maires, a été :

	PARIS		AUTRES VILLES	
	Par heure	Par jour	Par heure	Par jour
1896	0 67	6 37	0 36	3 85
1901	0 71	6 93	0 38	3 92
1906	0 75	7 19	0 41	4 10
1911	0 76	7 24	0 42	4 22

Que sont, auprès de ces chiffres, les salaires payés dans l'agriculture en 1892 :

	HIVER	ÉTÉ
Nourris	1 30	2 04
Non nourris . . .	1 85	2 94

Sans doute, les chiffres s'étaient relevés depuis cette date, par suite précisément de l'exode rural, mais sans atteindre ceux des salariés de l'industrie et du commerce.

Si l'on examine plus particulièrement le salaire des journaliers agricoles, il faut tenir compte des périodes de chômage. Celles-ci varient suivant les régions, mais partout les jours de chômage ont été assez élevés, soit qu'il n'y ait rien à faire dans les champs, la nature seule pouvant aider le végétal, soit que le

mauvais temps ne permette point d'y travailler. Les travaux d'intérieur n'occupent pas souvent les journaliers ; aussi l'enquête sur les salaires agricoles estime-t-elle à 250 en moyenne les journées de travail d'un journalier. Si l'on fixe, d'après M. Blanchard, à 3 fr. 25 en moyenne le salaire quotidien de ce travailleur, on arrive à un gain annuel à peine supérieur à 800 francs. En le fixant au maximum à 900 francs, on voit combien il est difficile pour le salarié agricole de se nourrir et de se loger convenablement lui et les siens.

Sans doute, la vie à la campagne est, en général, moins chère qu'à la ville, mais il n'en est pas toujours ainsi. La différence n'est pas grande dans les environs des grandes villes et encore certains produits se vendent-ils dans celles-ci meilleur marché qu'à la campagne.

En tout cas, cette considération du bon marché n'est guère de nature à exercer une influence sur un esprit simple, quand il compare le chiffre des salaires à la campagne et à la ville. Ce n'est qu'après avoir tâté de celle-ci qu'il peut y porter attention, mais, sur le moment, ce point de vue ne le frappe pas. Il est d'autant moins porté à s'y attacher que, souvent, une autre considération le pousse à chercher une autre occupation que le travail agricole. Il se tourne vers les administrations publiques ou les grandes entreprises, comme les compagnies de chemins de fer,

de transports, les compagnies d'éclairage qui, sans exiger de leur personnel d'autres aptitudes que celles que peut offrir un ouvrier des champs, lui assurent, outre un salaire qui lui paraît assez élevé, la perspective d'une pension de retraite.

Comment s'étonner dès lors que le rural mette en balance les conditions de travail et de salaire à la ville et à la campagne, l'insécurité et la médiocrité de sa vie dans celle-ci et les avantages que l'autre lui offre.

Pour illustrer cette observation, il suffit de se reporter aux chiffres que nous avons indiqués en ce qui concerne les servantes de ferme. Comment les jeunes filles des campagnes ne seraient-elles pas particulièrement tentées par l'immigration vers les villes, où elles trouvent des gages supérieurs, si elles se placent comme domestiques et souvent des situations plus indépendantes.

Le rural, d'une manière générale, n'abandonne la campagne que parce que son intérêt l'y pousse et son intérêt, il le connaît mieux que ceux qui lui vantent les beautés du travail des champs. M. Jules Méline a parfaitement noté que si le rural se porte avidement sur toutes les professions qui lui offrent des garanties pour son avenir et la paix de ses derniers jours, c'est sous la pression du sentiment d'insécurité qui le torture. Ce qui le séduit, « *c'est la retraite et il*

sacrifie tout pour décrocher cette timbale merveilleuse ». (Méline, *Le Retour à la Terre*, p. 179).

Parmi les différentes causes de l'exode rural, nous nous sommes arrêté à celle-ci, parce qu'il nous a semblé nécessaire de montrer que tant que subsisterait cette infériorité économique du travail agricole à l'égard du travail industriel, il ne fallait pas espérer sérieusement remédier à la crise de la main-d'œuvre agricole. Avec le développement du machinisme supprimant toute éducation professionnelle préalable, un travailleur quelconque pourra de plus en plus facilement passer des champs à l'usine ; tant qu'il trouvera intérêt à le faire, l'exode rural continuera. Il ne servirait donc de rien d'appeler dans la campagne de nouveaux travailleurs, si cette main-d'œuvre devait être progressivement pompée par l'industrie, par suite des conditions plus avantageuses qu'elle leur offre.

Pour éviter ce danger, il importe donc d'égaleriser, dans la mesure du possible, les conditions du travail dans les deux branches de l'activité économique. Il faudra, à cet égard, étendre la législation industrielle à l'agriculture ou créer, au profit de celle-ci, une législation ouvrière spéciale. Il est urgent de prendre des mesures qui améliorent, au point de vue matériel, la situation de l'ouvrier agricole relativement au couchage, au logement, à la nourriture et nous verrons précisément qu'à ce point de vue, les essais

d'introduction de main-d'œuvre étrangère en France n'ont pas toujours donné satisfaction.

Reste enfin la question du salaire. C'est évidemment là le point le plus délicat.

Il serait aventureux de préjuger ce que pourront être, après la guerre, les salaires de l'industrie ; se maintiendront-ils au taux actuel ? Diminueront-ils et dans quelle mesure ? En tout cas, il ne paraît guère possible que ceux de l'agriculture s'élèvent aussi haut ; il faut espérer néanmoins que la différence ne sera pas assez grande pour que l'amour naturel du travailleur rural pour la terre le cède devant l'intérêt.

Ce qui manque surtout dans notre main-d'œuvre agricole, ce sont les travailleurs que M. Vandervelde a appelés les travailleurs adventices, ceux qui fournissent la petite main-d'œuvre agricole ou la main-d'œuvre ordinaire de l'homme pour les travaux grossiers. En agriculture, comme dans toutes les branches de l'activité économique, à côté de travaux qui exigent une éducation professionnelle, il en est d'autres qui peuvent être accomplis sans apprentissage préalable et qu'un non initié peut, avec quelque intelligence, arriver à faire rapidement et à bien faire. C'est surtout cette main-d'œuvre inférieure qui manque en France et on se l'explique facilement. Les spécialistes de l'agriculture, horticulteurs, arboriculteurs, viticulteurs, jardiniers touchent aujourd'hui

des salaires qui leur créent une situation aussi avantageuse que celle des ouvriers de l'industrie. S'ils sont en moins grand nombre qu'autrefois, leur diminution n'est en rien comparable à celle qui a atteint les autres travailleurs non qualifiés. Ceux-ci en effet, pour peu qu'ils aient quelque initiative et quelque intelligence, ont préféré tourner leur activité vers les travaux industriels que les progrès du machinisme leur permettent d'effectuer sans apprentissage préalable et qui leur procurent une situation plus avantageuse.

Pour remplacer cette main-d'œuvre, il n'est que deux moyens : recourir aux migrations internes d'ouvriers nationaux ou à l'immigration d'ouvriers étrangers.

Le premier moyen n'est pas de nature à apporter une solution au problème. Outre que la France n'a jamais été un pays de grandes migrations intérieures, l'enquête sur les salaires agricoles révèle que dans tous les départements, à quelques exceptions près, la main-d'œuvre nomade disparaît. La Bretagne, le Morvan, les Alpes, le Plateau Central, d'où des milliers de travailleurs partaient autrefois pour accomplir dans d'autres régions des travaux saisonniers, sont également éprouvés par la crise de la main-d'œuvre et, s'ils ne sont pas encore devenus déficitaires, ils n'ont plus de travailleurs disponibles pour les envoyer ailleurs en nombre suffisant. C'est

donc du côté de l'immigration des ouvriers étrangers qu'il faut chercher et que l'on a déjà cherché la solution du problème.

Les pays limitrophes du nôtre ont été tout naturellement ceux auxquels s'est adressée notre agriculture. Si on laisse de côté les Suisses, dont un petit nombre de travailleurs sont employés comme vachers ou fromagers dans quelques départements français, les Belges, Luxembourgeois, Italiens et Espagnols sont les travailleurs étrangers qui ont répondu en plus grand nombre à son appel. Tout naturellement aussi, ils ont une tendance à venir travailler dans les départements les plus rapprochés de leur pays d'origine, non seulement à cause de la plus grande facilité de parcours, mais parce qu'ils y trouvaient certaines ressemblances de langue et d'habitudes. C'est ainsi que l'on a vu surtout des Belges et des Luxembourgeois venir travailler dans les départements du Nord, les Italiens dans la région de Provence, les Espagnols dans celle du Sud-Ouest, mais, à mesure que s'aggravait la crise de la main-d'œuvre, un double phénomène s'est produit : la main-d'œuvre immigrée s'est avancée des régions frontières vers le Centre ; ainsi, les Belges sont venus faire la moisson dans le Centre, de même que les Italiens ont gagné la Provence et le Languedoc.

En même temps, pour suppléer à l'immigration de la main-d'œuvre limitrophe devenue à son tour in-

suffisante, l'agriculture s'est préoccupée de trouver des travailleurs dans les régions plus lointaines : en Pologne, en Hongrie ; on a même essayé, dans une mesure du reste fort restreinte, de recourir à la main-d'œuvre africaine.

Les Belges, les Franchmanns comme on les appelle chez eux, viennent depuis longtemps chez nous, mais c'est surtout depuis 1871 que leur immigration a pris une grande importance. Elle s'est répandue dans les régions du Nord et du Centre, notamment dans les départements où se cultive la betterave industrielle. Il est assez difficile de fixer avec précision les chiffres de ces immigrants ; tandis que M. Souchon estime le nombre des Belges qui viennent travailler dans nos campagnes à environ 30.000, dont il conviendrait d'ailleurs de déduire 5.000 qui se livrent à d'autres occupations, par exemple à la briqueterie, ce qui réduit à 25.000 le chiffre des auxiliaires belges que notre agriculture reçoit tous les ans, M. Blanchard estime, d'après des renseignements particuliers qui lui ont été fournis par le Ministre du Travail et de l'Industrie belge, à 41.561 le nombre des ouvriers belges venus en France depuis 1904. Du reste, ce dernier auteur estime que depuis cette époque, ce chiffre a diminué d'une dizaine de mille, de sorte que la différence entre les deux indications se trouve sensiblement réduite.

Du reste, il est impossible, faute de chiffres précis,

de suivre le mouvement de cette immigration, pour déterminer si elle est en voie d'accroissement ou de diminution. Cette dernière hypothèse semble la plus vraisemblable, étant données les plaintes croissantes de nos agriculteurs sur la difficulté de se procurer et de conserver des ouvriers belges. Le fait n'a rien d'étonnant. Le développement de l'industrie a produit en Belgique les mêmes effets qu'en France au point de vue de la raréfaction de la main-d'œuvre agricole.

L'Italie nous fournissait, comme la Belgique, une main-d'œuvre de complément pour de gros travaux ou, s'il s'agissait des femmes ou des enfants, pour des travaux faciles de cueillette. Elle se portait surtout vers les départements oléicoles et viticoles et dans ceux où les cultures florales et légumières ont pris un grand développement. Nombre de ces Italiens étaient bergers et d'autres occupés aux cultures de fleurs et de fruits. Ils se répandaient également dans tout le Midi viticole et particulièrement dans la plaine languedocienne. C'est la nécessité de reconstituer une main-d'œuvre diminuée par la crise phylloxérique qui les avait attirés dans ces régions où auparavant on ne les connaissait pas. Sans pouvoir préciser le nombre de ces travailleurs, il est certain qu'ils étaient au Midi plus nombreux encore que les Belges au Nord, puisque, dans le seul département des Alpes-Maritimes, on comptait près de 16.000 ouvriers qui venaient chaque année de l'autre côté des Alpes.

La culture de la vigne et les soins délicats qu'exigent les vignobles avaient également appelé en France des ouvriers espagnols. Depuis longtemps déjà, ils venaient dans la région du Sud-Ouest et du Midi, appelés par certaines affinités de langue et de mœurs. Cependant, dit M. Blanchard, il n'y a guère qu'une vingtaine d'années que l'on peut sérieusement compter sur eux en Languedoc.

Belges, Italiens, Espagnols sont d'abord venus travailler en France dans les départements les plus voisins de leur pays d'origine, puis ils ont peu à peu gagné d'autres régions. C'est ainsi que l'on trouvait des Belges employés aux travaux agricoles dans les fermes de la Beauce et de la Brie, du Soissonnais et du Vexin. De même, les Italiens, qui s'étaient d'abord cantonnés dans la Provence, avaient peu à peu gagné les régions vinicoles de la plaine languedocienne, où il a fallu reconstituer la main-d'œuvre que la crise phylloxérique avait dispersée.

Jusque-là, ils étaient inconnus dans la région, où ils se sont trouvés ensuite en concurrence avec les ouvriers espagnols, mais dans des conditions désavantageuses, ne connaissant pas, comme ceux-ci, le travail de la vigne et ne pouvant guère être utilisés qu'aux gros travaux de curage et de drainage. Les Espagnols également ne sont pas restés dans les départements du Sud-Ouest ; ils se sont répandus chaque jour davantage. C'est ainsi qu'on les rencontrait

occupés aux travaux agricoles en Camargue où on n'a connu pendant longtemps que des Italiens. Ils ont été appelés là par leurs compatriotes occupés aux grands travaux de construction de voies ferrées ou de canaux (Blanchard, p. 97).

Ainsi que nous le notions plus haut, il y eut donc un mouvement de pénétration de la main-d'œuvre étrangère des frontières vers le centre de notre pays, mouvement dont l'importance s'accrut avec l'exode rural vers les villes. La même cause explique également que l'agriculture ait été dans la nécessité de rechercher plus loin encore la main-d'œuvre et de faire appel à des races qui ne présentaient guère, à la différence des précédentes, des affinités avec la nôtre.

C'est ainsi que l'on fit appel, quelques années avant la guerre et à titre d'essai, à la main-d'œuvre polonaise. La première tentative semble avoir émané de deux agriculteurs de Meurthe-et-Moselle.

En 1907, l'immigration polonaise envoya quelques ouvriers dans les fermes de la Marne et de la Haute-Marne. Les initiateurs du mouvement avaient voulu profiter de la disposition naturelle des populations polonaises et ruthènes de la Galicie à émigrer et détourner de l'Allemagne une partie de ce courant migrateur. Le mouvement présenta, à ses débuts, une faible importance : 400 ouvriers polonais se dispersèrent dans les fermes de la région lorraine.

Dans les années suivantes, il augmenta jusqu'à atteindre, dans les campagnes 1910-1911-1912, le chiffre de 6.000 travailleurs ; les émigrants ont pénétré dans une quarantaine de départements, mais c'est surtout dans les régions de Lorraine, de Champagne et de Bourgogne qu'ils se rencontrèrent les gros effectifs de travailleurs polonais. D'autres, en outre, étaient occupés dans les grandes exploitations de la région parisienne. Toutefois, l'immigration polonaise, avant la guerre, n'en était encore qu'à l'état d'essai.

Il faut en dire autant de la tentative faite par quelques propriétaires de l'arrondissement d'Aix de recourir à la main-d'œuvre kabyle.

Telles sont les différentes sources étrangères auxquelles puisait, avant la guerre, notre agriculture pour suppléer au défaut de main-d'œuvre nationale.

Comment expliquer l'immigration de ces différentes catégories de travailleurs ? On peut, à cet égard, ne pas tenir compte de l'immigration kabyle. Pour les autres catégories, à côté de causes propres à chacune d'elles, il y a une cause d'ordre général : la situation meilleure qu'elles trouveraient ou pourraient trouver en France. Notre pays constitue nécessairement un pôle d'immigration parce que, par suite de ses richesses, il offre aux travailleurs des conditions meilleures que celles qu'ils peuvent trouver dans leur pays d'origine. C'est une vérité générale qui se vérifie pour les quatre catégories d'immigrants que nous

avons envisagées. Des causes accessoires pouvaient agir dans le même sens.

Ainsi que le dit très exactement un ministre belge dont M. Blanchard cite une lettre, « l'immigration belge en France est à la fois une question de taux de salaires et de développement de besoins moins avancés dans les populations des Flandres ». L'ouvrier belge émigre vers la France parce que, malgré le développement industriel, commercial et agricole de la Belgique, la population belge est trop élevée pour pouvoir vivre sur un aussi petit territoire.

A cette cause générale d'immigration s'ajoutait, pour les ouvriers agricoles, le développement du machinisme agricole, l'industrialisation du travail de la terre qui limite le nombre des ouvriers qu'emploie la grande culture. Il n'est donc pas étonnant que les ouvriers belges aient de bonne heure songé à trouver hors de chez eux un moyen d'existence et ils ont été tout naturellement attirés vers la France, tant par la similitude de mœurs et de vie qu'ils trouvaient dans les départements du Nord que par les conditions plus favorables de travail qui leur y étaient offertes. Moins exigeant que l'ouvrier français, le Belge est prêt à se contenter de conditions de travail que celui-ci jugerait inacceptables et qui lui paraissent cependant supérieures à celles qu'il trouvait dans sa patrie. Il était rare, d'autre part, que l'ouvrier fût exposé en France à l'exploitation dont il était

trop souvent victime en Belgique de la part des chefs de « gangs ».

Il n'est donc pas étonnant que les ouvriers agricoles belges aient été facilement attirés vers notre pays où ils trouvaient un travail plus facile, mieux rémunéré, des conditions de vie plus confortables. L'exactitude de ce motif est tellement évidente qu'avant la guerre, le ralentissement de l'immigration belge a correspondu à un développement de l'industrie dans la région de Bruges, par suite de la remise en activité des canaux.

Les mêmes causes expliquent l'immigration de la main-d'œuvre italienne. Ici encore, nous nous trouvons en face d'un pays à population dense où le coefficient de la natalité se maintient très élevé, mais où le développement industriel est loin d'avoir atteint l'intensité qu'il présentait en Belgique avant août 1914. Le surcroît de population trouvait difficilement de quoi s'occuper dans l'industrie : des crises agricoles ou industrielles, des tremblements de terre ou des inondations rendaient encore plus instable la situation économique ou agricole. Tout naturellement, la main-d'œuvre inoccupée se tournait vers l'étranger pour y trouver emploi. Tandis que les populations de l'Italie méridionale émigraient plus volontiers vers le Nouveau-Monde, celles de l'Italie septentrionale et notamment du Piémont franchissaient les Alpes pour se répandre dans le Midi de la France. Elles y

étaient d'abord attirés par certaines affinités de race et de plus appelées par des compatriotes déjà établis en France en qualité d'ouvriers d'usine ou de travailleurs agricoles.

Tandis qu'en Italie, il n'y avait aucun équilibre entre l'accroissement de la population et celui de la puissance économique, en France, la diminution de la natalité coïncidait avec une prospérité croissante du commerce et de l'industrie. Les salaires dans notre pays avaient une tendance constante à augmenter et en Italie, au contraire, ils manifestaient une tendance à la baisse. Aussi, bon nombre de travailleurs italiens, peu rémunérés dans leur pays natal, sont-ils venus volontiers là où on leur offrait des salaires plus élevés. Ils fuyaient aussi, comme les ouvriers belges, l'exploitation à laquelle sont trop souvent soumis les travailleurs des champs de la part d'intermédiaires sans scrupules, par suite du système appelé « *corporato* ». (Blanchard, p. 129).

Ce sont des considérations économiques du même genre qui expliquent l'émigration espagnole. Bien que la densité de la population y soit assez basse, elle est encore trop élevée par rapport au faible degré de développement économique atteint par ce pays, malgré les avantages de sa position géographique et ses richesses naturelles. La situation des ouvriers agricoles y est donc très précaire ; les salaires y sont parmi les plus bas de ceux payés en Europe sans que la vie

cependant y soit bon marché, par suite de l'élévation des tarifs protecteurs. La meilleure preuve en est que là où le développement économique ou agricole suffit à assurer aux Espagnols des salaires suffisants, l'immigration a beaucoup moins d'importance, par exemple en Catalogne.

La cause d'origine économique est donc ici encore l'élément prépondérant de l'immigration, mais les considérations d'ordre politique n'y sont pas non plus étrangères et c'est un facteur dont nous aurons aussi à tenir compte pour l'immigration polonaise.

Quoi qu'il en soit, l'immigration espagnole a pris au cours du xix^e siècle une importance considérable, soit vers le Nouveau-Monde, soit, pour les travailleurs de la Navarre et de l'Aragon, vers les départements limitrophes des Hautes et Basses-Pyrénées et de la Haute-Garonne. L'immigration polonaise a eu des causes à la fois politiques et économiques.

Las d'être exploités dans les fermes prussiennes, dans les conditions révélées par Kautsky dans sa *Politique Agraire du Parti Socialiste* (p. 96 et suivantes), les travailleurs polonais et du grand-duché de Posen, qui n'ont pas oublié leur ancienne patrie, avaient trouvé dans l'immigration un moyen de boycotter l'industrie et l'agriculture allemandes qui avaient besoin de leurs bras. Parmi les pays vers lesquels se dirigeaient les ouvriers polonais, la France, à raison de la sympathie traditionnelle dont elle a

toujours joui dans leur pays, devait naturellement en attirer un certain nombre.

En résumé, si on laisse de côté les causes particulières qui pouvaient exercer une influence indéterminable, sur le mouvement migrateur, comme les raisons politiques pour l'émigration polonaise, on peut constater que le phénomène fut, avant tout, déterminé par des considérations d'ordre économique ; d'abord, la pléthore de main-d'œuvre et la difficulté d'existence dans le pays que quitte l'émigrant, puis les conditions plus avantageuses de travail et spécialement de salaire dans le pays où il se transporte.

Cette assertion se trouve confirmée par la constatation que l'on rencontre en France très peu d'ouvriers agricoles suisses, parce que, comme le constate l'Office fédéral de l'émigration, « *du fait que la main-d'œuvre agricole est très recherchée dans notre pays, nos gens préfèrent rester chez nous où les gages sont le plus souvent supérieurs à ceux de l'étranger* ». De même, on ne trouvait pas en France d'ouvriers agricoles hollandais, sauf quelques spécialistes pour le dessèchement des marais, qu'on faisait venir en raison de leurs connaissances techniques et sans que, dans ce cas spécial, les conditions de salaires aient joué aucun rôle.

Il n'était pas inutile de mettre en relief le caractère économique de la cause essentielle de l'immigration. Les conditions de travail d'après-guerre seront

probablement fort différentes dans certains pays migrants de ce qu'elles étaient avant la guerre. Le mouvement industriel, de plus en plus actif en Belgique, tendait déjà à restreindre l'émigration de la main-d'œuvre belge. Celle-ci trouvera assez largement à s'employer pour relever les ruines accumulées dans le pays pour qu'il ne soit plus possible d'ici longtemps de compter sur ce complément de notre main-d'œuvre agricole. Dans une moindre mesure, mais d'une façon cependant sensible, la main-d'œuvre italienne subira le même sort. Trouvant facilement du travail dans leur patrie et dans des conditions plus favorables qu'avant la guerre, les ouvriers italiens et surtout belges seront naturellement moins portés à émigrer vers la France et nous ne pourrons guère compter sur ce complément pour parer à la diminution de notre propre main-d'œuvre.

Avant de rechercher quels étaient les résultats de l'immigration de la main-d'œuvre agricole étrangère, il importe de dire quelques mots de la façon dont elle se produisait.

A ce point de vue, on peut distinguer une double forme d'immigration : l'immigration *spontanée* et l'immigration *organisée*.

Dans le premier cas, les ouvriers viennent en France pour y trouver un travail plus avantageux, uniquement guidés par les indications personnelles qu'ils ont pu recueillir, ou appelés dans une région par

certaines affinités de voisinage, de race, d'habitudes ou par des compatriotes déjà établis sur notre sol.

Dans d'autres cas, au contraire, l'immigration est organisée ; dans le pays d'émigration, des institutions publiques ou privées se préoccupent de diriger le courant migrateur vers un point déterminé, ou bien l'immigration est sollicitée par des institutions établies dans le pays qui fait appel à la main-d'œuvre étrangère : le plus souvent, du reste, ces deux genres d'organismes se complètent et sont en relations. Il est du reste plus facile de faire cette distinction au point de vue théorique que de l'utiliser pour répartir à ce point de vue les différents courants migrants que nous avons indiqués. Souvent, pour les émigrants d'un même pays, on voit coexister l'émigration spontanée et l'émigration organisée. Il en est ainsi pour les Belges et les Italiens, tandis que pour les Espagnols, l'émigration est purement spontanée et que chez les Polonais, au contraire, on ne rencontre que l'émigration organisée.

Quand, sous l'empire de nécessités économiques, l'ouvrier est obligé d'aller chercher ailleurs son gagne-pain, il se dirige naturellement vers les régions les plus voisines de ses frontières et où il rencontrera des habitudes de vie analogues aux siennes, où il entendra parler la même langue ou un idiome voisin. La facilité des communications aidera du reste puissamment à ce mouvement migrateur qui se pro-

duira sous l'empire seul des circonstances, sans qu'il ait besoin d'être sollicité ou organisé. C'est ce qui s'est produit pour les Franchmanns qui venaient travailler dans les départements du Nord de la France sans s'apercevoir presque qu'ils avaient changé de pays. Il en fut de même pour les Italiens du Nord qui venaient travailler dans le Var et les départements avoisinants « *presque sans se rendre compte qu'il existe une frontière.* » (Blanchard, p. 134). Pour le Piémontais, la France est comme un prolongement de sa propre terre ; il y vient avec la même facilité et de la même manière que dans toute autre partie du royaume où le demandait son travail. Les travailleurs italiens étaient attirés en France par la facilité des communications : ils pouvaient aisément y pénétrer en chemin de fer ou à pied, non seulement venant de leur pays, mais aussi retour d'Allemagne quand ils n'y avaient pas trouvé de travail. L'attrait de notre pays s'explique, en outre, par la similitude des langues ; on parle un français très pur dans la vallée d'Aoste et les Italiens du Nord sont facilement compris dans toute la Provence et le Comté de Nice.

Dans la presque totalité des cas, l'immigration agricole italienne s'est produite librement et de façon spontanée, sans être provoquée par l'autorité ou par une agence spéciale. De nouveaux immigrants étaient appelés en France par un compatriote qui y était installé ou qui y était déjà venu travailler. Souvent, un

contremaître ou ouvrier demeuré dans une exploitation française se chargeait de recruter pour le propriétaire la main-d'œuvre italienne dont il pouvait avoir besoin. Souvent aussi le cultivateur qui avait été satisfait des ouvriers d'une équipe agricole restait en relations avec le « Capo Maestro » et, à l'époque voulue, lui écrivait de revenir chez lui avec les collaborateurs nécessaires. Enfin, il n'était pas rare qu'une nourrice placée dans une famille fit appel à son mari ou à un des siens pour venir travailler sur la propriété de ses patrons. L'immigration espagnole présentait le même caractère. Des affinités de langue et de mœurs firent que dans les départements frontières, les Espagnols s'extravasèrent et se répandirent chaque jour en remontant vers le Nord. Cette immigration s'est faite spontanément, les Espagnols venant chercher des moyens d'existence qu'ils ne trouvaient pas chez eux dans les régions de la France où ils pouvaient trouver soit des occupations faciles, soit un travail auquel ils étaient déjà préparés, spécialement celui de la vigne, ou bien appelés en France par des compatriotes déjà établis. Les individus qui venaient ainsi à l'époque des vendanges formaient souvent des « colles », c'est-à-dire une bande de travailleurs généralement engagés pour le compte des propriétaires par un compatriote établi en France et qui agissait à leur égard comme une sorte de marchand ou de sous-entrepreneur, ou bien c'étaient des

travailleurs isolés, des « trimars » (*golondimas*) venus surtout de la partie orientale de l'Espagne qui, partis au printemps, poussaient leur voyage, à la recherche d'un travail souvent introuvable, jusque dans les départements de l'Aude et de l'Hérault, faisant en route des arrêts plus ou moins longs pour chercher à gagner leur vie.

Malgré les suggestions des autorités consulaires espagnoles, aucune organisation n'a été créée pour régulariser cette immigration (Blanchard, page 204). Bien au contraire, le gouvernement espagnol, effrayé par le mouvement d'immigration qui tendait peu à peu à vider la péninsule, a cherché différentes mesures, du reste insuffisantes, pour l'entraver. L'immigration belge en France, tout en présentant, dans une large mesure, un caractère spontané, qu'expliquaient la facilité des communications et la communauté de mœurs et d'habitudes avec les Flandres françaises, offrait en même temps un certain caractère d'organisation. Il existait en Belgique plusieurs associations qui s'occupaient d'émigrants. Ces associations avaient ordinairement un but religieux. Il faut citer notamment l'*Œuvre des Flamands*, qui avait un bureau à Paris et qui s'occupait plus spécialement des familles belges établies en France et l'*Œuvre des Emigrants*, qui se trouvait au siège de la Ligue Démocratique Belge. Mais ces organisations, dues à l'initiative privée, s'occupaient, d'une façon générale,

•

de tous les émigrants belges et plus spécialement des travailleurs agricoles.

Il en était autrement de la Fédération des Franchmann-Gildes de la Flandre orientale (organisation professionnelle), dont nous aurons l'occasion de reparler à propos des modèles de contrats de travail qu'elle avait préparés en faveur des immigrants flamands.

Les organismes belges étaient loin d'avoir l'importance de ceux que l'on rencontrait en Italie, bien qu'il ne soit pas possible de déterminer dans quelle mesure ils exerçaient leur influence en ce qui concerne notre pays où, pour une large part, l'immigration italienne apparaissait spontanée. On trouvait, en effet, en Italie, un service officiel de l'émigration, à côté de nombreuses institutions, dues à l'initiative privée. Le mécanisme en a été décrit par M. Blanchard, dont nous ne pouvons que résumer les indications.

L'organisation officielle comprenait :

1° un commissariat royal de l'émigration dépendant du Ministère des Affaires étrangères et qui devait centraliser tout ce qui avait trait au service de l'émigration.

2° un conseil de l'émigration chargé de discuter les questions les plus graves relatives à l'émigration.

3° une commission parlementaire de vigilance préposée à la surveillance des fonds de l'émigration, très importants, mais uniquement affectés à l'émigration transocéanique.

En outre, l'Italie possédait un très grand nombre d'œuvres privées s'occupant d'émigration et particulièrement bien organisées. Ces œuvres avaient créé, dans les centres où affluait la main-d'œuvre italienne, des institutions d'assistance s'occupant d'améliorer la situation matérielle et morale de leurs nationaux et de les maintenir en relations avec la mère patrie.

Elles s'occupaient de renseigner les travailleurs, désireux d'émigrer, sur les salaires et les conditions de travail qu'ils pouvaient trouver à l'étranger, parfois aussi, comme le Secrétariat d'Emigration d'Udine, de ne les envoyer que dans des régions où le besoin de main-d'œuvre se faisait sentir et où il n'existait pas de conflits de travail, de résoudre par l'intermédiaire d'arbitres les contestations sur le contrat de travail entre les travailleurs et les entrepreneurs, enfin de guider, de diriger et d'instruire le travailleur qui émigre.

En tant que nous rencontrons ici une organisation, il faut bien remarquer qu'elle n'existe que dans le pays d'où partent les travailleurs ; ce sont des institutions créées à l'étranger, désireuses d'améliorer le sort de ceux de leurs nationaux qui sont obligés d'émigrer.

Nous ne voyons pas qu'il y ait eu en France, abstraction faite de la Société de Protection de la Main-d'Œuvre agricole, fondée en 1912, une organisation qui se proposât de rechercher les besoins de main-d'œuvre de l'agriculture française, les moyens de faire face au manque d'ouvriers belges, italiens, espagnols, qui se préoccupât de rechercher cette main-d'œuvre dans les conditions les plus profitables et d'en assurer l'introduction en France.

Au contraire, un essai de ce genre a été tenté en ce qui concerne les ouvriers polonais. Pour eux, l'immigration est uniquement une immigration organisée, et organisée non seulement dans le pays d'origine, mais aussi dans le pays de destination. Ceci, du reste, s'explique par la distance ainsi que la différence de langue et d'usages qui les séparent.

Le premier essai d'introduction en France de travailleurs agricoles polonais eut lieu en 1908 par les soins de la Fédération des Sociétés Agricoles du Nord-Est de la France, qui était entrée en relations avec la Société Populaire Polonaise d'Emigration, fondée en 1908 par M. Skolyzewski, député de la Diète de Galicie.

Elle plaça environ un millier de travailleurs polonais dans les départements de Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges, Marne, Haute-Marne et Aube.

La médiocrité des résultats de ce premier essai, due au mauvais recrutement des travailleurs, mon-

tra la nécessité, si l'on voulait tirer profit de la main-d'œuvre excellente que la Galicie pouvait fournir à la France, de confier le placement à une organisation solide, à un véritable office de placement. Les négociations engagées par la Société Centrale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle avec le gouvernement autonome de Galicie aboutirent à la création à Nancy d'une agence de l'Office Central de placement du Royaume de Galicie qui fit place, en juin 1909, à une agence de la Société Polonaise d'Emigration. Cette société, créée en 1908, patronnée et subventionnée par la Diète de Galicie devait « prendre en mains la direction du mouvement de l'émigration et le diriger vers la France ». Elle créa en même temps à Paris une agence qui fonctionnait à la Bourse du Commerce.

A la même époque, un essai d'organisation d'immigration de la main-d'œuvre polonaise fut tenté par le Syndicat Central des Agriculteurs de France jouant le rôle d'intermédiaire entre ceux de ses membres qui désiraient employer des ouvriers polonais et l'Office Central de Placement galicien ou la Société Polonaise d'Emigration.

A côté de ces essais d'organisation qui, du côté du pays d'émigration, présentaient un caractère officiel, le placement des ouvriers polonais suscita un grand nombre de sociétés, d'agences ou bureaux privés de placement.

Ces différents organes, qui recrutaient des ouvriers agricoles polonais dans leur pays d'origine ou qui se

chargeaient de les transporter en France, avaient leur siège à l'étranger.

Des agents ou des correspondants les mettaient en rapport avec les agriculteurs français ou avec les syndicats formés par ceux-ci, dans le but d'assainir l'immigration.

Enfin, en 1910, fut créé à Paris le Syndicat français de la Main-d'Œuvre Agricole, qui fonctionnait sous les auspices de la Société Nationale d'Agriculture et le Syndicat Mutuel des Agriculteurs et Industriels français, qui ont principalement pour but le recrutement, au mieux des intérêts de leurs membres, des ouvriers polonais. Ils se sont mis en rapport avec le gouvernement galicien et ont tenté de passer des contrats avec les sociétés ou agences qui paraissaient leur offrir les meilleures garanties.

Ce premier essai d'immigration organisée n'a du reste pas donné des résultats bien encourageants, par suite du mauvais recrutement des travailleurs.

Il est d'ailleurs inutile de remarquer que la guerre a mis complètement fin à ces opérations.

L'organisation de l'immigration était donc encore, à la veille de la guerre, à la période d'essais et de tâtonnements. Les efforts étaient dispersés sans coordination entre les pays déficitaires de main-d'œuvre et ceux qui en disposaient en abondance. Mais l'on sentait, dans différents pays, l'importance que pouvait présenter cette question au point de vue de la produc-

tion en général, chez nous en particulier, au point de vue de l'avenir de notre agriculture. Si, en Italie, M. Pascal Villari pouvait écrire : « Le grand fleuve de l'immigration endigué et dirigé pourrait féconder la terre et délivrer la population », chez nous, la « Société Nationale de Protection de la Main-d'Œuvre » se fondait le 14 février 1912. Elle se proposait, entre autres objets, de rechercher les moyens de suppléer à l'insuffisance de la main-d'œuvre agricole.

Dans une lettre adressée par M. Fernand David au sénateur Potié, président de la Société, l'importance de l'organisation de l'immigration de la main-d'œuvre étrangère était ainsi indiquée : « La Société que vous allez constituer, assurée de l'appui des pouvoirs publics, étayée par les patronages éminents qu'elle a su recueillir, donnera aux gouvernements étrangers des sécurités assez importantes pour qu'on lui permette d'organiser l'émigration, dans des conditions qui permettent d'échapper aux tentatives de l'exploitation individuelle dont certaines agences particulières ont trop souvent donné le spectacle. »

Nul doute que, si la guerre n'était venue arrêter son activité, la Société Nationale de Protection de la Main-d'Œuvre agricole eût été amenée à examiner la question des contrats entre agriculteurs et ouvriers immigrés.

D'une manière générale, il faut remarquer que la passation de contrat avant l'immigration est en rela-

tion avec l'organisation plus ou moins perfectionnée de celle-ci. Quand elle se présente à l'état spontané, il est rare qu'il se rencontre des contrats types et, ordinairement, le contrat de travail est passé au moment de l'embauchage. Ici, comme dans le domaine de l'économie industrielle interne, la forme du contrat collectif sera en relation avec le développement de l'organisation professionnelle. L'exemple des ouvriers belges confirme cette observation. Pendant longtemps, ils vinrent en France au petit bonheur. La condition de leur travail variait suivant les exploitations où les avait guidés le hasard. Dans les dernières années qui précèdent la guerre, au contraire, le nombre des contrats augmentait sensiblement. La Fédération des Frenchmann Gild de la Flandre orientale avait été pour beaucoup dans ce résultat. Elle avait préparé des modèles de contrat qui avaient le grand avantage de préciser d'avance les conditions du travail. L'ouvrier et le patron connaissaient respectivement leurs droits et les conflits pouvaient de ce chef être restreints ou plus facilement résolus. Cette Société du reste s'occupa sérieusement de défendre les intérêts matériels des émigrants et elle créa dans ce but une sorte de filiale qui avait forme de syndicat ouvrier. Il servit d'intermédiaire entre les Frenchmann et leurs employeurs et il a ainsi rendu de grands services, notamment à la suite d'accidents

du travail dont les ouvriers étrangers peuvent avoir plus de peine à obtenir réparation.

La pratique des contrats types paraît moins développée en ce qui concerne l'immigration italienne.

Les ouvriers travaillent ordinairement par équipe sous les ordres d'un caporal ou sont indépendants et travaillent alors aux mêmes conditions que l'ouvrier français. Dans le premier cas, le patron traite avec le caporal, « un ouvrier d'élite à poigne », qui donne l'exemple du travail et veille à ce que la besogne soit effectuée suivant les instructions données par le cultivateur. Le caporal gagne un peu plus que ses compagnons dont il est scrupuleusement obéi. Il y a là quelque chose qui rappelle dans l'agriculture le système du marchandage, si fréquent encore dans l'industrie du bâtiment. Le même procédé fonctionne pour les ouvriers espagnols. Le cultivateur les engage à la tâche ou traite avec un « chef de colle », qui se charge de faire exécuter le travail par les ouvriers qu'il a recrutés.

L'embauchage sur des contrats types préalablement rédigés par les organismes intéressés a au contraire fonctionné en ce qui concerne les ouvriers polonais. Le texte en a été publié dans la monographie consacrée au placement et à l'immigration des ouvriers agricoles polonais par le Ministre du Travail. On n'est pas arrivé du premier coup à trouver sur

tous les points des clauses donnant satisfaction aux deux parties.

C'est ainsi que le contrat type, dressé par la Fédération du Nord-Est d'accord avec l'Office Central de Placement en Galicie, dont il fut fait un fréquent usage jusqu'en 1910, a dû être remanié. Les principales clauses contenues dans ce contrat précisent les conditions et heures de travail, les jours fériés où les ouvriers sont complètement libres, la fixation du salaire, sa part en nature et celle en argent, le mode de paiement. Une clause spéciale prévoit pour le patron le droit de retenir sur les salaires un tant pour cent à titre de garantie de l'exécution du contrat par l'ouvrier. On prévoit également le cas où la rupture du contrat pourra intervenir de la part du patron ou de l'ouvrier, l'indemnité des frais de voyage, les droits respectifs des parties en cas de maladie de l'ouvrier. Le contrat se termine par une clause par laquelle l'Office de placement garantit la sincérité de la signature de l'ouvrier.

Il semble que la pratique de pareils contrats doit être encouragée. Elle a, en effet, l'avantage de préciser les droits des parties ; elle évite, par conséquent, les conflits ou, tout au moins, permet de les résoudre plus facilement.

Cependant, en ce qui concerne tout au moins les ouvriers polonais, le système n'a pas donné toute satisfaction. Les modifications successives que l'on a dû

apporter au contrat originaire montrent que, sur bien des points, il était loin de donner satisfaction. D'autre part, quand un contrat a été signé, la grande difficulté qui se présente est d'en assurer l'exécution. Le contrat que nous venons d'analyser contient une clause destinée à parer ce danger, mais la pratique qu'elle consacre est illicite, car, bien qu'il soit généralement stipulé que le montant de la retenue, — 60 francs le plus souvent, — sera remboursé à l'ouvrier à l'expiration de son contrat, la retenue que prévoit cette clause est supérieure à la cession du dixième du salaire, seule admise par la loi.

Ce n'est donc point de ce côté qu'il faut chercher le moyen d'assurer la stabilité et le respect des contrats par les ouvriers qui, bien souvent, semble-t-il, n'hésitent pas à les rompre. Par suite de la rareté de la main-d'œuvre, les immigrants polonais ou les Franchmanns, sont, en effet, souvent sollicités par d'autres employeurs de l'agriculture ou du commerce qui leur offrent des conditions plus avantageuses. Nous verrons que, depuis la guerre, le mal s'est encore aggravé et que le moyen de protéger les agriculteurs contre le débauchage de leurs ouvriers étrangers, a grandement préoccupé ceux qui ont eu la tâche d'organiser l'immigration de la main-d'œuvre agricole.

Il ne suffit pas, en tous cas, que l'agence ou le syndicat qui intervient à cette occasion se contente d'affirmer la sincérité de l'ouvrier.

L'agence, en effet, n'engage aucunement par là sa responsabilité et, en cas de rupture, il ne reste au patron qu'un recours illusoire contre l'ouvrier.

On peut se demander si le même caractère n'appartient pas à une clause insérée dans d'autres contrats et qui stipule le recours à l'arbitrage au cas où il surgirait une difficulté entre patrons et ouvriers.

L'utilité et la valeur de cette clause dépendent naturellement de la bonne volonté des parties et de la façon dont son respect peut être assuré, mais, en soi, elle est très intéressante et peut présenter de sérieux avantages.

Après avoir indiqué les caractères de l'immigration de la main-d'œuvre étrangère en France, il importe de rechercher quels résultats elle a produits au point de vue du travail, de la satisfaction qu'elle a procurée aux employeurs et des rapports que ceux-ci ont eu entre temps avec leurs ouvriers. Il y a là des indications utiles à retenir en vue de l'appel à la main-d'œuvre étrangère après la guerre.

A cet égard, il semble qu'on puisse répartir les immigrants en deux catégories. D'une part, ceux provenant de pays limitrophes : Belgique, Espagne, Italie ; de l'autre, ceux venant de pays plus éloignés, notamment les Polonais et les Kabyles.

Tandis que les premiers ont, en général, donné satisfaction à leurs employeurs, les autres, à cause de

la différence plus profonde de mœurs, d'habitudes, de langues, ont en somme donné d'assez médiocres résultats. Néanmoins, avant de se prononcer, il importe d'examiner de plus près les résultats de l'enquête sur les salaires agricoles.

D'une manière générale, la main-d'œuvre immigrée est une main-d'œuvre inférieure, en ce sens qu'elle est apte surtout aux gros travaux, à ceux qui ne demandent pas de connaissances spéciales et qui, souvent même, répugnent aux ouvriers français et sont délaissés par eux. Toutefois, la main-d'œuvre italienne présente plus de variété que les deux autres. Tandis que les Belges ne s'occupent guère que de la moisson et des betteraves, et les Espagnols des travaux viticoles, de défoncement ou de défrichement, l'ouvrier italien s'occupe soit de la cueillette des oliviers, soit du soin de la vigne et des orangers, de la culture maraîchère et des fleurs, mais les Italiens ont besoin de plus de surveillance que les Belges. Les uns et les autres se ressemblent par l'ardeur au travail. Ils sont, en général, sobres et économes, mais tandis que le Belge s'impose des privations pour rapporter dans son pays un petit pécule qui l'aidera à vivre le reste de l'année, l'Italien vise surtout à acquérir assez pour devenir en France fermier ou petit propriétaire.

D'une façon générale, on peut dire que les apprê-

ciations des employeurs sur la main-d'œuvre espagnole et surtout sur la main-d'œuvre italienne ou belge sont favorables et reconnaissent que leur rendement est supérieur à celui des ouvriers français. Ils sont, en général, plus souples que ceux-ci, admettent plus volontiers la direction du patron et sont moins exigeants en ce qui concerne la rémunération et les conditions du travail. Ce point ne va pas du reste sans soulever des difficultés avec les travailleurs nationaux, notamment dans les régions où sont employés des Espagnols. On leur reproche d'accepter le travail à la tâche, repoussé par les ouvriers français et de consentir à les remplacer en temps de grève.

L'importance de la question salaire, que nous avons déjà mise en lumière, dans le problème de l'immigration de la main-d'œuvre reparaît donc ici si l'on envisage les rapports des ouvriers nationaux et étrangers.

Sous cet aspect, la concurrence des travailleurs étrangers peut agir sur les salaires dans le sens, sinon d'un abaissement, du moins d'un frein qui arrête leur ascension. Elle se manifeste du reste d'une manière générale comme une entrave à l'amélioration de la condition des travailleurs ruraux, spécialement en ce qui concerne la nourriture et le logement. C'est en effet une remarque générale que les travailleurs

étrangers sont, à cet égard, beaucoup moins exigeants que les nôtres. Ils se contentent d'une nourriture que ceux-ci jugeraient insuffisante et, si défectueux que soit encore dans la plupart de nos campagnes le logement des ouvriers agricoles, les salariés étrangers ne paraissent pas, en général, en souffrir, car ces conditions sont préférables à celles auxquelles ils sont accoutumés.

Il faut reconnaître malheureusement que trop souvent, des patrons peu scrupuleux ont, en quelque sorte, spéculé sur ce peu d'exigence des ouvriers étrangers pour leur imposer, au mépris des contrats passés avec eux, un logement ou une nourriture inférieurs à ceux des ouvriers français. C'est surtout ce qui s'est passé pour les ouvriers polonais. Maintes fois, l'égalité de traitement avec les ouvriers français n'a pas été observée. « On les considère comme des bêtes de rapport et on les entasse dans des locaux trop petits, on les nourrit mal et on les assujettit à un travail au-dessus de leurs forces. » (M. Lucien Cornet, *Bulletin de l'Association des Syndicats Agricoles*, à Dôle et Poligny, mai 1912).

Plus que tous autres, les ouvriers polonais ont eu, à raison de leur ignorance de notre langue et de nos usages, à se plaindre du manque de loyauté de certains de leurs employeurs, non seulement en ce qui concerne le côté pécuniaire de leur engagement, mais

aussi leur situation morale, par exemple en ce qui concerne l'exercice de la religion catholique à laquelle ils sont étroitement attachés.

Ce que nous venons de dire des rapports entre employeurs et ouvriers polonais justifie que, d'une façon générale, l'appréciation formulée sur cette main-d'œuvre soit assez défavorable. On se l'explique du reste facilement par la façon tout à fait imparfaite dont elle avait été recrutée.

Le recrutement des ouvriers polonais, à mesure que leur emploi s'étendit, semble être devenu une véritable exploitation. Les agences se multipliaient, racolant des travailleurs, trompant à la fois ceux-ci et les agriculteurs français. Les demandes étant devenues subitement abondantes et ayant été formulées peut-être un peu tardivement, on a recruté un peu partout des travailleurs sans s'occuper de leurs aptitudes professionnelles. C'est ainsi que l'on envoyait pour biner les betteraves des travailleurs recrutés dans tous autres métiers que l'agriculture et engagés sans aucun renseignement de moralité. Inaptes en général pour l'ouvrage qu'on leur demandait, ces pseudo-travailleurs ne se sont naturellement fait aucun scrupule de rompre sans motif valable le contrat qui les liait aux agriculteurs ou de se laisser facilement débaucher par certaines agences qui les remplaçaient ensuite moyennant indemnité.

Les résultats peu satisfaisants tiennent donc en grande partie au mauvais recrutement du personnel et ne doivent pas être considérés comme condamnant définitivement le recours à la main-d'œuvre polonaise.

Les premiers essais tentés avec un personnel mieux choisi avaient au contraire donné des résultats encourageants, qui permettent d'espérer qu'une nouvelle expérience pourra être faite.

Jusqu'ici, nous n'avons envisagé l'immigration de la main-d'œuvre étrangère qu'au seul point de vue de la production ; il faut l'examiner également au point de vue des effets généraux qu'elle peut produire par rapport à notre pays et notamment au point de vue du mouvement de la population. Nous touchons ici à un des côtés les plus graves du problème de l'immigration. Il ne suffit pas, en effet, qu'elle fournisse un complément de la main-d'œuvre déficitaire nationale : il serait désirable, étant donné l'affaiblissement de la natalité française et les pertes causées par la guerre, que l'immigration puisse dans une certaine mesure la compenser, mais à condition de ne pas modifier les caractères et les qualités de notre race. Pour atteindre ce résultat, l'immigration doit s'adresser à des races ayant avec la nôtre certaines affinités de culture, de civilisation et d'origine. Il faut, en outre, que l'immigration présente, non pas le

caractère temporaire, mais qu'elle soit définitive et que les familles d'immigrants viennent faire souche en France. Si nous faisons abstraction de l'immigration polonaise et des quelques ouvriers kabyle employés dans le Midi, les Belges, Italiens et Espagnols remplissent d'une façon assez satisfaisante la première condition et l'on constate d'autre part qu'un certain nombre d'entre eux se fixent en France et sont assez rapidement assimilés avec notre population.

En ce qui concerne les Belges, parmi ceux qui viennent se fixer en France, ce sont moins des salariés que des fermiers.

L'agent consulaire à Gand signalait, en 1913, que, depuis quelque temps, il part de la Flandre orientale des cultivateurs qui vont prendre dans le Nord-Ouest de la France des fermes qui y sont 50 0/0 moins cher qu'en Flandre, quoique le terrain soit meilleur. Quant aux Italiens, un grand nombre d'entre eux, fixés en Corse ou dans les départements du Midi, se font naturaliser et d'autres, sans renoncer à leur nationalité d'origine, se fixent en France et leurs enfants, par le jeu même de notre législation, par leur éducation en France, ne tardent pas à devenir Français en droit et en fait. L'ambition d'un grand nombre d'ouvriers italiens est, en effet, d'économiser un pécule qui leur permettra de s'établir en France comme métayers,

fermiers ou propriétaires. Parmi les journaliers agricoles italiens, beaucoup se fixent en France et, à force de privations, parviennent à acheter un petit coin de terre. C'est parmi eux que se recrutent la plupart des métayers (Blanchard, p. 188). Une fois propriétaire d'un lopin de terre, l'Italien n'a plus d'autre ambition que de l'arrondir et il y arrivera assez facilement dans les régions comme les Maures et l'Esterel où la terre est à bon marché. On signale le même fait dans la vallée d'Argens et dans le département des Bouches-du-Rhône. A côté de métayers, de fermiers, de propriétaires venus directement d'Italie, beaucoup sont d'origine italienne, s'étant fait naturaliser peu de temps après leur arrivée, ou leurs enfants n'ayant pas à leur majorité décliné leur nationalité d'origine.

Il est certain que cette rapide assimilation des immigrants italiens est due à l'affinité existant entre eux et nos populations méridionales. Le même phénomène s'est produit dans les départements limitrophes des Pyrénées. Un grand nombre d'Espagnols se fixent en effet dans ces régions. Les naturalisations sont peu nombreuses à la première génération, mais les enfants optent à leur majorité pour la nationalité française.

Il n'est même pas jusqu'aux Polonais dont l'assimilation ne paraisse possible à plus ou moins brève échéance. Nous avons vu que l'insuccès de l'immigra-

tion polonaise est dû en grande partie à son recrutement défectueux. Les premiers résultats obtenus avec une meilleure sélection des travailleurs avaient été beaucoup plus satisfaisants et on peut espérer qu'une nouvelle tentative mieux conduite réussirait. Isolé dans un pays dont il ne comprend pas la langue et dont les usages lui sont étrangers, le Polonais se sent souvent pris d'une nostalgie contre laquelle il serait possible de le défendre en groupant les travailleurs dans des villages à proximité des exploitations. Ils pourraient continuer à vivre leur vie accoutumée et, le milieu exerçant néanmoins son action, on peut espérer qu'ils s'acclimateraient et peut-être se fixeraient définitivement, surtout si, utilisant leurs aptitudes naturelles pour les langues vivantes, on leur permettait de se familiariser avec la nôtre. Plus que jamais, il restera vrai de dire après la guerre « qu'il semble qu'un devoir supérieur nous incombe plus particulièrement de traiter avec plus de douceur les Polonais qui viennent en France demander du travail. Nous ne devrions pas oublier, nous Français, qu'une vieille et longue amitié unit la France et la Pologne et nous devrions surtout retenir que les Polonais viennent chez nous pour fuir les mauvais traitements qu'on leur inflige en Allemagne. » (Blanchard, p. 224).

En résumé, il semble qu'avant la guerre, on pouvait en ce qui concerne l'appel à la main-d'œuvre

étrangère dans l'agriculture, s'arrêter aux conclusions suivantes :

La main-d'œuvre dont nous manquons est surtout celle nécessaire aux travaux pénibles auxquels répugne l'ouvrier français et qui ne demandent pas d'aptitudes professionnelles. Cette main-d'œuvre de complément nous était spécialement fournie par la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la première nous procurant une immigration presque totalement saisonnière, les deux autres, au contraire, nous envoyant des travailleurs s'assimilant plus facilement à la population autochtone et se fixant volontiers en France. Cette immigration ne comblait pas complètement le déficit de notre main-d'œuvre nationale, faute surtout d'un organisme approprié d'immigration s'occupant de recruter et d'embaucher les travailleurs dans leur pays d'origine pour les diriger sans retard vers les exploitations où leur présence est réclamée. L'expérience de même a prouvé qu'il était difficile de laisser se régler, par simple accord individuel, les rapports entre employeurs et immigrés. L'intermédiaire d'un groupement professionnel ou désintéressé semble nécessaire pour préciser les conditions du contrat de travail et en assurer le respect réciproque. Mais il faut que cet intermédiaire ne renouvelle point dans l'ordre du placement international les abus dont s'étaient rendus coupables en France les bureaux de placement et

qui se sont manifestés à propos de l'immigration polonaise.

Il semble que ces idées ont, dans une certaine mesure et autant que les circonstances le permettaient, inspiré le recrutement de la main-d'œuvre agricole étrangère pendant la guerre.

CHAPITRE II

L'APPEL A LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE PENDANT LA GUERRE

SECTION I

L'ORGANISATION DE L'IMMIGRATION.

Historique.

Ce n'est que bien longtemps après d'autres Etats que la France a été dotée, au Ministère de l'Agriculture, d'un organisme appelé à s'occuper officiellement du problème agricole le plus inquiétant, celui de la main-d'œuvre agricole, sous le nom de « Sous-Commission de la Main-d'Œuvre Agricole ». Cette Sous-Commission, tirée de la Commission Permanente du Comité Consultatif de Statistique Agricole, tint une première séance le 23 juillet 1914 et, dès ce moment, témoigna de l'importance que présentait à ses yeux la question de la main-d'œuvre étrangère en agriculture. Le Ministère soumit, en effet, à son examen la question de l'utilisation de la main-d'œuvre kabyle et un projet d'enquête fut discuté dont l'un des points avait pour objet... « de faciliter, s'il est nécessaire, et de doser, s'il est possible, l'immigration des ouvriers étrangers ». (Cf. *Main-d'Œuvre Agricole*, 10 août 1914, p. 3).

Cette Sous-Commission ne devait du reste avoir qu'une existence éphémère. Le 3 avril 1915, un décret la transformait en « Commission de la Main-d'Œuvre Agricole » et le 10, un arrêté ministériel en nommait les 44 membres, dont 12 membres de droit, 16 nommés par le Ministre de l'Agriculture sur la présentation des principales sociétés agricoles et 16 nommés directement par le Ministre à raison de leur compétence particulière en matière de main-d'œuvre agricole. Dès sa première réunion, la question de la main-d'œuvre étrangère figura au programme de la Commission. « Il sera indispensable, disait le Ministre, de « rechercher à l'étranger le complément de main-
« d'œuvre qui nous fait défaut. Cette question de la
« main-d'œuvre étrangère existait déjà avant la guerre ; elle s'imposera davantage une fois la guerre terminée. Nous aurons à ce moment à envisager
« son utilisation en nous entourant de certaines pré-
« cautions pour ne pas laisser envahir notre terri-
« toire par des hommes qui conserveraient une men-
« talité trop différente de la nôtre, mais, sous cette
« réserve, la nécessité d'y avoir recours est pour moi
« inéluctable. » (*Main-d'Œuvre Agricole*, mai 1915, page 4).

Dès sa première séance, la Commission entendit un rapport préparé par M. Mazerat sur la constitution d'un Office National de la Main-d'Œuvre Agricole. Cet office existait déjà en fait et il s'agissait de lui don-

ner un statut légal et de régulariser son organisation.

« L'Office de la Main-d'Œuvre Agricole est d'origine privée (1). Dès le début des hostilités, plusieurs groupements agricoles s'étaient concertés en vue de recruter et de répartir les travailleurs nécessaires à l'Agriculture. Après avoir agi isolément, plusieurs d'entre eux se réunirent et formèrent le Comité de Coordination des Offres et des Demandes de Travail, pour devenir ensuite le Comité du Travail Agricole pour les réfugiés, sous la présidence de M. Méline et, grâce à la très grande activité d'un spécialiste des questions agricoles, M. Souchon, cette œuvre rendit de réels services aux agriculteurs. D'autre part, le Syndicat Central des Agriculteurs de France subvenait avec un certain succès aux besoins de main-d'œuvre de ses adhérents. Enfin, la Compagnie du P.-L.-M. et celle de Paris-Orléans opéraient un certain nombre de placements agricoles. »

Le 15 mars 1915 se constitua l'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole, sous la présidence du Ministre de l'Agriculture et avec le concours du *Comité de Coordination* auquel vint s'adjoindre la *Société Nationale de Protection de la Main-d'Œuvre Agricole*. Il avait pris la suite, d'une part, du Comité de Coor-

(1) Pierre Rameil, Rapport fait au nom de la Commission du Travail sur le Placement des ouvriers, employés et domestiques. Chambre des Députés, Annexe au procès-verbal n° 3917, p. 185, séance du 8 novembre 1917.

dination et, de l'autre, du service de placement de la Société Nationale de Protection de la Main-d'Œuvre Agricole.

Le Comité de Coordination des offres et des demandes de travail, qui devint le Comité de travail agricole pour les réfugiés, fonctionna au commencement de la guerre au Musée Social. Il formait section du *Comité Central des Réfugiés*, se rattachant par conséquent au Ministère de l'Intérieur et était dirigé par un groupe de représentants de quelques sociétés d'agriculture ayant comme président M. Méline et comme délégué M. Souchon.

Quant à la Société Nationale de Protection de la Main-d'Œuvre Agricole, ses portes avaient été fermées au premier jour de la mobilisation. Au moment où le Ministre prenait des mesures pour permettre au service de placement de cette société de fonctionner à nouveau sur une base élargie, le Comité de Travail Agricole pour les réfugiés vint lui demander sa collaboration en vue de développer ce rudiment d'organisation. Cette démarche ne pouvait être plus opportune et le Ministre promit immédiatement son concours.

C'est dans ces conditions que, le 15 mars, l'Office ouvrait son service dans un local de la rue des Beaux-Arts, sous le patronage du Ministre de l'Agriculture, avec les archives de la Société Nationale pour la Protection de la Main-d'Œuvre Agricole et celles du Co-

mité de Travail Agricole pour le placement des réfugiés. Dès le début, il importe de signaler, comme très significative, cette collaboration du Ministre de l'Agriculture et d'un groupement d'agriculteurs.

Cet organisme n'avait pas d'existence légale. Par suite des circonstances, il ne disposait pas, malgré la bonne volonté des pouvoirs publics, des ressources de toute nature qui sont à la disposition d'un service public. Aussi songea-t-on très rapidement à lui attribuer la personnalité juridique, ainsi que le témoigne le rapport auquel nous avons fait précédemment allusion. Le projet de loi dont le texte avait été préparé à cet effet disposait :

« Art. 1^{er}. — Il est créé au Ministère de l'Agriculture un Office National de la Main-d'Œuvre Agricole ayant pour objet :

1° De centraliser et de mettre à la disposition du public les renseignements de toute nature concernant la main-d'œuvre agricole.

2° De rechercher les moyens propres à développer le travail agricole, de provoquer et, au besoin, de prendre toutes les mesures tendant à l'amélioration du recrutement de la main-d'œuvre agricole.

Art. 2. — L'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole est investi de la personnalité civile, de l'autonomie financière. » (Cf. *Main-d'Œuvre Agricole*, mai 1915, p. 5).

Différentes circonstances ont retardé le vote de ce texte. En attendant, l'Office continue son existence de fait.

Le 16 mars 1915, une décision du Ministre de l'Agriculture en confia la direction à une Commission administrative pouvant comprendre des représentants des sociétés qui subventionnent l'Office. Cette décision règle également le budget de l'Office qui est alimenté par des subventions du Ministère de l'Agriculture et des groupements agricoles.

Bien que devenu organe indépendant, l'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole n'est pas complètement étranger à l'Office Central de placement dont il est sorti (1). Celui-ci lui communique les demandes et offres d'emplois dont il est saisi concernant l'agriculture, de telle sorte qu'ils collaborent à la même œuvre.

Dès le début de son fonctionnement, l'Office montra l'importance qu'il attachait au problème de la main-d'œuvre agricole étrangère. Dans une des communications qui le firent connaître au public, ses dirigeants lui faisaient dire :

« L'Office se préoccupe également de trouver, pour les agriculteurs, de la main-d'œuvre étrangère, par exemple de l'Espagne. » C'était également un des buts que le rapport de M. Mazerat signalait à son

(1) L'Office central fonctionne au Ministère du Travail.

activité : « L'Office, disait-il, doit poursuivre les objets suivants :...

« 3° Faire des recherches et des démarches tendant
« à procurer aux agriculteurs français la main-d'œu-
« vre étrangère ou coloniale comme main-d'œuvre
« de complément (*Main-d'Œuvre Agricole*, mai 1915, p. 4).

L'Office National tenta, en effet, dès le début de son organisation, un gros effort en vue du recrutement de la main-d'œuvre étrangère, ainsi que l'annonçait le rapport Brancher du 23 mai 1915 (*Main-d'Œuvre Agricole*, juin 1915, p. 7).

Placement et Immigration.

Le 20 avril 1915, l'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole convoquait à Toulouse les représentants des principales Sociétés d'Agriculture et les directeurs des Services Agricoles du Sud-Ouest. Trois cents personnes environ répondirent à son appel. M. Gaston Treignier, député, chargé de mission spéciale par le Ministre de l'Agriculture, présidait, assisté de M. Brancher, directeur de l'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole. Le but principal de cette réunion était d'examiner comment l'immigration espagnole, déjà ancienne dans les départements méridionaux, pouvait être organisée au mieux des intérêts généraux du pays. En temps de paix, les étran-

gers avaient libre accès sur le territoire français : il leur suffisait de faire une déclaration de résidence. La guerre venue, le souci de la sécurité nationale inspira une réglementation plus sérieuse.

Au début des hostilités, nos consuls délivrèrent aux étrangers désireux de venir en France un passe-port et ces étrangers devaient ensuite obtenir un permis de séjour avec photographie. Le coût du passe-port était de 20 fr. 60, débours important pour un ouvrier, de nature par conséquent à entraver dans une certaine mesure l'immigration.

Plus tard, par suite d'un accord entre les Ministères de l'Intérieur, de la Guerre et des Affaires étrangères, le passe-port ne fut plus exigé. Mais en ce qui concerne les ouvriers espagnols, leur entrée en France devait se produire en des points strictement déterminés. Là, ils recevaient (sous contrôle et visa d'un fonctionnaire de l'Intérieur) une carte spéciale qui leur tenait lieu de permis de séjour. Elle indiquait le nom de l'employeur, l'état civil de l'ouvrier et la commune où il se rendait. L'ouvrier ne pouvait se déplacer hors de cette commune sans l'autorisation du maire, visée par la gendarmerie et ce sous peine d'expulsion.

Telle était la situation lors de la réunion de Toulouse.

Après échange de vues, cette assemblée estima qu'il y avait lieu dorénavant de charger l'Office National

de la Main-d'Œuvre Agricole d'assurer le recrutement, le transport et la répartition de la main-d'œuvre agricole étrangère, en s'aidant de Comités départementaux et d'agents de recrutement.

Comme conclusion, l'assemblée adopta une série de vœux qui constituent la base de l'organisation de l'immigration de la main-d'œuvre agricole :

1° Il y a lieu d'organiser dans chaque département un comité de la main-d'œuvre agricole, soit indépendant, soit annexé à un ou plusieurs groupements agricoles déjà existants ;

2° Le Comité groupera les demandes individuelles de main-d'œuvre rédigées d'après la formule d'un contrat-type qui sera établi suivant les coutumes et la moyenne des salaires de chaque département ;

3° Les offres d'emploi, groupées par département, seront adressées à M. le Directeur de l'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole, 11, quai Malaquais, à Paris, qui organisera les convois et s'emploiera à obtenir les simplifications administratives et les réductions des prix de transport ;

4° L'Office National, après avoir groupé ces offres, chargera ses agents du recrutement immédiat des ouvriers espagnols destinés à l'agriculture française ;

5° Les convois seront amenés par les agents de recrutement au chef-lieu des départements où les ouvriers agricoles doivent être employés ;

6° La répartition des ouvriers aura lieu par les soins de l'agence de recrutement, en gare d'arrivée, où les employeurs les feront prendre ;

7° Le montant des frais de recrutement et de transport sera versé par les groupements départementaux à la caisse qui sera désignée. Justification de ce versement devra être produite, en même temps que l'envoi sera fait des demandes d'ouvriers à l'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole. Ces frais, établis sur une base fixe jusqu'au port de débarquement, varieront selon la distance qui sépare ce port de la gare d'arrivée. C'est sur ces bases que fut constituée l'immigration des ouvriers espagnols, la première à laquelle on appliqua une organisation méthodique.

L'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole, après avoir assuré le service d'admission à la frontière espagnole et le transport à prix réduit par chemin de fer, n'entendait jouer que le rôle d'un organe de renseignements et d'indication.

Son rôle consistait à aplanir les difficultés administratives et à faciliter la tâche des comités et des agriculteurs isolés, à qui incombait la charge de régler eux-mêmes toutes les questions particulières.

Le recrutement en Espagne n'avait point, en effet, un caractère officiel pas plus que la répartition des travailleurs en France. Le recrutement était absolument libre, les relations entre les Comités et les recruteurs devaient être directes. Aucun recruteur, du

reste, ne pouvait se réclamer d'une investiture officielle et l'Office déclarait ne disposer d'aucun moyen pour faire respecter soit la convention entre comités et recruteurs, soit les contrats passés entre patrons et ouvriers.

Ces réserves de la part de l'Office National s'expliquaient par certaines appréhensions manifestées par le Gouvernement espagnol. Celui-ci, sans doute, déclarait, non seulement ne pas prétendre empêcher la sortie de ses nationaux ouvriers, mais même se proposer d'étudier la question des passe-ports à leur délivrer. Toutefois, il estimait préférable qu'au lieu d'envoyer des agents de recrutement, le Gouvernement français lui fît savoir, par l'intermédiaire de l'ambassade, le nombre et la qualité des individus qu'on devait employer, afin de pouvoir lui-même examiner les moyens de répondre à ce désir, en causant le moins de préjudice possible à l'industrie et à l'agriculture nationales.

L'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole fit savoir à notre Ministère des Affaires étrangères qu'il était disposé à créer en Espagne un ou plusieurs bureaux d'immigration de travailleurs agricoles sous le contrôle du Gouvernement espagnol et d'après les directives qu'il voudrait bien lui donner.

En attendant que ce projet fût réalisé, l'immigration fut organisée sur les bases du programme arrêté à Toulouse.

A l'instigation de l'Office National, un certain nombre de comités départementaux furent constitués, tandis que d'autres, créés peu de temps auparavant, se rattachaient à lui. En même temps, dans le but de faciliter l'entrée en France aux ouvriers étrangers, l'Office se préoccupa d'installer des bureaux d'immigration et spécialement sur la frontière espagnole. Dès 1915, il en fut créé à Cette, Cerbère, Fos et Hendaye.

Le bureau de Cette a pour but de faciliter la venue en France et la répartition des ouvriers agricoles espagnols, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à des agents de recrutement. Grâce à la collaboration des Compagnies de Navigation, bon nombre de travailleurs peuvent être amenés à Cette et placés immédiatement. Les comités étaient invités à transmettre, par les soins du bureau, leurs conditions de travail aux correspondants espagnols des Compagnies de navigation. Les ouvriers qui les acceptent sont amenés à Cette où les employeurs peuvent venir les chercher.

Au bureau de Cerbère, qui, comme celui de Cette, fonctionne avec le concours du commissaire spécial de police, deux agents de l'Office National étaient chargés de délivrer des cartes permis de séjour et d'aider les délégués des comités et des agriculteurs qui se rendaient sur ce point de la frontière.

Le mouvement s'accroît les années suivantes : en 1916, de nouveaux bureaux furent ouverts à Marseille, Arreau, Tramezaygues et Bordeaux.

Le bureau de Tramezaygues (Hautes-Pyrénées) fut créé pour faciliter l'immigration dans le département des Hautes-Pyrénées, la région ne possédant pas de voies ferrées et étant assez éloignée de Cette et de Cerbère.

En 1917, d'autres bureaux furent créés à Saint-Jean-Pied-de-Port, Bourg-Madame, Le Perthuis, Port-Vendres, Arles-sur-Tech, L'Hospitalit, Bagnères-de-Luchon, Pierrefitte, Nestalas et Ossès.

Ces indications administratives sur le fonctionnement de l'immigration espagnole se trouvent illustrées par une communication du Comité départemental Aveyronnais de la Main-d'Œuvre Agricole (*Main-d'Œuvre Agricole*, mai 1916, p. 4).

Ce Comité fut créé le 17 avril 1915 ; il se proposait :

1° de rechercher activement tous les ouvriers agricoles disponibles, qu'ils fussent réfugiés français, étrangers ou résidents habituels, et de provoquer de leur part des demandes d'emplois ;

2° de contrôler toutes les demandes de main-d'œuvre qui lui seraient adressées par les agriculteurs aveyronnais ;

3° de mettre en rapport les employeurs et les employés, au besoin, d'envoyer des délégués dans les

ports de mer ou à la frontière pour représenter ces premiers, faire un choix de la main-d'œuvre qui pourrait se proposer et remplir toutes formalités auprès de l'Administration.

Comme suite de ces décisions, deux membres du Comité firent le voyage de Barcelone, accompagnés par des Espagnols qu'ils prirent comme recruteurs et ramenèrent dans les premiers jours de mai un convoi de 75 hommes et femmes ; quinze jours plus tard, le Comité organisa le recrutement de la région de Saint-Sébastien et de Bilbao. L'œuvre du Comité, après 40 jours d'existence, pouvait se résumer ainsi : 340 ouvriers demandés par 105 agriculteurs et 95 demandes formulées par 80 propriétaires déjà satisfaits.

Au bout de l'année, une quinzaine de convois avaient été organisés, amenant 650 ouvriers agricoles placés. Le mode de recrutement employé était le suivant :

Des domestiques ou des ménages. à l'année ou pour les mois d'été, ont été recherchés en Espagne et fournis aux agriculteurs qui en ont fait la demande sur une formule spéciale et payé la contribution fixée pour chaque ouvrier, soit 50 francs. Les ouvriers ont été embauchés après avoir pris connaissance des salaires de base ci-après : 400 francs par an avec le logement et la nourriture, ou 765 francs par an avec le logement mais sans la nourriture ; 50 francs par mois d'été avec le logement et la nourriture ou 80 francs

avec le logement sans la nourriture. Pour les familles engagées à l'année, les travailleurs ont reçu le même salaire de base et, en outre du logement, le mobilier, la literie, les ustensiles et le combustible nécessaires pour la cuisson des aliments, la jouissance d'un jardin. Dans beaucoup de cas, sous l'affluence des besoins de main-d'œuvre, ces salaires ont été dépassés pendant la saison des grands travaux.

La contribution de 50 francs par ouvrier, réduite à 25 francs pour les femmes, les enfants soumis au tarif des chemins de fer, a été calculée pour faire face aux frais de voyage et d'entretien, aux frais d'entremise ou de courtage, d'impression, de publicité, de correspondance et de déplacement des délégués du Comité.

Pour se couvrir de cette avance, les conventions avec les ouvriers ont stipulé que l'employeur pouvait opérer sur le salaire une retenue qui devait être intégralement remboursée au gagé qui aurait tenu son engagement.

Les employeurs devaient prendre à la gare les ouvriers qu'ils avaient demandés et assurer le retour à la frontière des ouvriers et de leurs familles, qui, après avoir accompli leur contrat, voulaient rentrer en Espagne.

Le Comité avait pris d'autre part des dispositions pour assurer l'exacte observation des mesures de police relatives au séjour des étrangers en France. Il avait eu soin, en outre, de faire imprimer un modèle

de contrat-type dont il recommanda l'emploi à ses adhérents.

Ce mode de recrutement n'ayant pas donné toute satisfaction en ce qui concerne la main-d'œuvre embauchée, vers le milieu de juillet 1915, le Comité s'efforça de faire arriver dans l'Aveyron, par leurs propres moyens, des ouvriers sollicités par des annonces dans la presse régionale du Midi et par des rapports constants avec les recruteurs, et de mettre les ouvriers à la disposition des agriculteurs contre le versement d'une contribution de 5 francs par ouvrier et de 10 francs par ménage ou famille. Ces contributions étaient destinées à payer les frais généraux du Syndicat. Il renonçait ainsi à l'inconvénient du versement d'une contribution de 50 francs qui devenait onéreux lorsque les ouvriers embauchés étaient incapables ou ne restaient pas en place.

Le nouveau mode de recrutement était plus avantageux pour les ouvriers comme pour les patrons. Les premiers pouvaient maintenant disposer de leurs papiers, qu'on leur retenait précédemment à titre de garantie et pouvaient discuter librement avec leurs patrons les conditions du travail et se séparer d'eux librement au bout de quelques jours d'essai, sans de graves inconvénients, pour personne, si employeur et employés n'étaient pas satisfaits l'un de l'autre.

Aussi ce mode de recrutement est-il devenu la règle et le retour à l'ancien procédé n'était envisagé

que comme remède exceptionnel à une pénurie aggravée de main-d'œuvre au moment des grands travaux.

Résultats de l'immigration espagnole.

Ces résultats ont été fort inégaux. Certains travailleurs ont, dès les premières semaines de leur embauchage, donné toute satisfaction à leur employeur. D'autres, au contraire, qui s'étaient fait engager comme travailleurs agricoles, laissèrent vite voir qu'ils n'avaient aucune connaissance des choses de l'agriculture et ne purent s'acquitter du travail qui leur était confié.

Un certain nombre n'eurent d'autre souci que de s'éclipser, quelques-uns sans rembourser à l'employeur les avances faites par celui-ci pour l'embauchage.

Le Comité déplorait du reste que ces ouvriers eussent souvent été l'objet de sollicitations ou de conseils malsains de la part d'employeurs peu scrupuleux, qui essayèrent de les débaucher avant même leur arrivée, et de la part d'ouvriers espagnols comme eux ou d'ouvriers agricoles du pays qui voyaient, dans les nouveaux venus, des concurrents destinés à contrebalancer leurs prétentions exagérées.

Bien des ouvriers ne savent pas résister à l'appât du gain et un certain nombre d'entre eux quittèrent leurs employeurs.

Mais à côté de ces non-valeurs, il est juste de signaler que certains ouvriers ont donné à leurs maîtres des preuves d'un réel attachement et ont attiré ou sont même allés chercher en Espagne des ouvriers, tous les jours mieux choisis, qui grossissaient la phalange des travailleurs agricoles dans le département de l'Aveyron pour remédier à l'excessive pénurie de main-d'œuvre.

Par la frontière italo-suisse, on ne pouvait, à priori, espérer des entrées appréciables durant les hostilités. Néanmoins, il était nécessaire que les étrangers pénétrassent sur notre territoire. Il fut donc également créé des bureaux à Menton, Laroche et Modane en 1916 et, en 1917, à Bellegarde, Saint-Julien, Annemasse, Evian, Annecy, Briançon, Gex, Frasnay, Pontarlier et Morteau.

Instructions ministérielles.

Dès le début, il y eut naturellement des tâtonnements pour la mise au point de ces organismes si nouveaux en France. Mais, après quelques mois, le mécanisme fut assez bien défini pour permettre des instructions générales. Un premier règlement parut le 1^{er} mars 1916 édicté par le Ministre de l'Agriculture. Le mécanisme établi était le suivant (*Main-d'Œuvre Agricole*, mars 1916, p. 4) :

Les bureaux d'immigration de l'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole sont gérés par ses agents sous le contrôle des commissaires spéciaux de police.

Ces agents sont chargés de délivrer aux ouvriers agricoles des cartes-permis de séjour dispensant de passe-port et donnant droit au voyage à demi-tarif sur les grands réseaux français.

Le demi-tarif est accordé aux ouvriers soit pour se rendre à pied-d'œuvre chez leur premier employeur, soit, à l'expiration du contrat avec celui-ci, chez un nouvel employeur ou enfin pour retourner à la frontière.

Les agents de l'Office délivrent en outre, sur la demande du directeur de la Sûreté, des cartes dites « cartes vertes » aux ouvriers de l'industrie. Ces cartes dispensent du passe-port, mais ne donnent pas droit au demi-tarif.

Doivent être munis de cartes tous les adultes au-dessus de 15 ans. Les cartes sont remplies dans les bureaux de l'Office, les photographies des ouvriers y sont apposées. Elles sont ensuite visées par les commissaires spéciaux de police.

La carte doit obligatoirement porter le nom de l'employeur et la désignation de sa résidence. A défaut du nom de l'employeur, celui d'un comité pourra y être inscrit.

Les cartes sont remises, par les commissaires spéciaux, aux agents de l'Office au fur et à mesure des besoins des bureaux.

Des offres d'emplois peuvent être déposées dans les bureaux d'immigration par les soins du service central de l'Office ou directement par les employeurs.

Lorsque des ouvriers non embauchés préalablement à leur entrée sur le territoire français se présentent au bureau, ces offres leur sont soumises.

Dans ce cas, comme dans celui d'ouvriers se présentant porteurs d'un contrat d'embauchage, les agents de l'Office devront s'assurer au préalable de leur aptitude à remplir l'emploi qu'ils postulent.

Si les postulants leur semblent inaptes, ils en référeront aux commissaires spéciaux de police. Ils signaleront également à ces derniers les tentatives de racolage ou de débauchage qui seraient à leur connaissance.

Des relations constantes doivent être entretenues entre les différents bureaux, afin qu'ils puissent se communiquer mutuellement leurs offres et demandes d'emplois et que, en cas d'arrivée insuffisante d'immigration dans un bureau, un autre puisse procéder aux embauchages en son lieu et place.

En cas de non réussite, les agents de l'Office peuvent communiquer les offres d'emplois qu'ils ont entre les mains à des agents de recrutement qui auraient

alors, de ce chef, à offrir leurs services aux employeurs.

Jusqu'en 1917, on procéda par création locale, avec des modalités particulières, suivant les postes. Aux lumières de l'expérience, on parvint ainsi à dégager des principes généraux qui permettaient, au cours de l'année 1917, de réorganiser les bureaux suivant une base uniforme. Par ailleurs, la question d'immigration, en se reliant intimement à la surveillance des étrangers en France, ne pouvait laisser indifférents le Service de Sûreté générale et le Ministère de l'Intérieur.

C'est ce que mettait en lumière un rapport du 18 avril 1917 adressé par le dit Ministère au Président de la République.

En effet, tout en rendant hommage au précieux concours que nous apporte la main-d'œuvre coloniale et étrangère qui prend de plus en plus d'extension, il signale la nécessité de réglementer les conditions de recrutement, de circulation et de surveillance, de manière à concilier les intérêts des travailleurs et ceux de leurs employeurs avec les exigences de la défense nationale (*Main-d'Œuvre Agricole*, 10 mai 1917).

A la suite de ce rapport fut rendu le décret du 21 avril 1917, dont nous nous occupons plus loin en détail.

Le Ministre de l'Intérieur adressait, le 12 mai, aux préfets des départements frontières une note les in-

formant que le Ministre de l'Agriculture avait réorganisé et complété le système antérieurement adopté dans les bureaux et postes d'immigration.

Le 15 mai paraissait un règlement conjointement signé par les deux ministres intéressés, ceux de l'Agriculture et de l'Intérieur : *c'est celui actuellement en vigueur.*

Depuis, un décret du 18 octobre 1917 a simplement confié au Ministère du Travail le soin de centraliser les renseignements relatifs aux besoins et disponibilités de toutes natures et d'assurer la répartition de la main-d'œuvre disponible entre les services publics employeurs, sauf cependant en ce qui concerne la main-d'œuvre étrangère destinée à l'agriculture, qui reste confiée au Ministère de l'Agriculture.

Décret du 21 avril 1917.

Examinons rapidement le régime établi par le décret du 21 avril 1917 et le règlement du 15 mai de la même année.

Ainsi qu'il est dit dans le rapport qui précède le décret, celui-ci, tout en rendant hommage au précieux concours que nous apporte la main-d'œuvre étrangère, signale la nécessité de réglementer les conditions de recrutement, de circulation et de surveillance, de manière à concilier les propres intérêts des travailleurs et ceux de leurs employeurs avec les exi-

gences de la défense nationale. Le décret se propose donc de déterminer les conditions d'accès à nos frontières des travailleurs dont il s'agit, en renforçant les services d'hygiène, de procurer du travail aux intéressés en les mettant en rapport avec les employeurs et de resserrer autour d'eux une surveillance absolument indispensable en réglementant leurs déplacements.

Les dispositions du décret se proposent d'assurer au travailleur étranger, dans le plus bref délai possible, un emploi en rapport avec ses capacités, de façon à le mettre à même de rendre au plus tôt des services à la vie économique du pays, tout en le soustrayant aux dangers de l'oisiveté, à l'exploitation dont il est trop souvent l'objet et à ne pas l'exposer à rester à la charge du pays où il est accueilli.

S'il arrive en France avec un contrat d'embauchage, il est immédiatement mis en rapport avec son employeur.

Pour assurer la surveillance indispensable de l'ouvrier dans ses déplacements, soit pour se rendre près d'un employeur ou près d'un Office de placement, soit qu'il quitte son emploi pour s'embaucher ailleurs, une carte d'identité ou un récépissé est, suivant le cas, remis à l'ouvrier ; il lui sert de sauf-conduit dans les limites des localités pour lesquelles des autorisations lui ont été données et garde trace de ses déplacements. Enfin, des sanctions sont prises contre

l'employeur qui se serait soustrait aux responsabilités qui lui incombent et contre l'ouvrier qui aurait contrevenu aux prescriptions édictées dans l'intérêt de la défense nationale.

A l'heure actuelle, la situation est la suivante :

Il y a pour l'ensemble de nos frontières espagnole, méditerranéenne, italienne et suisse, une réglementation uniforme appliquée par des services d'immigration. Les bureaux d'immigration de l'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole, dit le règlement général du 15 mai 1917, sont gérés par ses agents sous le contrôle des commissaires spéciaux de police, en vertu des décisions prises par les Ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture.

Ces bureaux d'immigration comprennent des postes et des bureaux, tous organisés par l'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole et en relations constantes avec lui. Dans les postes, les commissaires spéciaux veillent eux-mêmes aux diverses opérations. Il y a un bureau dans les localités où l'afflux des immigrants est suffisamment important pour nécessiter, en outre du commissaire, un employé spécial.

Un agent est alors nommé par l'Office avec l'agrément du commissaire. Il a pour mission de régler, sous le contrôle de celui-ci, toutes questions de détail relatives à l'immigration.

Les points par lesquels les travailleurs étrangers peuvent pénétrer sur notre territoire sont fixés par

arrêté du Ministre de l'Intérieur. Chaque poste frontière doit être pourvu d'un service d'identification et, autant que possible, d'un service de vaccination, de visite médicale et de photographie (Décret du 21 avril 1917).

Fonctionnement d'un bureau d'immigration.

Tout ouvrier pénétrant en France doit présenter des papiers justifiant de son état civil. L'examen en est fait par le commissaire spécial, formalité essentielle qui précède toute autre. Une fois son admission autorisée, l'immigrant doit se munir d'une carte d'identité spéciale donnant droit de circulation sur notre territoire et qui lui tiendra lieu de passe-port français. La carte d'identité et de circulation ne dispense pas de la formalité de l'immatriculation prévue par la loi du 8 avril 1893 (Décret du 21 avril 1917, art. 1). La carte doit être établie en principe dès l'arrivée en France par le commissaire spécial du poste frontière. Au cas où les opérations que nécessitent l'établissement et la délivrance de la carte ne pourraient être immédiatement remplies au poste frontière, l'ouvrier étranger sera dirigé sur le dépôt le plus proche des travailleurs étrangers. Il en sera de même si l'ouvrier n'est pas pourvu d'un contrat d'embauchage certifié sincère et véritable par le maire de la commune où réside l'employeur. Un commissaire spécial

est délégué près de chacun de ces dépôts pour veiller à l'exécution de toutes les mesures de contrôle prescrites. Le nombre et l'emplacement des dépôts sont fixés par le Ministre de l'Armement après entente avec le Ministre de l'Intérieur.

C'est lorsqu'il a reçu sa carte que l'ouvrier entre en relation avec les services d'immigration de l'Office. Mais avant de délivrer la carte, les agents doivent examiner les questions de :

- 1° la photographie ;
- 2° la vaccination ;
- 3° l'embauchage.

Il n'y a point lieu d'insister sur les deux premières formalités, dont l'utilité se justifie facilement, pour établir l'identité de l'immigrant et pour éviter la contagion dans les agglomérations où se rendent nombre d'immigrants.

L'embauchage présente pour notre question plus d'intérêt.

Embauchage.

La carte d'identité et de circulation doit obligatoirement porter le nom de l'employeur et l'indication de la résidence. Toutefois, à la place du nom de l'employeur, le nom d'un bureau départemental de la Main-d'Œuvre Agricole pourra être inscrit, ce bureau ayant le soin, par la suite, de faire apposer tous visas

utiles sur la carte lorsque l'ouvrier sera définitivement placé.

Mais au point de vue de l'embauchage, trois cas peuvent se présenter :

1° l'ouvrier arrive avec un contrat de l'employeur chez lequel il se rend ;

2° il est amené par un recruteur ;

3° il voyage seul, sans contrat et sans savoir chez qui il ira travailler.

1° *Ouvriers avec contrat.* — C'est le cas le plus simple. Il ne soulève aucune difficulté, pourvu que le contrat ou le certificat d'embauchage soit revêtu de la signature de l'employeur légalisée par le maire.

2° *Ouvriers recrutés.* — Ces ouvriers doivent se présenter au bureau d'immigration accompagnés par leur recruteur, lequel est tenu de soumettre au représentant de l'Office les certificats d'embauchage revêtus de la signature de l'employeur légalisée par le maire.

Les agents de l'Office doivent constater si ces immigrants paraissent aptes aux travaux pour lesquels ils sont embauchés. Au cas où le résultat de cette constatation serait négatif, ils doivent en référer au commissaire spécial. Ils doivent également signaler à ces derniers les manœuvres de racolage ou de débauchage qui seraient à leur connaissance, car l'Office ne reconnaît ni ne mandate aucun recruteur.

3° *Ouvriers sans contrat d'embauchage.* — Lorsqu'un ouvrier se présente dans ces conditions, l'agent de l'Office lui propose du travail. A cet effet, les offres d'emplois peuvent être déposées dans les bureaux d'immigration soit par les soins du service central de l'Office, soit directement par les bureaux départementaux de la Main-d'Œuvre Agricole ou par des employeurs isolés.

Si l'ouvrier accepte une de ces offres, il peut être embauché par les agents de l'Office après examen aussi complet que possible de ses aptitudes agricoles et des certificats dont il peut être porteur. Les ouvriers doivent disposer de ressources suffisantes pour se rendre à pied-d'œuvre.

Parfois, des particuliers, des syndicats, des comités départementaux préfèrent envoyer un délégué à la frontière pour faire un choix parmi les immigrants suivant leur convenance. Dans ce cas, les conditions que proposent ces représentants doivent être soumises, comme lorsqu'il s'agit d'immigrants recrutés, aux agents de l'Office, afin que ceux-ci puissent exercer un contrôle permettant d'éviter, autant que possible, l'exploitation des étrangers.

Du reste, aucun embauchage de travailleurs agricoles n'est toléré à la frontière, c'est-à-dire que les embaucheurs ou employeurs ne peuvent traiter avec les immigrants à l'insu des bureaux d'immigration et

éluder par là même les formalités d'introduction des ouvriers étrangers en France.

Il est recommandé d'établir des relations constantes entre les différents bureaux, car, dans le but de satisfaire le plus rapidement possible les offres d'emploi, il faut que les bureaux où l'offre dépasse la demande pour cause d'immigration insuffisante en réfèrent aux autres bureaux pour que ceux-ci, s'ils étaient mieux pourvus, puissent procéder aux embauches en leur lieu et place.

Conditions des contrats.

Pendant les premiers mois du fonctionnement du service d'immigration, il a régné une grande diversité dans les conditions figurant dans les contrats de travail ; plus exactement, ces conditions étaient excessivement sommaires. Les employeurs avaient, en effet, une tendance à exiger que les immigrés vinssent se présenter sur les lieux du travail, se réservant la faculté de les embaucher ou de les refuser à leur gré. Un pareil régime d'arbitraire aurait naturellement compromis le fonctionnement de l'immigration et enlevé toute certitude au résultat qu'on pouvait espérer. Pour remédier à cet inconvénient, l'Office a rédigé un modèle de contrat qui prévoit les conditions les plus importantes de l'embauchage. Il ne pouvait être question, bien entendu, de fixer ainsi par avance

toutes les clauses du contrat de travail. Trop de facteurs divers influent sur le travail agricole suivant la région, la saison, la culture, le mode d'exploitation. Mais il est certaines clauses essentielles qui peuvent être indiquées d'avance dans le contrat et ce sont précisément celles qui présentent pour l'ouvrier qui vient s'embaucher le plus grand intérêt. C'est ainsi que le modèle de contrat prévoit la nature du travail, le salaire, les conditions de nourriture, de logement, ainsi que la durée de l'engagement et les stipulations relatives au voyage. D'une façon générale, l'Office s'efforce de faire établir l'égalité de traitement entre les ouvriers étrangers et les travailleurs français. Pour les bureaux de la frontière espagnole, ce contrat est rédigé dans les deux langues.

Délivrance des cartes.

Une fois l'examen des contrats effectué tant par le commissaire spécial que par les agents d'immigration et réception faite des photographies et des certificats de vaccination, les travailleurs peuvent recevoir leur carte définitive. Tout travailleur étranger et tout travailleur colonial non militaire doit en effet être pourvu d'une carte d'identité et de circulation, verte pour l'industrie, chamois pour l'agriculture, sur laquelle est apposée sa photographie. Les travailleurs chinois doivent être assimilés aux travailleurs colo-

niaux non militaires. Doivent être munis de cartes tous les adultes au-dessus de 15 ans. Une seule et même carte ne peut être délivrée qu'au mari et à la femme et à leurs enfants au-dessous de 15 ans.

Les cartes sont visées par le commissaire spécial de la frontière à destination du lieu d'embauchage ; au cas contraire, elle est visée à destination de la localité où se trouve le dépôt d'ouvriers étrangers. C'est dans ce dépôt que l'ouvrier étranger est pourvu d'un emploi. Le dépôt est en relation immédiate avec le bureau de la main-d'œuvre agricole le plus rapproché.

Locaux.

L'installation des différents services d'immigration, délivrance des cartes, photographie, vaccination, exigeait des locaux assez spacieux, surtout dans certains postes frontières, où se présentent un nombre relativement élevé d'ouvriers étrangers. Le plus souvent, les services ont été établis dans le même local que le commissariat et, en cas d'insuffisance, dans les locaux voisins, ce qui n'a pas toujours été sans difficulté pour certains postes situés dans des localités isolées et de peu d'importance. Dans les postes principaux, à Cette, Cerbère et Hendaye, l'Office Central a donc été amené à faire édifier des baraquements où sont établis les services d'immigration, dans la cour même de la gare de la Compagnie du Midi.

Hébergement des immigrants.

L'Office a également été amené à établir au moins à Cerbère des hangars munis d'un mobilier sommaire de couchage pour recevoir les immigrants qui, sans cette mesure, auraient souvent couché à la belle étoile, faute de ressources ou pour ne pas dépenser les maigres économies dont ils peuvent disposer. Dans d'autres endroits, comme Le Perthuis, Bourg-Madame, Arles-sur-Tech, Hendaye, l'Office a conclu, avec des propriétaires, des locations qui lui permettent de donner gratuitement le logement de la nuit aux immigrants. Ces locaux peuvent, les jours de grande affluence d'immigrants, se trouver insuffisants. Les ouvriers en surnombre sont alors, en vertu d'un accord passé avec le Ministre de l'Armement le 28 juillet 1917, envoyés aux dépôts des ouvriers étrangers établis par celui-ci à Perpignan, Bayonne, etc..., qui normalement ne reçoivent que les travailleurs de l'industrie.

Les immigrants disposant de quelques revenus se logent et se nourrissent en ville. Il était à craindre qu'ils ne fussent victimes de l'exploitation de logeurs peu scrupuleux. Pour éviter ce danger, les commissaires spéciaux et les agents de l'Office ont établi un tableau des traiteurs et hôteliers qui consentent à recevoir des immigrants, avec indication des prix qu'ils

leur demandent. Ces tarifs sont communiqués aux nouveaux arrivants.

Transports.

Le séjour des immigrants à la frontière doit être aussi court que possible et ils doivent, dans le délai le plus bref, se rendre au lieu où ils sont embauchés. Les frais de transport sont à la charge de l'ouvrier, qui doit à cet effet disposer de ressources suffisantes pour se rendre à pied d'œuvre. Du reste, des facilités particulières de transport ont été accordées aux immigrants. La carte qui leur est délivrée par le bureau d'immigration, accompagnée d'un certificat d'embauchage légalisé par le maire de la commune de l'employeur, leur donne droit en effet à une réduction de tarif de 50 0/0 pour le transport par chemin de fer. Le règlement général spécifie en outre que la même réduction est accordée aux ouvriers pour se rendre, à l'expiration de leur contrat, de chez le premier employeur chez un autre, s'ils sont munis d'un certificat d'embauchage légalisé ou pour retourner à la frontière, s'ils sont munis d'un certificat de cessation de travail dûment légalisé. La Compagnie des chemins de fer du Midi accorde même une réduction de 75 0/0 par train complet. Pour les transports par mer, certaines Compagnies de navigation ont accordé des réductions avantageuses à l'immigration par Cette.

Telle est la série d'opérations par lesquelles doit passer l'immigrant avant d'arriver au lieu où il doit travailler. Mais le programme tracé par le décret de 1917 et le règlement qui l'a complété ne peut naturellement pas être toujours suivi à la lettre et dans l'ordre indiqué pour les différentes opérations.

Comme dans tout service, surtout quand il en est au début, il se présente des difficultés pratiques que les règlements n'ont pas prévues et auxquelles il importe de donner sur place une solution immédiate. C'est affaire aux agents de l'Office ou plutôt aux commissariats spéciaux. Il importe donc que ceux-ci soient bien au courant du service, aient un certain esprit d'initiative et connaissent les précédents qui ont pu se présenter déjà ainsi que la solution qu'ils ont reçue. Malheureusement, il arrive souvent que ces commissaires sont changés de poste à l'improviste sans avoir eu le temps de mettre au courant leur successeur qui, arrivant ainsi dans un service nouveau, risquerait d'agir dans un esprit qui ne serait pas celui dans lequel l'Office entend que s'opère l'immigration agricole. Pour éviter ce danger, on a donc été amené à créer un corps d'inspecteurs qui visitent les bureaux et postes, se rendent compte de la façon dont sont interprétés et appliqués les règlements, comment se font les opérations et qui indiquent les solutions immédiates qui doivent être prises. Au cours de l'année 1917, les inspecteurs ont montré une activité particulière et visité

en détail une ou plusieurs fois tous les services sans exception.

Déplacement.

Une fois introduits en France, les immigrants ne peuvent se déplacer que sous réserve de certaines mesures de surveillance permettant à l'administration de s'assurer où ils se rendent et s'ils sont pourvus d'un emploi.

« Comme les visiteurs d'un Musée auxquels le concierge a remis un billet constatant qu'ils se sont acquittés des formalités donnant droit à l'entrée, ils peuvent s'en aller de pièce en pièce, c'est-à-dire, en l'espace, de département en département, de commune en commune » (*Placement et Immigration*, p. 12).

Les dispositions relatives au déplacement des ouvriers étrangers sont contenues dans les articles 7 et suivants du décret du 21 avril 1917.

Le point essentiel de cette réglementation, c'est le dépôt de la carte d'identité que l'ouvrier doit effectuer, contre récépissé, entre les mains du commissaire de police ou du maire. Ce récépissé constitue pour l'ouvrier une pièce d'identité et un permis de circulation pour ses déplacements quotidiens. L'ouvrier peut désirer se déplacer soit dans la même localité

pour s'embaucher dans un autre établissement, soit pour se rendre dans une autre localité.

Au premier cas, il lui suffit d'avertir le commissaire de police ou le maire en lui présentant son nouveau contrat d'embauchage. Dans l'autre cas, s'il est pourvu d'un nouveau contrat, il lui suffit de changer son récépissé contre sa carte elle-même. Celle-ci lui tient lieu de titre de circulation et mentionne le lieu de la nouvelle destination et le nom du nouvel employeur.

A son arrivée, il la déposera comme précédemment entre les mains du commissaire de police ou du maire de la localité, qui lui remettra en échange le récépissé qui lui aura été transmis par les autorités de la localité où a précédemment séjourné l'ouvrier.

En principe, l'ouvrier ne peut quitter une localité s'il n'est pas pourvu d'un nouveau contrat d'embauchage, à moins que le bureau de la Main-d'Œuvre Agricole le plus proche ne lui fournisse un emploi sans délai. Arrivé à ce bureau, l'ouvrier dépose sa carte, qui lui est rendue au départ. Une fois placé, il devra la remettre au commissaire de police ou au maire, comme il a été précédemment indiqué.

Lorsque l'ouvrier voudra rentrer dans son pays, il demandera la restitution de sa carte, sur laquelle sera mentionné le poste frontière par lequel il doit sortir et où il devra effectuer la restitution de sa carte entre les mains du commissaire spécial.

Ces formalités, on le voit, peuvent être assez compliquées pour un étranger ne possédant pas notre langue et d'une instruction rudimentaire. L'ouvrier a donc besoin d'un guide et, comme le fait très exactement remarquer la brochure éditée par l'Office de la Main-d'Œuvre Agricole, cette fonction revient de droit aux bureaux départementaux de la Main-d'Œuvre Agricole.

Il arrive parfois que des ouvriers mariés venus seuls en France désirent, plus tard, que leur femme et leurs enfants viennent les rejoindre ; pour leur donner satisfaction, il suffit à l'employeur d'adresser un certificat d'embauchage à leur femme et aux enfants âgés de plus de 14 ans.

Les règles que nous venons d'indiquer sont communes aux travailleurs étrangers et aux travailleurs coloniaux non militaires, auxquels sont assimilés les travailleurs chinois. Il n'existe entre eux qu'une seule différence, au point de vue des formalités relatives au déplacement : au lieu d'être accomplies par le travailleur lui-même, les formalités le sont par le commandant du *groupement colonial*.

Telle est l'organisation créée de toutes pièces dès la première année de la guerre pour procurer à la France la main-d'œuvre de complément dont elle avait besoin, tant dans l'industrie que dans l'agriculture.

On voit que le mécanisme comporte : un organe central chargé de s'occuper de toutes les questions de

main-d'œuvre agricole, notamment de l'immigration des travailleurs étrangers, des organes locaux, des bureaux agricoles départementaux et un service destiné à contrôler le passage des immigrants à la frontière. Il y a là les cadres d'une organisation qui pourra subsister et qui, perfectionnée, pourra utilement contribuer à nous procurer la main-d'œuvre adventice dont nous allons avoir besoin.

Un point sur lequel le perfectionnement serait le plus désirable serait l'organisation sur place, dans le pays étranger lui-même, du recrutement des travailleurs. Cet élément du problème de l'immigration n'a pu encore recevoir une solution complète. Les circonstances ont fait que la recherche des travailleurs étrangers n'a guère porté en Europe qu'en Espagne et, si l'Office a eu l'idée d'établir dans ce pays même des agences d'immigration, nous croyons que ce projet n'a pu être complètement réalisé.

Dans une certaine mesure, l'Office National s'est efforcé d'imposer aux employeurs un modèle de contrat-type contenant des clauses déterminées destinées à préciser leurs rapports avec les travailleurs, mesure excellente et de nature à éviter avec eux de nombreuses contestations. Il y a là une voie dans laquelle il serait désirable de persister ainsi que, dans la pratique, d'assurer aux ouvriers étrangers l'égalité de traitement avec les travailleurs nationaux.

Nous n'avons pu exposer l'organisation de l'immigration pendant la guerre, sans parler de la main-d'œuvre espagnole qui a été l'occasion première des mesures prises à cet effet.

Il nous paraît inutile de revenir sur ce point, à l'égard duquel les renseignements sont, du reste, fort rares.

Nous n'avons pas davantage à nous arrêter à la main-d'œuvre italienne, qui ne paraît avoir fourni aucun appoint à l'agriculture, cette main-d'œuvre ayant été, par suite d'un arrangement entre les Gouvernements français et italien, réservée à l'industrie.

Mais il reste, pour terminer, à dire quelques mots de l'appel fait à la main-d'œuvre Nord-Africaine, la seule que les colonies françaises aient fournie à l'agriculture, la main-d'œuvre indo-chinoise ayant été spécialement dirigée vers l'industrie.

SECTION II

MAIN-D'ŒUVRE NORD-AFRICAINE.

La question du recrutement des travailleurs agricoles coloniaux soulève de grandes difficultés.

Devait-on faire appel aux travailleurs de toutes les colonies ou seulement à ceux du Nord-Africain ? La réponse à cette question dépendait du point de savoir si l'opération devait être mise à la charge de l'Etat

ou rester à celle des agriculteurs. Ceux-ci, en effet, étant donnés le peu de durée des travaux agricoles réclamant une main-d'œuvre adventice et le coût du transport des travailleurs, ne pouvaient, en effet, assumer la charge de faire venir d'Asie, de Madagascar ou de l'Afrique Occidentale, des travailleurs dont le transport aurait coûté un prix élevé et qui, une fois les travaux agricoles terminés, se seraient trouvés sans emploi.

L'Etat seul aurait pu se charger de leur trouver une autre occupation et de les amener en France. Du moment qu'il n'en était pas ainsi, l'agriculture ne pouvait faire appel qu'à la main-d'œuvre Nord-Africaine, c'est-à-dire aux indigènes recrutés en Algérie et au Maroc. (*Main-d'Œuvre Agricole*, février 1916, p. 3, et juin 1915).

Déjà avant la guerre, la Société Nationale de Protection de la Main-d'Œuvre Agricole s'était préoccupée de faire venir en France des travailleurs recrutés dans le Nord-Africain et au Maroc. La Commission interministérielle des affaires musulmanes avait de son côté proposé l'établissement à Paris d'un Office spécial d'émigration pour diriger et favoriser le travail des kabyles dans la métropole. Plusieurs sociétés d'agriculteurs s'étaient en outre préoccupées de la même question. Enfin, un Comité de protection des sujets français avait tenté d'organiser le recrutement de la main-d'œuvre berbère, notamment en favorisant,

par des œuvres de solidarité diverses, le séjour des Berbères en France.

Dans les *Annales Coloniales* de juin-juillet 1914, une vigoureuse campagne avait été entreprise par différents hommes politiques (MM. Métin et Peyronnet) pour l'emploi en agriculture des Arabes de l'Afrique du Nord.

En faveur de ce projet, on faisait valoir à la fois les qualités de l'ouvrier kabyle que l'on s'accordait généralement à reconnaître comme économe, intelligent et sobre et les avantages économiques que cette immigration procurerait tant à la métropole qu'à la colonie elle-même.

Au point de vue de la métropole, l'appel aux travailleurs kabyles était un remède à la crise grandissante de la main-d'œuvre agricole. Au point de vue de la colonie, l'exode de la main-d'œuvre kabyle devait avoir pour résultat immédiat l'amélioration de la situation économique du kabyle lui-même. Une partie de l'argent français qui passait à l'étranger par l'emploi de la main-d'œuvre étrangère irait grossir en même temps et la bourse de l'indigène algérien et le budget de la colonie.

En fait, un nombre assez important de travailleurs Nord-Africains furent amenés en France, mais pour être employés dans l'industrie. Du reste, la guerre, survenant peu de temps après, fit sombrer ces intéressants essais et les ouvriers Nord-Africains qui, au

nombre de plus de 15.000, se trouvaient occupés dans les mines du Nord et de Belgique, durent être rapatriés aux frais de l'Algérie. Le Gouvernement Algérien demanda alors si une partie au moins de ces travailleurs ne pouvait pas être utilisée en France aux travaux de culture. Le Ministre de l'Intérieur répondit qu'il n'en était pas besoin et que les femmes et les enfants suffisaient aux travaux de la moisson ; mais les hostilités continuant, il fallut bien songer à faire appel à la main-d'œuvre immigrée et on pensa tout naturellement à la main-d'œuvre kabyle. Plusieurs milliers de kabyles étaient venus en France où ils trouvaient à s'embaucher dans les huileries de Marseille ou dans la raffinerie Say à Paris. Les salaires qu'ils gagnaient alors rendaient peu probable, ainsi que le faisait remarquer une lettre du Gouverneur de l'Algérie, M. Lutaud, qu'ils consentissent à abandonner le travail industriel pour l'agriculture.

Néanmoins, le Gouvernement de l'Algérie se déclarait prêt, tout en tenant compte des besoins de l'agriculture algérienne, à essayer de donner satisfaction aux demandes qui pourraient lui être adressées par les sociétés et les particuliers. Mais il demandait, pour faire œuvre utile, à être fixé sur les conditions de travail et les salaires qui devaient être offerts aux travailleurs. (*Main-d'Œuvre Agricole*, août 1915, page 3).

Le temps pressait et il n'était guère facile d'organiser des convois importants. Il ne fallait donc pas attendre de l'apport des contingents kabyles un concours très efficace au point de vue général, mais les circonstances aidant, il y avait le plus grand intérêt à tenter une expérience qui pouvait avoir des conséquences intéressantes. La venue en France d'ouvriers kabyles pour la moisson de 1915 doit donc être considérée plutôt comme une expérience que comme un véritable mouvement saisonnier.

Le Gouverneur Général de l'Algérie fut informé que les ouvriers venant en France toucheraient un salaire de 5 francs par jour non nourris et de 3 fr. 50 nourris et qu'en outre, le voyage d'aller serait à la charge de l'employeur. Leur séjour pouvait varier de un à quatre mois.

En même temps, des démarches étaient faites auprès des Compagnies de Navigation et de Transport, en vue d'obtenir des réductions de tarifs.

Les ouvriers kabyles susceptibles de venir en France peuvent se diviser en trois catégories :

1° Les petits propriétaires qui, pour suppléer à l'insuffisance des revenus de leurs propriétés ou pour arrondir leur petite fortune, travaillent une partie de l'année (été et automne).

2° Les journaliers qui ont quelques moyens pécuniaires et qui travaillent pendant toute l'année.

3° Les journaliers vivant au jour le jour.

Attiré par le désir de gagner un salaire supérieur à celui qui lui est offert dans son pays, l'ouvrier kabyle des deux premières catégories pourrait prendre à sa charge les frais de voyage, pourvu qu'il fût sûr de trouver de l'embauche en France. L'ouvrier de la dernière catégorie aurait au contraire besoin d'être aidé pour quitter son pays.

L'exode de la main-d'œuvre kabyle en France se heurtait à trois difficultés assez graves : le voyage, l'ignorance de la langue française, l'opposition du colon algérien.

Le concours de l'Etat, des départements, des communes intéressées, des syndicats des employeurs, semblait pouvoir venir facilement à bout de la première difficulté. Par des subventions, par des ententes avec les Compagnies de transport, l'Etat pouvait faciliter aux kabyles nécessiteux un voyage relativement coûteux. Quant à l'ignorance de la langue française, s'il est incontestable que le kabyle ne s'exprime pas correctement, il peut souvent néanmoins se faire comprendre. L'instruction primaire qui est répandue en Kabylie a suffisamment gagné la classe ouvrière pour qu'une partie des ouvriers kabyles puissent se passer d'interprètes. Au besoin, le rôle de ceux-ci pourrait être rempli par les ouvriers plus instruits. Si l'immigration kabyle prenait une grande importance, il serait possible d'établir dans certains centres des inter-

prêtes, qui pourraient être rémunérés soit par l'Office National, soit par les employeurs eux-mêmes.

Quant à l'opposition des colons, elle pouvait tenir de leur crainte de voir se raréfier la main-d'œuvre dont ils avaient besoin et, par suite, s'élever les salaires qu'ils étaient habitués à leur donner. Mais, outre que tous les bras ne sont pas occupés par le colon ou sont parfois inutilisés ou mal employés, on pouvait espérer que les intérêts particuliers s'inclineraient devant les intérêts supérieurs de la plus grande France.

Du reste, M. Bluysen, député, ayant manifesté la crainte que l'immigration ne nuisît à la colonie, le Ministre de l'Intérieur déclarait que l'emploi de la main-d'œuvre kabyle, même étendue à plusieurs départements, ne pouvait pas nuire aux besoins de l'Algérie ni porter atteinte à ses intérêts.

En effet, ces ouvriers kabyles avaient été appelés en France au moment où la moisson commençait à peine, alors qu'elle était terminée en Algérie. D'autre part, des garanties avaient été prises pour que ces ouvriers ne fussent pas l'objet de toutes sortes d'exploitation qui auraient pu se produire, soit au cours de leur voyage, soit pendant leur séjour en France.

Ces kabyles divisés en équipes avaient été placés sous la surveillance de l'administration et leur salaire avait fait l'objet des préoccupations du Sous-

Secrétariat d'Etat à l'Intérieur chargé des affaires algériennes.

Le 16 juillet, 800 ouvriers étaient prêts à partir. Le Préfet d'Eure-et-Loir ayant demandé au Ministre de l'Intérieur le concours d'ouvriers indigènes pour la levée des récoltes dans son département, l'Office en fut avisé. Quatre groupes d'ouvriers algériens embarqués à Philippeville, Alger, Bône et Oran débarquèrent à Marseille et furent dirigés sur Chartres, au nombre de 820. A leur arrivée, le Préfet en organisa lui-même la répartition dans les fermes.

Du 15 mars au 31 août 1915, l'Office National comptait que le contingent kabyle auquel il avait fait appel et qui avait trouvé à s'employer s'élevait à 1.037 individus. (*Main-d'Œuvre Agricole*, septembre-octobre 1915, page 1).

De nombreux articles furent consacrés dans la presse à cette heureuse initiative.

L'amélioration dans le bien-être matériel du kabyle devait créer chez ce dernier le désir d'employer les procédés modernes de culture et ses besoins nouveaux ne resteraient pas sans agir sur la production et la consommation des richesses nationales.

Le relèvement économique du kabyle devait naturellement précéder son relèvement intellectuel et moral. L'amélioration de son bien-être matériel devait produire une révolution profonde dans sa mentalité.

Les partisans de l'assimilation des races indigènes et française en Algérie, faisaient remarquer que toute la question de l'assimilation gravite autour du relèvement économique de l'indigène algérien. Allant plus loin, ils estimaient même que l'évolution économique de l'Algérie arabo-berbère devait avoir pour conséquence des mariages mixtes, qui pourraient être considérés sans hésitation comme la clef de l'assimilation. « La solution du problème de la faible natalité en France, le rajeunissement de la vieille France par l'infusion du sang vigoureux et nouveau, l'admission au banquet de la famille française de millions d'êtres humains, seront à leur tour le résultat des mariages mixtes, de l'assimilation et de la fusion des races française et kabyle entre lesquelles il existe une parenté ethnique et une communauté d'intérêt évidente (Ben Hallalla, *Main-d'Œuvre Agricole*, août 1915, page 8).

On voit combien étaient grandes les espérances que certains fondaient sur cette immigration.

Les résultats auxquels aboutit l'immigration agricole kabyle n'ont pas complètement rempli les espérances auxquelles elle avait donné lieu, sans que ce soit cependant une raison suffisante pour porter une condamnation définitive contre cette main-d'œuvre de complément. Avant d'indiquer les résultats obtenus, il importe, en effet, de remarquer que, dans les conditions où elle fut tentée, la venue en France

d'ouvriers algériens pour la récolte 1915 doit être considérée plutôt comme une expérience que comme un véritable mouvement saisonnier.

Le contingent kabyle est arrivé deux mois trop tard, en pleines moissons, à un moment où la fatigue est intense alors que ces hommes étaient déjà déprimés par le voyage et que les agriculteurs, occupés de rentrer leurs récoltes, ne disposaient pas du temps nécessaire pour leur donner une direction utile.

Deux rapports nous renseignent à cet égard : l'un de M. Delavaud-Dumonteil, préfet de l'Eure-et-Loir, l'autre de M. Dennon, directeur des services agricoles du Loiret (*Main-d'Œuvre Agricole*, avril 1916).

Les contingents comptaient un grand nombre de vieillards, d'enfants, d'individus fatigués et inaptes au travail. Beaucoup de travailleurs amenés d'Algérie n'avaient aucune connaissance des choses agricoles. Il s'était glissé parmi les immigrants des camelots, des débardeurs, des garçons de salle, des cireurs de chaussures, tous animés du plus mauvais esprit et dont plusieurs n'avaient nullement l'intention de travailler aux champs, mais avaient uniquement saisi cette occasion pour venir en France en profitant d'un convoi, soit pour visiter la capitale, soit dans l'espoir d'aller rejoindre des camarades employés dans des usines à Paris, Lyon, Saint-Etienne, Rouen... Au point de vue physiologique, beaucoup

étaient dans un tel état qu'ils durent être rapatriés, étant incapables de supporter le travail agricole.

Il n'est donc pas étonnant que dans ces conditions un nombre assez important de défections se soient produites. Les uns abandonnèrent purement et simplement le travail, d'autres cherchèrent à soulever des difficultés sur les conditions de l'embauchage, notamment à propos du salaire. Bien que le prix de la journée de travail eût été fixé d'avance par le Gouvernement de l'Algérie et leur eût été expressément indiqué (5 francs et le logement ou 3 fr. 50 logés et nourris), ils prétendirent qu'on leur avait promis des salaires plus élevés, de 7 à 8 francs par jour. Il fallut pour les remettre à l'ordre l'intervention énergique du préfet en uniforme et du directeur de l'Office National et la menace de rembarquer immédiatement les récalcitrants.

Si, parmi les ouvriers embauchés, un certain nombre ont tenu scrupuleusement leurs obligations, bon nombre d'entre eux ont rompu leur contrat de travail pour un prétexte futile ou souvent même sans donner de motif, profitant en général d'un moment où le travail était pressé, pour se livrer, à l'égard de l'employeur, à un véritable chantage. Ils comptaient simplement sur l'intermédiaire de l'Office pour trouver un emploi moins fatigant ou plus rémunérateur.

Parmi les griefs invoqués par les travailleurs Nord-Africains, les deux rapports précités mentionnent, à côté d'allégations dont l'inanité a été reconnue, comme le mauvais traitement de la part des contremaîtres, l'obligation qui leur était imposée de manger de la viande de porc, ce qui est, en effet, contraire aux préceptes de la religion musulmane.

Par suite de ces circonstances, la main-d'œuvre kabyle s'est trouvée dépréciée dans nombre de cas. Cependant, elle a rendu des services qui permettent d'espérer qu'on en pourrait tirer un profit utile.

Parmi les travailleurs indigènes s'est dégagée une élite qui, très rapidement, s'est initiée aux méthodes de culture nouvelles pour eux, avec le désir de les introduire ensuite chez eux. Un certain nombre d'entre eux se sont appliqués aux travaux de spécialité : conduite de moissonneuses, labour, battage, soins à donner aux troupeaux et aux bêtes. Quelques-uns même ont été utilement employés dans les travaux forestiers.

La plupart des travailleurs qui sont restés fidèles à leur engagement ont donné satisfaction à leurs employeurs. Ils se sont montrés courageux, sobres et paisibles. Le directeur du service agricole du Loiret estime que sur le groupe de 216 ouvriers reçus par le département, 80 possédaient toutes les qualités requises pour être occupés utilement. Leur rendement, pour des travaux auxquels ils n'étaient pas habitués,

correspondait aux $\frac{3}{4}$ de rendement d'un ouvrier moyen. Beaucoup d'entre eux ont envoyé de l'argent à leur famille et pour le paiement des impôts (1). Quelques-uns ont confié au préfet des économies assez importantes qu'ils comptaient emporter lors de leur retour en Algérie, car, d'une façon générale, ils aiment l'argent et sont économes.

Abstraction faite des défaillances du début, les rapports avec les employeurs ont été en général satisfaisants et parfois même cordiaux. Le kabyle est d'un caractère susceptible ; il est donc nécessaire de le diriger prudemment et d'user à son égard de justice et de bienveillance, tout en faisant preuve en même temps d'une certaine fermeté. Cette observation explique pourquoi l'emploi de ces travailleurs a été surtout satisfaisant dans les petites ou moyennes exploitations, dans lesquelles le patron mange et travaille avec ses ouvriers.

Dans les grandes fermes, leur travail peut également donner de bons résultats, à condition d'être guidés par le patron ou le contre-maître, qui sache comprendre le caractère de ces nouveaux collobora-

(1) Un des points que relevaient avec la plus grande insistance les partisans de l'immigration kabyle (voir le *Républicain de Constantine* cité dans la Main-d'Œuvre Agricole, octobre 1915) était les nombreux envois d'argent faits en Algérie par ces travailleurs employés en France et qui devaient augmenter les richesses de la Colonie.

teurs et tenir compte qu'ils ne sont pas encore habitués au genre de travail qu'on leur demande.

Il faut bien reconnaître qu'un certain nombre d'employeurs occupés par la rentrée des récoltes n'ont pas pu disposer du temps nécessaire pour conseiller utilement les ouvriers kabyles. Certains n'ont pas voulu les conserver sous prétexte qu'ils étaient incapables de s'habituer à lier la paille et à porter les sacs, sans se rendre compte que les travaux de battage nécessitent une vigueur et un entraînement que ne possèdent pas les travailleurs algériens, fussent-ils animés de la meilleure volonté. Enfin, les cultivateurs chez lesquels les machines travaillaient ne se sont pas toujours montrés bienveillants à l'égard d'hommes dont les habitudes diffèrent beaucoup des nôtres. Ils n'ont pas pris la précaution de leur donner des indications sur la manière de travailler. Si donc l'expérience n'a pas donné tous les heureux résultats que l'on avait escomptés, on voit que les causes de cet échec partiel ne sont pas des empêchements dirimants à un nouvel essai et qu'il n'est pas impossible de corriger les imperfections de cette première tentative.

Les agriculteurs devraient faire preuve d'un peu plus de patience, de tolérance à l'égard de leurs ouvriers kabyles. Il leur serait facile de leur donner une alimentation (laitage, pâtes, légumes, mouton)

qui ne leur répugnerait pas et de leur donner une couverture pour les faire coucher sur la paille.

Ils ne devraient pas d'autre part demander aux travailleurs immigrés des travaux au-dessus de leur force, ou auxquels ils ne sont pas habitués, sans leur avoir auparavant fourni les instructions nécessaires.

Il ne serait pas impossible de leur faire comprendre qu'ils ont avantage à s'attacher cette main-d'œuvre à laquelle ils seront forcés probablement de recourir, pour suppléer à l'absence des Belges qui ne reviendront pas d'ici longtemps faire la récolte dans nos régions.

Quant au recrutement, il importerait de l'organiser avec plus de soins. Il ne faut jamais mélanger les Kabyles avec les Arabes moins travailleurs que les premiers ; ceux-ci sont en général indolents et nonchalants. Dans toutes les équipes composées mi-partie de l'une et de l'autre catégorie, celles-ci se sont trouvées désorientées presque tout de suite. Il n'y a pas d'assimilation possible entre eux.

Avant d'envoyer chez nous des travailleurs africains, il convient de les trier avec soin au triple point de vue de l'état physique, de la valeur morale et des aptitudes agricoles.

Pour aider à la diffusion de cette main-d'œuvre, il conviendrait d'organiser dans les départements qui y ont recours, d'accord avec l'Office National, une sorte de bureau de placement auquel les agriculteurs

feraient connaître leurs besoins dès le mois d'avril. Cela permettrait de régler à l'avance l'importance des convois, de faciliter leur recrutement en Kabylie, de réduire les frais de transport. Il apparaît nécessaire d'appeler les associations agricoles, notamment les sociétés d'agriculture du département, à collaborer à l'organisation de cette immigration. Nous avons tout intérêt à recevoir cette main-d'œuvre de très bonne heure, pour permettre de répartir sur un nombre de journées plus élevé les frais du voyage d'Algérie en France. Ces frais s'élèvent, pour venir jusqu'à Orléans, à environ 50 francs, compte tenu du demi-tarif accordé par les Compagnies de chemins de fer et de navigation. M. Dennon estime indispensable de rembourser ces frais aux Kabyles si on veut les attirer.

Ce remboursement du reste n'aurait lieu que pour les travailleurs ayant rempli leur contrat. Ni le département ni les employeurs ne doivent intervenir pour le règlement des frais du voyage d'ouvriers incapables. Pour ceux-ci, les frais doivent rester complètement à la charge des communes mixtes qui n'auraient pas dû les laisser venir en France.

En ce qui concerne le mode d'organisation du travail, il importe que les conditions en soient nettement déterminées d'avance par un contrat dont l'ouvrier connaîtrait exactement les clauses, notamment quant au prix de la journée du travail. Il est à

ce point de vue incontestablement plus avantageux qu'un indigène soit nourri à la ferme que s'il le fait lui-même, ayant toujours, dans ce cas, la tentation de s'alimenter d'une façon insuffisante, pour garder le plus d'argent possible.

Enfin, M. Delavaud-Dumonteil signale qu'il serait intéressant pour régler les contestations journalières qui peuvent s'élever, d'établir un agent qui procéderait sur place à la solution du litige, pour éviter l'exode presque quotidien de travailleurs s'acheminant en corps à la Préfecture pour soumettre leurs doléances au Préfet.

Grâce à ces mesures, il n'est pas téméraire d'espérer une amélioration sensible dans l'emploi de la main-d'œuvre kabyle. Les mauvais éléments qui nous ont nui s'élimineront d'autant mieux d'eux-mêmes que d'ores et déjà, ils savent qu'une vie de paresse n'est pas possible dans les conditions où ils viennent en France et que, de plus, ils seront vite remplacés par des parents et amis de bons travailleurs qui y sont déjà venus et qui feront connaître à leurs compatriotes les avantages qu'ils ont trouvés.

Malgré les résultats incomplets obtenus en 1915, il n'est donc pas niable que l'expérience reste intéressante. Elle a prouvé que si les Kabyles sont bien choisis au départ, cette main-d'œuvre pourrait être d'un très grand secours dans les exploitations agricoles.

La question du placement des ouvriers Nord-Africains est un des points les plus délicats du problème. Il n'avait pas tardé à attirer l'attention de l'Office National qui, après l'essai tenté en Eure-et-Loir, pensa qu'il était préférable de substituer au placement individuel le placement par équipes encadrées qui seraient mises à la disposition des agriculteurs pour les travaux autres que ceux réclamant des aptitudes spéciales, comme la préparation du sol, les ensemencements, etc... (*Main-d'Œuvre Agricole*, février 1916, page 3).

L'Office avait élaboré tout un programme organisant le recrutement de ces équipes, leur mode de rémunération par les employeurs, la façon dont elles devaient être réparties et déplacées suivant les besoins du travail. Un modèle de contrat de travail avait été également préparé.

Mais cette initiative resta sans objet et l'Office dut abandonner son programme, le Ministère ayant préféré se rallier au système qui avait été concurremment préparé par la Commission interministérielle de la Main-d'Œuvre et qui, pendant la guerre, confiait le recrutement de tous les travailleurs de l'Afrique du Nord, à l'exclusion de tout recruteur privé, à un service d'Etat public. Il fut donc décidé que, dorénavant, seul, le Ministre de la Guerre pouvait procurer à l'agriculture les travailleurs coloniaux dont elle pouvait avoir besoin.

A la suite de cette décision, l'Office examina, de concert avec le service de l'organisation des travailleurs coloniaux en France, les conditions dans lesquelles l'agriculture pouvait obtenir une main-d'œuvre de complément. Ces conditions furent l'objet d'un projet de contrat ainsi conçu :

« Entre le Ministre de l'Agriculture, d'une part,
 « et M.
 « et demeurant à
 «, d'autre part,
 « il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

« Le Ministre de l'Agriculture met à la disposition
 « de M.....n ouvriers indigènes de l'Afrique du
 « Nord, conformément aux stipulations du contrat
 « de travail par eux souscrit. Ces ouvriers sont ré-
 « partis par équipes composées d'un chef d'équipe et
 « d'ouvriers agricoles dont liste ci-annexée.

ARTICLE 2.

« Ces ouvriers devront être employés exclusive-
 « ment à des travaux de culture ou d'industries agri-
 « coles.

ARTICLE 3.

« M..... s'engage :

« 1° A verser : à chaque chef d'équipe, par journée
« de travail effectif, la somme de 3 francs ; à chaque
« ouvrier, un salaire uniforme de 2 francs par jour-
« née de travail effectif. Les heures de travail pour
« les jours non ouvrables sont payées : aux chefs
« d'équipe 0 fr. 60, et aux ouvriers 0 fr. 45.

« 2° A fournir en outre à l'ouvrier :

« Le logement (celui affecté d'habitude aux ou-
« vriers saisonniers).

« La nourriture :

« a) Si les ouvriers sont nourris par l'employeur
« leur nourriture sera la même que celle des ouvriers
« de la contrée, à l'exclusion de la viande de porc,
« qui ne pourra leur être donnée qu'avec leur con-
« sentement. (Valeur approximative de cette nour-
« riture : 1 fr. 75 par jour) ;

« b) Si les ouvriers ne sont pas nourris, l'em-
« ployeur leur versera une indemnité journalière de
« nourriture de 1 fr. 75.

« La nourriture ou l'indemnité de nourriture est
« due les jours non ouvrables ou de chômage forcé,
« par suite de mauvais temps ou de courte indispo-
« sition ;

« 3° A verser enfin à l'Etat, par l'intermédiaire du
« Ministère de l'Agriculture, pour les frais accessoi-

« res avancés par lui (recrutement, primes, transport
« et déplacements, vêtements, etc...), une somme de
« 1 fr. 75 par journée de travail effectif.

« L'ensemble de ces versements est égal à la somme de 5 fr. 50.

ARTICLE 4.

« En cas de maladie, l'ouvrier sera soigné aux frais
« du département dans ses établissements hospitaliers.

ARTICLE 5.

« En cas d'accident de travail, M. assume
« toutes les charges prévues par les lois françaises
« et n'aura, de ce chef, aucun recours contre l'Etat.

« (Paragraphe à ajouter éventuellement) :

« M. devra assurer l'ouvrier contre les accidents du travail, en faisant spécifier, dans la police, le risque ci-dessus défini.

ARTICLE 6.

« M. s'engage à effectuer les versements patronaux prévus par la loi sur les retraites ouvrières et paysannes et, au cas où la carte ne serait pas présentée par l'ouvrier, à justifier de ses verse-

« ments correspondants faits au greffe de la justice
« de paix, conformément à l'article 23 de la loi pré-
« citée.

ARTICLE 7.

« M. devra indiquer les exploitations où se-
« ront employés les ouvriers.

« En aucun cas, il ne peut être apporté de change-
« ment à la répartition sans l'autorisation du Minis-
« tre de l'Agriculture ou de son délégué.

ARTICLE 8.

« Les agents du service de l'organisation des tra-
« vailleurs coloniaux auront libre accès dans tous les
« lieux où ces ouvriers travaillent, dans tous ceux où
« ils sont logés et nourris.

« Toutes facilités devront être données à ces agents
« pour remplir leur mission.

ARTICLE 9.

« Les ouvriers ci-dessus visés sont mis à la disposi-
« tion de M. pour une durée de

« Toutefois, le Ministère de l'Agriculture peut, à
« tout moment, retirer tout ou partie des ouvriers,
« soit qu'il estime qu'ils ne sont plus utiles à l'exploit-

« tation, soit parce que M. aura contrevenu
 « aux dispositions stipulées dans le présent contrat
 « ou aura refusé de s'y conformer. »

ANNEXE.

« La dépense de 5 fr. 50 mise au compte de l'em-
 « ployeur pour chaque journée de travail effectif se
 « décompose ainsi :

Chefs d'équipe :

« Journée de travail effectif.....	3 »
« Nourriture ou indemnité de nourriture.....	1 75
« Remboursement aux budgets de la Guerre et de l'Agriculture	1 75
	6 50

Ouvriers :

« Journée de travail effectif	2 »
« Nourriture ou indemnité de nourriture.....	1 75
« Remboursement aux budgets de la Guerre et de l'Agriculture	1 75
	5 50

« Le remboursement de 1 fr. 75 indiqué ci-dessus
 « comporte :

Guerre :

« Recrutement, transport, vêtements	1 »
« Prime	0 50

Agriculture :

« Déplacements et frais divers	0 25
	1 75

« Le transport du pays d'origine au premier lieu
 « d'emploi et du dernier lieu d'emploi au pays d'ori-
 « gine sera effectué sur réquisitions prises au compte
 « du budget de la Guerre.

« Les déplacements successifs des équipes seront
 « effectués sur réquisitions prises par les autorités
 « administratives au compte du Ministère de l'Agri-
 « culture.

« D'après le barème ci-dessus, l'ouvrier touchera
 « approximativement, pendant la durée de son con-
 « trat de 3 mois, pour 70 journées environ de travail
 « effectif :

« Prime	40 »
« 70 jours à 2 francs.....	140 »
S'il n'est pas nourri :	
« 1 fr. 75 × 80 (environ)	140 »

320 »

« Etant défrayé de toutes autres dépenses, son salaire sera donc à peu près de 100 francs par mois, »
« non nourri.

S'il est nourri :

« Prime	40	»
« 70 jours à 2 francs	140	»
	180	»

« Etant défrayé de toutes autres dépenses, son salaire sera donc de 60 francs par mois. »

CHAPITRE III

LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE ÉTRANGÈRE

APRÈS LA GUERRE

Nous avons examiné dans le chapitre précédent les efforts déployés par le Gouvernement et par les initiatives privées pour remédier à l'aggravation de la crise de la main-d'œuvre agricole pendant la guerre. La mobilisation générale, envisagée d'abord comme seul moyen de défense du pays contre l'ennemi, a dû recevoir des atténuations de plus en plus graves et nombreuses à mesure que la prolongation des hostilités a rendu plus évidente cette idée que si toute la nation doit prendre part à la lutte, il est d'autres terrains presque aussi importants que le champ de bataille. Des combattants sans munitions, sans vivres, sont vite annihilés. L'usine, le champ de blé sont indispensables au ravitaillement des armées.

En face des nécessités toujours croissantes des effectifs, de l'appel de nouvelles classes, le retour à la terre, par mesure définitive ou temporaire, des agriculteurs mobilisés n'a pu suffire. Il a fallu chercher dans les colonies, à l'étranger, la main-d'œuvre agricole déficitaire.

Cette situation cessera-t-elle avec l'armistice, avec la conclusion de la paix ? Ce serait une erreur de le croire. La crise de la main-d'œuvre agricole est antérieure à la guerre ; la période des hostilités ne l'a pas créée, mais n'a fait que l'accentuer. Et ces causes d'aggravation ne disparaîtront pas avec la paix. Certaines viendront s'ajouter aux causes permanentes de pénurie du personnel agricole.

D'abord, les énormes pertes d'hommes causées par l'effroyable carnage ont enlevé définitivement à l'agriculture des centaines de mille hommes. On sait quelle proportion représentaient les paysans dans l'effectif des combattants. La classe ouvrière, retenue ou rappelée à l'usine pour la production des armes et des munitions, est en majeure partie restée à l'abri des dangers. Dans les classes dites libérales, les compétences techniques ont maintenu dans des services d'arrière ou dans la zone de l'intérieur de très nombreux spécialistes. Les paysans, n'ayant aucune spécialité susceptible de justifier leur éloignement de la zone des armées, ont été versés en masse dans les armées combattantes. Les sursis n'ont été accordés qu'avec parcimonie et aux classes que leur ancienneté n'appelait pas aux tranchées. La statistique n'a pas été dressée de la répartition des morts de la guerre par profession. Mais il n'est pas douteux que, sur un million de Français tués ou disparus, l'immense

majorité appartenait à l'agriculture. Voilà donc une première cause de déficit définitif.

Il faut y ajouter ceux qui sortiront de la grande guerre malades ou mutilés et qui sont définitivement arrachés aux champs. Pour certains, l'infirmité est trop cruelle pour leur permettre un travail quelconque, ou les obligera à envisager un métier moins pénible. D'autres, avec des appareils perfectionnés, retrouveront l'usage partiel de leurs membres, et l'on a fondé sur eux l'espoir d'une reconstitution de la main-d'œuvre agricole. Des centres de rééducation agricole ont été fondés. Une propagande a été faite pour conserver ou amener à la terre des mutilés. Il ne faut peut-être pas fonder de trop grands espoirs sur cette idée. Les travaux agricoles sont très durs, ils exigent en somme l'usage complet des quatre membres et il est à craindre que les mutilés, dans bien des cas, ne leur préfèrent des occupations moins pénibles et plus rémunératrices.

Car ici encore, le phénomène d'exode de la campagne vers la ville, malgré tous les efforts de propagande, ne fera que s'accroître. Les mutilés sont soignés dans des centres. Dès qu'ils peuvent sortir un seul jour de l'hôpital, ils goûtent les distractions de la ville, ils jouissent de son animation, ils causent avec les salariés. Ils apprennent que la ville offre des occupations mieux rétribuées et qui laissent plus de loisirs. Comment ne seraient-ils pas séduits par cette

propagande tacite ? Pour beaucoup d'entre eux, l'hospitalisation est l'adieu définitif à la campagne.

Pour les réfugiés, les mêmes causes détermineront un déficit de main-d'œuvre agricole. La situation d'un grand nombre a été irrémédiablement détruite par l'envahissement. Les bâtiments d'exploitation ont été incendiés ou démolis par les obus. Les champs ont été bouleversés par l'artillerie, par la confection des tranchées. Combien de petits propriétaires renonceraient à reconstituer leur domaine réduit à néant, si l'indemnité que leur accorde l'Etat n'est pas soumise à la condition de emploi. Les ouvriers agricoles, de leur côté, ne pourront attendre cette restauration qui, bien souvent, demandera de longs mois. Ils hésiteront à retourner dans un pays dévasté, où il n'y a plus ni maisons pour se loger, ni fermes, ni routes, où la culture des champs sera pour longtemps impossible ou même dangereuse. La guerre leur a d'ailleurs créé des habitudes nouvelles. Certains ont trouvé dans les allocations les secours de chômage, une prime à l'oisiveté. Tous ont appris à apprécier la vie urbaine. Un grand nombre ont été embauchés par les industries privées ou l'Etat ; ils n'abandonneront pas volontiers des travaux mieux rémunérés et souvent moins absorbants.

Pour les réfugiés comme pour les mutilés, l'attrait de la ville et de la vie industrielle s'exercera. Sans doute, la cessation des hostilités a-t-elle déjà détermi-

né l'arrêt des fabrications de guerre ; mais des mesures transitoires sont prises pour éviter le chômage de l'armée ouvrière, et la reconstitution des maisons, des usines, du matériel industriel, des transports demandera un effort assez intense et assez durable pour exiger pendant longtemps une main-d'œuvre presque illimitée. Aussi ne faut-il guère compter que l'industrie d'après guerre rende à la terre le personnel que l'industrie de guerre lui avait temporairement retiré.

La crise de la main-d'œuvre agricole menace donc de survivre à la guerre avec une intensité plus grande même qu'avant les hostilités.

A cette crise, on peut proposer des solutions d'ordres divers. Il faut prévoir d'abord une modification dans les exploitations. Les formes culturelles qui ont le moins besoin de main-d'œuvre salariée se développeront, c'est-à-dire la petite propriété, avec l'intensification de l'effort de l'exploitant et de sa famille, et la grande propriété avec l'utilisation plus facile du machinisme et la division du travail. La moyenne culture, au contraire, tendra à diminuer.

On doit escompter aussi une extension des forêts et des herbages. L'exploitation forestière évitera la remise en culture des régions bouleversées du Nord et du Nord-Est. Les hauts prix de la viande, que les atteintes graves à notre cheptel maintiendront longtemps, pousseront les cultivateurs de plus d'une ré-

gion à remplacer les emblavures par l'élevage rémunérateur, plus facile et qui demande moins de personnel.

Réduction de la moyenne propriété, extension des exploitations forestières et de l'élevage, ce sont là des conséquences probables de la crise de la main-d'œuvre plutôt que des remèdes, car, avantageuse pour l'exploitant, la diminution des terres de culture au profit des bois et des prairies doit être envisagée comme une régression au point de vue de l'économie générale.

D'autres solutions étaient déjà envisagées avant la guerre et seront encore préconisées pour réduire les besoins de main-d'œuvre. C'est d'abord le développement de la natalité, assez douteux, car il ne résulte pas tant de lois, d'ailleurs insuffisamment énergiques, que d'une transformation des mœurs sur laquelle il ne faut malheureusement pas trop compter. Ce ne serait d'ailleurs une solution qu'après une génération et il faut des remèdes immédiats. Il y a aussi la transformation des méthodes d'enseignement qui, actuellement, tendent à diriger l'enfant travailleur vers les emplois de la ville ; le développement de l'enseignement agricole, c'est aussi là un remède à longue échéance et son organisation est encore dans le domaine des controverses et des expériences.

Le progrès du machinisme agricole mérite davantage l'attention. La mécanique agricole s'est extraor-

dinairement perfectionnée depuis la fin du XIX^e siècle, comme l'a montré le Congrès de 1911. La motoculture est à l'ordre du jour et le Gouvernement lui a prodigué ses encouragements et ses subventions. Mais on peut faire des réserves sur son emploi, qui est soumis à des conditions pas toujours faciles à réaliser : grande culture ou entente entre petits propriétaires pour l'achat d'une machine, terrains pas trop accidentés. D'ailleurs, la motoculture diminuera surtout l'effectif des animaux de travail. Les mécaniciens se considéreront comme au-dessus des paysans et croiront déroger en acceptant d'autres travaux que la conduite de leurs machines.

Modifications des exploitations, emploi plus intense du machinisme ne peuvent être que des palliatifs et non des moyens de conjurer la crise de la main-d'œuvre agricole. Il reste nécessaire de rechercher à reconstituer un personnel en remplacement du personnel déficitaire. Nous avons vu, pendant les hostilités, se développer, en présence de l'insuffisance numérique des travailleurs nationaux, l'appel à la main-d'œuvre coloniale et étrangère, déjà utilisée avant la guerre. C'est dans ce réservoir qu'il faudra puiser, plus abondamment encore, après la signature de la paix.

Mais à quelles colonies, à quels pays étrangers s'adresser ? Ici encore, la guerre apportera une transformation profonde dans la composition du person-

nel agricole. Les principaux pourvoyeurs de l'agriculture étaient la Belgique, l'Italie et l'Espagne. Pour les deux premiers pays, il faut s'attendre à une notable réduction de l'immigration en France. Participant à la guerre, eux aussi ont subi des pertes considérables et ont vu le nombre de leurs cultivateurs diminuer dans une douloureuse proportion. Il ne faut pas, semble-t-il, compter plus, et pour les mêmes raisons, sur les réfugiés belges que sur les réfugiés français. La Belgique aura, d'ailleurs, besoin de reconstituer comme la France son outillage industriel et les hauts salaires de l'usine maintiendront les nationaux belges dans leur propre pays.

L'Italie n'a pas connu les horreurs de l'invasion sur une partie aussi importante de son territoire, ni pendant une aussi longue durée que la Belgique. Son importante natalité augmente chaque année sa population de 500.000 individus. Cependant, certains Italiens prétendent que la reprise et le développement de la vie économique de leur pays aura pour conséquence de restreindre l'émigration. Si même l'Italie continuait à nous envoyer des travailleurs industriels, l'émigration de la main-d'œuvre agricole, qui était d'un chiffre bien inférieur et limitée au Sud-Est de la France, se restreindrait encore, car l'opinion générale italienne estime nécessaire de développer après la guerre le rendement du sol plus que celui de l'industrie.

L'immigration espagnole, déjà importante avant la guerre, s'est sensiblement accrue au cours des hostilités. Les exploitants de la région pyrénéenne et du bassin de la Garonne y ont fait appel dans une très large mesure. Son introduction était d'ailleurs facilitée par l'affinité existant entre les patois du Sud-Ouest et la langue espagnole, que comprennent naturellement les populations de ces régions.

L'Espagne n'ayant pas souffert de la guerre dans son capital humain, nul doute que le mouvement d'immigration, encouragé par les efforts de l'Office National de la main-d'œuvre agricole, ne se développe encore après la guerre. Cependant le Gouvernement espagnol n'a jamais cherché à le stimuler bien au contraire. Au début de la guerre, les agents recruteurs ont trouvé dans le pays une hostilité non déguisée ; on allait jusqu'à faire craindre aux cultivateurs engagés le danger d'un enrôlement de force dans l'armée française combattante. De son côté, le Gouvernement apportait des entraves au mouvement d'émigration. En dehors d'exigences justifiées, telles que la fixation des conditions précises du contrat de travail, il prétendait imposer aux engagistes l'obligation de payer d'avance le voyage de retour au personnel agricole exporté, manifestant par là son désir que l'immigration ne prenne pas un caractère définitif et n'exclue pas toute idée de retour.

A côté de la Belgique, de l'Italie et de l'Espagne, d'autres pays, dans une moindre proportion, apportaient à la France de la main-d'œuvre agricole. L'immigration des Polonais de Galicie a été, dès 1911, encouragée par des Comités de recrutement qui ont été l'origine de l'Office de la main-d'œuvre agricole. Les exploitations de l'Est engageaient de nombreux Suisses, principalement comme bouviers. La participation de la Pologne à la guerre et les pertes qu'elle a creusées dans la population polonaise détermineront forcément une diminution de l'émigration de cette race vers la France. La Pologne, constituée en Etat indépendant, aura d'ailleurs à assurer la réfection de son outillage national détruit par la guerre et à se recréer un organisme économique. L'appoint suisse, par contre, aura plutôt tendance à s'accroître, en raison, d'une part, de la neutralité de la République Helvétique qui l'a mise à l'abri des pertes humaines et des destructions matérielles et, d'autre part, des efforts faits par l'Office de la main-d'œuvre agricole pour développer le mouvement d'émigration vers la France.

Pour suppléer à l'insuffisance de personnel agricole national, on aurait pu songer encore à l'immense réservoir d'hommes qu'est la Russie et espérer drainer à notre profit le mouvement considérable d'émigration qui se manifestait avant la guerre chez notre Alliée vers les exploitations agricoles de l'Alle-

magne. La chute de l'Empire des Tsars, le régime d'anarchie permanente qui a désorganisé l'économie comme la politique nationale russe ne permettent pas d'attendre une aide quelconque de la Russie avant que l'Entente n'ait réussi à y rétablir l'ordre pour longtemps troublé.

Le tour de l'Europe sera complètement terminé, si l'on mentionne l'appoint jusqu'à présent minime qu'on peut attendre, avec une propagande appropriée, de la Grèce et du Portugal. Nous ne pouvons plus, en effet, songer pour de longues années à attirer ni même à accepter en France les étrangers de nationalités ennemies, et tout Français doit désirer qu'une rigoureuse surveillance soit exercée sur l'immigration des ouvriers austro-allemands, qui, avant la guerre, fournissaient une partie relativement importante du personnel industriel et agricole des exploitations françaises.

Mais, en dehors des pays européens, on a, dans ces dernières années, énergiquement préconisé l'appel dans de larges proportions à la main-d'œuvre asiatique et africaine. La mobilisation générale des Français a forcé le Gouvernement à chercher un peu partout des remplaçants et certaines régions industrielles ou agricoles ont vu le spectacle tout nouveau d'une réunion de races et de langues : Annamites, Indo-Chinois, Kabyles, Arabes sont venus travailler

côte à côte avec des Français, des Italiens, des Espagnols, etc...

La main-d'œuvre arabe, d'abord refusée par le Gouvernement Général de l'Algérie qui en avait lui-même besoin, a fini par être employée sur une large échelle, non seulement pour les travaux de voirie et de nettoyage, mais pour l'agriculture. Les départements d'Eure-et-Loir et du Loiret ont pris l'aspect de véritables colonies agricoles kabyles.

On a trouvé à la main-d'œuvre algérienne des avantages sérieux. M. Pierre de Trevières rapporte dans la *Vie Agricole et Rurale* (1) les idées de M. Bouvier de Lamotte sur les Kabyles, qu'il utilise depuis plus de vingt ans dans le Sud Algérien et qu'il a recrutés et dirigés depuis 1916 sur de nombreux chantiers du front et de l'intérieur. Ce praticien reconnaît à l'Arabe de nombreux défauts : l'indolence, l'esprit voleur et menteur. Mais il est très malléable et, s'il est énergiquement mené par une volonté unique, qu'il est disposé à aimer et à respecter, s'il est bien encadré, sa paresse naturelle disparaît. Il est très sobre et son entretien coûte peu. C'est une race intelligente, qui se prête admirablement à tous les travaux durs ou délicats. Enfin, le recrutement est facile, en raison de la proximité de la France, qui

(1) *La Vie Agricole et Rurale*, n° du 27 avril 1918, pages 285 et suivantes.

évite de gros frais de transports à avancer par les recruteurs ou les exploitants et laisse à l'émigré l'espoir de retour dans son pays, s'il en a la nostalgie.

La main-d'œuvre tunisienne a également été utilisée pendant la guerre, sur une échelle assez réduite, avec de bons résultats (2). Cinq mille travailleurs ont été affectés à des exploitations agricoles dans le Midi et le Centre de la France et dans la région parisienne. C'était d'ailleurs un personnel militarisé, pris surtout dans la classe 1917 et placé sous l'autorité du Ministre de la Guerre. Ils étaient choisis parmi les professionnels de la culture. Aussi leur emploi n'a-t-il pas donné lieu aux mêmes déceptions qu'a pu entraîner l'engagement, par des recruteurs incompetents et avant tout hommes d'affaires, de travailleurs d'autres pays sans spécialités. L'emploi de la race tunisienne paraît devoir être vivement encouragé. C'est une race intelligente, dont l'éducation technique est aisée et qui se montre très assimilable. Le Tunisien s'attache, en effet, volontiers à l'exploitation et au patron qui l'emploie.

La main-d'œuvre annamite et indo-chinoise, au contraire, ne mérite pas d'être préconisée. Cette race est naturellement indolente et le rendement d'un Indo-Chinois ne dépasse pas les deux tiers de celui d'un Français. Les différences de race, de mœurs rendent

(2) *La Vie Agricole et Rurale*, n° du 27 avril 1918, pages 285 et suivantes.

difficile une émigration définitive et le coût du transport ne permet pas d'envisager l'utilisation purement saisonnière de ces éléments.

Ce sont là des objections très fortes contre l'emploi de la main-d'œuvre chinoise, qui a été vivement vantée par certains auteurs. Dans plusieurs communications faites à l'Académie d'Agriculture (1), M. Eugène Duchemin, ancien président de la Chambre d'Agriculture du Tonkin, a cherché à montrer qu'elle pourrait dans une large mesure aider à conjurer la crise du personnel agricole national. M. Duchemin ne fonde pas de grands espoirs sur la main-d'œuvre indochinoise. Le climat tropical sous lequel vit la population ne lui permettrait pas de supporter longtemps un climat tempéré, surtout dans les travaux agricoles où elle ne trouverait même pas l'abri d'un local comme à l'usine. La forme du travail et l'organisation sociale sont d'ailleurs trop différentes des nôtres pour permettre à ce personnel de vivre côte à côte avec des ouvriers français sur une même exploitation agricole. M. Duchemin n'apprécie pas non plus, pour les mêmes raisons, le concours qu'on pourrait attendre de la côte occidentale très peuplée de l'île de Madagascar, dont la population n'est pas d'ailleurs ni habile ni travailleuse. Les colonies, ajoute-t-il avec raison, n'auront pas trop de leur personnel pour fournir à

(1) *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture de France*, séances des 9, 16 février et 22 novembre 1916.

la Métropole les denrées et les matières premières indispensables à sa reconstitution économique.

M. Duchemin voit, au contraire, dans la Chine un réservoir inépuisable, en raison de l'immensité de sa population.

La race chinoise est robuste, travailleuse et sobre ; elle est rompue aux travaux agricoles les plus délicats et M. Duchemin remarque le profit que pourraient tirer nos agriculteurs des perfectionnements apportés par les Chinois aux méthodes d'irrigation. Le travail d'un cultivateur chinois donne le même rendement que celui d'un bon ouvrier agricole belge. Prise dans les provinces septentrionales de l'immense Etat, la population immigrée supporterait bien mieux que celle de l'Indo-Chine le climat tempéré de la France.

D'après M. Duchemin, il serait relativement aisé de créer un mouvement d'exportation de la main-d'œuvre agricole chinoise. Il suffirait de dériver celui qui existe déjà vers l'Indo-Chine, le Siam, Java, Singapour, les îles du Détroit, la Péninsule Malaise et l'île de Sumatra, et qui porte annuellement sur une moyenne de 300.000 hommes.

Sans doute, avoue l'auteur de la communication, la proximité relative des lieux d'origine et de travail et les relations maritimes quotidiennes entre eux facilitent l'émigration. Le recrutement d'ouvriers chinois a été essayé à plusieurs reprises pour des destinations lointaines : Mexique, Transvaal, Madagascar, et n'a

presque jamais donné que de mauvais résultats, mais cela tient à de défectueuses méthodes de recrutement. On recrutait 500, 1.000, 1.500 ouvriers, comme l'on aurait rassemblé une égale quantité de bétail. Il est arrivé fréquemment que les mandarins chinois qui doivent donner leur autorisation pour le recrutement faisaient constituer une partie des équipes en vidant les prisons, partageant avec le recruteur chinois les avances consenties à chaque ouvrier pour sa famille, par les engagistes. Arrivés à destination, ces gens refusaient tout travail, fomentaient des coalitions et des grèves, usaient la patience des employeurs ; il fallait les rapatrier, c'était un désastre ! (1)

Mais ces déplorables résultats pourraient être évités, si le recrutement s'effectuait suivant des méthodes plus parfaites et plus empreintes de loyauté. M. Duchemin suggère la constitution de deux Comités composés de notabilités, compétentes dans les questions chinoises : l'un à Shanghai, l'autre à Paris, chargés d'établir de concert un programme des conditions de recrutement et d'installation et de travail. Pour résoudre la difficulté provenant des différences de races, de langues, de mœurs, il propose d'encadrer cette main-d'œuvre par une organisation de sa race, par une congrégation chinoise, telle qu'il en existe pour les Chinois d'Indo-Chine, ayant un bureau élu

(1) *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture de France*, séance du 9 février 1916, page 188.

par ses ressortissants avec approbation du gouvernement local et possédant certains pouvoirs administratifs par nous définis.

En dehors des avantages directs résultant pour l'agriculture nationale de l'utilisation d'une main-d'œuvre abondante et habile, M. Duchemin voit dans un large courant d'émigration chinoise vers la France, encouragé par un Comité local ayant la confiance des autorités et des familles chinoises, un moyen de nous faire connaître et aimer en Chine pour le plus grand bien de notre influence en général et de la consolidation de notre situation en Indo-Chine (1).

Il applique également au Japon ce qu'il écrit pour la Chine et fait remarquer que des sociétés nippones ont créé un courant d'émigration vers le sud du Brésil, courant qu'il serait avantageux pour nous de dériver vers la France.

De sérieuses réserves ont été faites sur le mouvement qui se dessine, en vue d'appeler en France, sur une vaste échelle, de la main-d'œuvre asiatique. On fait remarquer que les travaux agricoles ne présentent pas le même caractère de continuité que les travaux industriels, qui peuvent sans interruption se poursuivre du commencement à la fin de l'année. L'exploitation agricole est toujours plus ou moins saisonnière ; les travaux sont plus intenses à l'époque

(1) *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture de France*, séance du 16 février 1916, page 193.

des moissons ou des labours, l'hiver est une période de repos relatif. On ne peut songer à demander à des pays aussi éloignés du nôtre que la Chine et le Japon un personnel intermittent. Les frais de voyage seraient trop considérables. On conçoit qu'un Belge, un Italien, un Espagnol vienne en France faire la moisson et s'en retourne ensuite dans son pays. On ne peut l'admettre pour un Chinois qui a fait un voyage d'un mois. Une immigration définitive paraît plus inconcevable encore. « Nous aurons besoin, écrit M. Sou-
« chon (1), surtout de célibataires qui viendront com-
« bler les vides que la guerre aura faits dans les rangs
« de nos jeunes gens, qui souvent se fixeront au mi-
« lieu de nous par le mariage avec une Française. Il
« nous faut pour cela chercher des affinités de races
« et des similitudes de religion. Il est, dès lors, outre
« mesure paradoxal de penser aux Chinois. Une bon-
« ne politique d'immigration devrait avoir pour pre-
« mier objectif de les éviter en assurant en nombre
« suffisant d'autres auxiliaires. »

Nous venons de passer en revue les différentes sources étrangères auxquelles on peut songer à puiser après guerre pour remédier à la crise de la main-d'œuvre agricole. Certaines sont très discutées ; d'autres, très recherchées, peuvent se trouver en partie tarées par les effets de la guerre ou par les obstacles

(1) *La Main-d'Œuvre Agricole*, par M. A. Souchon, dans *La Main-d'Œuvre Agricole*, n° d'octobre 1916.

apportés par les Gouvernements étrangers à l'émigration de leurs nationaux. Le choix du Gouvernement ou des institutions privées de placement ne peut d'ailleurs être uniquement dicté par des considérations théoriques. En face de la pénurie de la main-d'œuvre nationale, il faut de toute nécessité en trouver d'autres et cette nécessité brutale des faits peut forcer la main aux pouvoirs publics comme aux particuliers et les contraindre en cette matière à une politique susceptible en théorie de réserves ou d'objections.

Il ne faut pas non plus perdre de vue ce fait essentiel, quand on examine les problèmes soulevés par l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. On peut y voir un danger au point de vue de la politique ou de l'économie nationale; mais, comme c'est un fait nécessaire, il ne suffit pas de le condamner à priori. L'examen critique de ses conséquences ne doit pas conduire à empêcher l'immigration ouvrière agricole, mais à déterminer les conditions de sa réglementation.

Au point de vue politique et social, on ne peut donner une réponse unique à cette question : l'immigration étrangère est-elle un bien ou un mal ? Avant la guerre, la France était également hospitalière à tous les étrangers, quelle qu'en fût l'origine, et aucune restriction particulière n'existait dans notre législation contre l'admission sur notre sol des nationaux de tel

ou tel Etat. La guerre a heureusement changé cette mentalité égalitaire et humanitaire. La race austro-allemande nous a attaqués avec trop de perfidie et a conduit les hostilités avec trop de barbarie pour que nous continuions à lui faire bon accueil. Des mesures seront nécessaires pour protéger notre sol et notre race contre l'immigration allemande, dont la loi Delbrück a permis à l'Allemagne de faire contre nous une arme dangereuse et perfidement dissimulée. La suppression de l'article 11 du Traité de Francfort nous rendra, à cet égard, notre liberté tout entière et déjà les Alliés se sont interdit de revenir, au lendemain de la paix, à rien de similaire à la situation d'avant guerre dans leurs rapports avec les Empires Centraux.

A l'extrême opposé, l'introduction en France d'éléments de races très différentes de la nôtre, présentant une opposition absolue de religions, de mœurs, de lois, de condition politique et sociale, telle que la population chinoise, indo-chinoise, kabyle ne présenterait pas les mêmes dangers, puisque cette opposition même éviterait une infiltration trop puissante.

Faite sur une grande échelle, elle entraînerait des inconvénients d'un ordre opposé. L'assimilation serait impossible entre des éléments aussi disparates. On ne pourrait espérer voir la population chinoise travaillant en France se fondre progressivement par le mariage ou des liens même illégitimes dans la po-

pulation française. Ce seraient là des faits exceptionnels et sans portée ni influence générale. Or, ce défaut d'assimilation d'une population qui, nous l'avons vu, ne pourrait guère être immigrée qu'à titre permanent, pourrait devenir dangereux si cette population immigrée entraînait pour une trop forte proportion dans l'ensemble de la population de la France. Les différences inconciliables de races amènent forcément des conflits, des rixes, des blessures d'amour-propre et si la discipline militaire du temps de guerre a pu les atténuer, le régime de liberté découlant de la paix les multiplierait et leur laisserait prendre un caractère de gravité intolérable.

Entre les deux extrêmes, races ennemies, races opposées, se placent les étrangers appartenant à des pays de même race et de même culture que la nôtre. Au point de vue politique et social, l'admission de ces étrangers sur notre territoire peut être un principe de force. Au cours du XIX^e siècle, la législation sur les étrangers et notamment sur l'acquisition de la qualité de Français a suivi les fluctuations de la natalité : d'abord sévère quand la population s'accroissait, plus accueillante quand le nombre des naissances diminuait par rapport au nombre des décès. Aujourd'hui, la baisse permanente de la natalité, phénomène aggravé par les lourdes pertes résultant de la guerre, doit conduire la France à faciliter l'acquisition de sa nationalité aux populations des Etats qui ont

combattu à côté d'elle ou ont conservé à l'égard de l'Entente une neutralité bienveillante.

A ce point de vue, il semble qu'il y ait lieu d'encourager et non d'entraver l'immigration étrangère, de la part des peuples que leurs affinités avec la nôtre rendent facilement assimilables. Ils ne peuvent être pour la France qu'un élément de force. Tout au moins quand l'immigration se présente à titre définitif et non temporaire, elle pourrait même être encouragée par l'acquisition rapide de la nationalité française. D'après la législation actuelle, la femme française mariée à un étranger perd sa nationalité pour prendre celle de son mari. Lorsque celui-ci s'établit en France sans espoir de retour, il serait préférable de maintenir à la femme sa nationalité et de permettre à son mari de devenir Français dans des conditions faciles.

Au point de vue économique, la question de l'immigration ouvrière est plus vivement discutée. On reproche surtout à l'ouvrier étranger de venir prendre la place d'un ouvrier français qu'il condamne au chômage et d'accepter des conditions de travail inférieures qui aboutissent à une dépréciation des salaires.

Ces objections trouvent leur conclusion dans des propositions diverses tendant : les unes à régler uniformément le taux des salaires, les autres à entraver l'emploi de la main-d'œuvre étrangère par l'établissement de taxes ou de formalités.

Mais ces craintes ne sont nullement justifiées en ce qui concerne l'agriculture. Il faut, à cet égard, la distinguer nettement de l'industrie. On ne peut parler de concurrence et de chômage forcé, lorsque l'agriculture manque de bras. L'agriculture a toujours payé les travailleurs étrangers à des prix élevés, et leur arrivée, en permettant le maintien de certaines cultures, a procuré du travail aux Français, loin de les en priver. Aussi jamais les Syndicats agricoles, même les plus révolutionnaires, n'ont-ils voulu s'associer à une campagne contre l'immigration agricole. « Chercher « pour vous les mêmes précautions que pour l'industrie serait, par conséquent, se prémunir contre un « péril imaginaire (1). »

L'introduction de la main-d'œuvre étrangère agricole est donc conforme à l'intérêt général, puisqu'elle est, en fait, nécessaire et commandée par l'insuffisance de la main-d'œuvre française.

Elle est d'ailleurs également avantageuse pour le pays exportateur. La main-d'œuvre est une véritable marchandise comme une autre ; son exportation procure une créance au pays exportateur contre le pays importateur et contribue à maintenir à son profit une balance du commerce favorable. Ce résultat se produit tout au moins lorsque l'immigration ne prend pas une forme définitive et que l'immigrant envoie

(1) Souchon. *La Main-d'Œuvre Agricole*, n° d'octobre 1916, page 4.

dans son pays d'origine ses salaires ou ses économies. C'est la pratique suivie habituellement par les ouvriers italiens et elle permettait avant la guerre au change italien de se maintenir favorable.

D'autre part, dans le pays importateur, les immigrants n'augmentent pas seulement la richesse totale par la production supplémentaire qui résulte de leur travail. Une partie tout au moins de leurs salaires est dépensée sur place et profite à l'économie nationale en augmentant notamment la capacité générale d'achat.

La balance des profits résultant de l'immigration entre le pays exportateur et le pays importateur est assez difficile à établir, puisqu'elle varie notamment avec les habitudes individuelles de l'immigrant sa sobriété, son sens de l'épargne, etc..., et elle ne peut guère s'arrêter par un chiffre. Cette observation permet, dès maintenant, d'apercevoir à quelles difficultés se heurtent et à quel empirisme sont acculés ceux qui prétendent répartir entre les deux pays, au prorata de leurs bénéfices, la charge incombant au pays importateur du chef de l'immigré.

Si l'immigration étrangère présente, au point de vue économique et au point de vue social, de réels avantages, il ne faut pas en conclure à l'adoption d'un régime de liberté absolue. Le profit que peut en tirer le pays importateur est, en effet, lié à de nombreuses conditions, qui appellent une réglementation à un

double point de vue. D'abord, la main-d'œuvre étrangère ne peut rendre des services que si elle réunit certaines qualités essentielles : d'où nécessité de s'assurer de ses qualités et de réglementer le recrutement.

En second lieu, la main-d'œuvre étrangère supposée d'une qualité parfaite, il faut déterminer les conditions dans lesquelles elle s'exercera, fixer les règles du contrat de travail, déterminer les droits et les obligations de l'ouvrier immigrant. Trois théories sont ici en présence : celle de la restriction des droits, celle de la réciprocité, celle de l'assimilation.

SECTION PREMIÈRE

ORGANISATION DU RECRUTEMENT.

En passant en revue les sources de main-d'œuvre entre lesquelles l'agriculture aura le choix après la guerre, nous avons fait voir que si son option ne doit pas être toujours entièrement libre, en raison des nécessités pratiques, elle peut au moins hésiter entre des sources d'origines et de qualités très diverses. Une fois les nationalités sélectionnées, il y a lieu encore, au sein de chacune d'elles, d'éliminer certains éléments

mauvais et de n'autoriser l'immigration que des éléments les meilleurs.

Avant la guerre, le recrutement de la main-d'œuvre étrangère s'opérait souvent sans méthode ; aussi les résultats étaient-ils médiocres. Nous avons fait allusion aux abus de l'emploi de la main-d'œuvre chinoise au Transvaal et au Mexique. En France, la main-d'œuvre galicienne mieux recrutée, eût donné un rendement bien supérieur à celui qu'elle a effectivement réalisé.

Cette expérience a porté ses fruits et, au cours des hostilités, le recrutement s'est, en général, opéré dans des conditions de méthode plus précise. C'est à l'Office de la Main-d'Œuvre Agricole qu'on doit ce progrès.

Par qui doit être fait le recrutement ?

Sous un régime de liberté absolue, chaque exploitant recherche lui-même le personnel dont il a besoin. S'il ne le trouve pas sur place, il s'adresse à un intermédiaire qui prélève une commission. Le système des agents recruteurs s'est pratiqué sur une vaste échelle à l'égard de la main-d'œuvre étrangère. Des engagistes parcouraient le pays où le personnel était en excédent et, en faisant miroiter l'appât de conditions de salaires avantageuses, obtenaient l'engagement de groupes d'ouvriers industriels ou agricoles.

Ce procédé présente de graves inconvénients. L'agent recruteur est un véritable agent d'affaires qui cherche son bénéfice personnel et se propose uniquement de conclure le plus grand nombre possible d'engagements. Il est donc naturellement conduit à accepter toutes les adhésions qui se présentent. Il est amené à les déterminer par des promesses de hauts salaires, des conditions faciles de travail ; sa commission touchée, il se désintéresse des résultats de l'engagement, qui conduit peut-être chez l'exploitant un individu incapable ou taré.

On peut concevoir plusieurs formes d'organisme méthodique de recrutement. Ou bien c'est l'Etat lui-même qui assume ce rôle, ou bien il le confie à un organe d'origine privée qui fonctionne sous son contrôle plus ou moins actif. Avant d'examiner la forme qui doit être préférée, il est intéressant d'exposer succinctement la formation curieuse de l'organisme actuel.

Avant la guerre, l'initiative privée commença par la recherche de travailleurs agricoles en Galicie. La Fédération des Sociétés Agricoles du Nord-Est de la France, puis le Syndicat Français de la Main-d'Œuvre Agricole, créé en 1910 et la Société Nationale de protection de la main-d'œuvre agricole, fondée en 1912, se mirent en relation avec l'Office National de placement du Gouvernement autonome de Galicie ; des contrats types furent établis par leurs soins.

De son côté, l'industrie minière et métallurgique recrutait suivant la même méthode les ouvriers étrangers dont elle avait besoin. Dans le seul bassin de Briey, il y en avait 50.000 avant la guerre. Le Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle possédait un bureau central d'immigration et des agents recruteurs à l'étranger, en Suisse, en Italie et en Espagne.

L'intervention de l'Etat dans ce domaine se manifesta pour l'agriculture et pour les usines de guerre. Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent, dès juillet 1914, une sous-commission du Comité consultatif de la statistique agricole avait été chargée d'étudier les problèmes relatifs à la main-d'œuvre agricole. Un décret du 5 avril 1915 la remplaça par une commission autonome. Enfin, à la même époque, l'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole fut créé. Bien que sans existence juridique légalement consacrée, l'Office National a rendu de grands services.

Il a organisé le recrutement méthodique de la main-d'œuvre étrangère, notamment de la main-d'œuvre espagnole et kabyle.

Les premiers bureaux d'immigration qu'il créa dans les villes du Midi n'eurent d'abord pour tâche que de faciliter l'entrée des travailleurs étrangers, en leur délivrant des permis de séjour et des billets de chemin de fer à demi-tarif, puis leur principale raison d'être devint l'embauchage.

Ces bureaux aujourd'hui multipliés s'assurent de l'identité, de la santé et de la valeur professionnelle des immigrants, ils recueillent les offres de l'employeur et distribuent les contingents d'ouvriers dont ils disposent.

Créé à titre provisoire pour la durée des hostilités, l'Office de la Main-d'Œuvre Agricole, par sa propagande active et méthodique, a rendu de tels services à la cause de l'agriculture que son maintien s'imposera après la guerre. Dans la séance du 4 octobre 1916, l'Académie d'Agriculture de France a émis le vœu que le recrutement de la main-d'œuvre agricole soit exclusivement confié à l'Office National.

Concurremment à la création d'organes spéciaux destinés au recrutement de la main-d'œuvre agricole, des organisations avaient été constituées en vue de la recherche du personnel ouvrier à la fois industriel et agricole. Le 26 octobre 1914, d'accord entre le Ministère de l'Intérieur et le Ministère du Travail, fut créé un Office central de placement, qui se mit à la tâche avec l'aide de grandes unions patronales (forges, textiles, transports, etc...), de fédérations ouvrières et d'associations désintéressées.

Il fallut bientôt créer des Offices en province et, dès le début de 1915, on s'y employa en s'efforçant d'utiliser des organisations préexistantes et de conformer la constitution de chaque Office aux besoins, ou aux habitudes de la région. A chacun d'eux est

adjoindre une Commission administrative paritaire, dont le rôle n'est pas nettement défini, mais qui, en pratique, donne l'impulsion et applique son contrôle à toute la vie de l'Office.

L'Office central de placement aurait dû, en vertu de son titre même, servir de liaison à la fois entre les divers Offices départementaux et entre les divers Ministères utilisant régulièrement une importante main-d'œuvre. Il n'en a rien été. Chaque Ministère a constitué son service de placement, souvent considérable, d'une manière indépendante : Ministère de l'Armement, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Colonies, etc...

Un tel morcellement présentait des inconvénients considérables, puisque, quelle que soit la destination des travailleurs, les mêmes questions générales se posent à propos du recrutement et des conditions du travail. Ces inconvénients provoquèrent la constitution, le 1^{er} mars 1916, d'une Commission interministérielle de la main-d'œuvre, qui fut chargée de coordonner l'action des Ministères recherchant de la main-d'œuvre dans un intérêt national. En juin 1916, une autre Commission interministérielle dite administrative fut constituée avec mission d'étudier les questions de principe relatives au placement. Enfin, en novembre 1916, les deux Commissions fusionnèrent.

Plus récemment, un décret du 18 octobre 1917 a tenté de centraliser au Ministère du Travail « les renseignements relatifs aux besoins et aux disponibilités de main-d'œuvre de toute nature ». La généralité de ces termes est d'ailleurs aussitôt corrigée dans le même texte par une disposition qui laisse au Ministre de l'Agriculture le recrutement de la main-d'œuvre agricole étrangère et décide que le Ministre des Colonies assure le recrutement et garde le contrôle de la main-d'œuvre coloniale et assimilée. Le Ministre de la Guerre conservait, en outre, le contrôle et la répartition des prisonniers de guerre et la permission du grand quartier général était nécessaire pour l'emploi des travailleurs dans la zone des armées.

Le recrutement de la main-d'œuvre agricole se trouve donc aujourd'hui réparti entre des organes et des Administrations distincts, malgré la tentative de centralisation que semble annoncer le décret du 18 octobre 1917. Ainsi, pour la main-d'œuvre agricole nationale, existent les bureaux municipaux (1) de placement et les Offices départementaux ; pour la main-d'œuvre étrangère, l'Office National et ses bureaux d'immigration sous le contrôle du Ministre de l'Agriculture ; et enfin pour la main-d'œuvre coloniale, le

(1) Pour la main-d'œuvre agricole nationale, les bureaux municipaux de placement entrent pour une infime proportion (3 % du total des placements qu'ils effectuent), et les offices départementaux pour une part beaucoup plus importante (dès 1916 : 6.695 sur 25.965 effectués, soit 25,8 %).

même Office sous le contrôle du Ministre des Colonies.

Cette organisation mérite un examen critique à plusieurs points de vue. Elle soulève trois questions de principe intéressantes :

1° Le recrutement de la main-d'œuvre doit-il être assuré par l'Etat ou par des organes indépendants sous son contrôle ?

2° Le recrutement de la main-d'œuvre agricole doit-il être effectué par un organe unique ou par des organes divers d'après l'origine de la main-d'œuvre ?

3° Le recrutement de la main-d'œuvre agricole doit-il être assuré par les mêmes organes et soumis aux mêmes directions que celui de la main-d'œuvre industrielle ?

I

Sur le premier point, l'évolution pratique du recrutement telle que nous l'avons exposée a abouti à une organisation indépendante de l'Etat, mais contrôlée. L'intervention des pouvoirs publics se justifie, nous l'avons vu, par la nécessité d'une politique générale et plus spécialement par la nécessité d'une politique d'immigration. L'importation du personnel ouvrier étranger soulève, au point de vue politique et au point de vue économique, des problèmes qui intéressent le pays tout entier. L'Etat doit pouvoir

favoriser ou interdire l'immixtion de la main-d'œuvre étrangère suivant les besoins économiques du pays, suivant le développement de la natalité nationale et la raréfaction ou l'accroissement de la population indigène, suivant l'origine alliée, neutre ou ennemie de la main-d'œuvre étrangère, suivant sa valeur économique.

Un contrôle de l'Etat sur l'immigration ouvrière est donc pleinement justifié. Il permet, en outre, d'uniformiser les règles et conditions du recrutement. Mais à cette indication des lignes générales doit, semble-t-il, se borner son rôle et il ne paraît pas souhaitable de lui attribuer le recrutement direct par ses propres agents. Le système d'un Office National et des Offices départementaux indépendants et soumis au simple contrôle des pouvoirs publics a donné des résultats très favorables, qui militent en faveur du maintien d'un système issu de la pratique. Les représentants des syndicats, des associations agricoles, sont plus qualifiés que l'administration, forcément incompétente, pour servir d'intermédiaires entre la main-d'œuvre et les exploitants. Ils sont seuls à même de connaître les besoins en personnel de ceux-ci, surtout pour les travaux agricoles soumis à l'intermittence des saisons, de connaître les offres de main-d'œuvre, de rechercher le personnel de la meilleure qualité et de fixer les conditions du travail agricole, si variables d'une époque à l'autre et d'une

région à une autre. S'il s'agit en particulier de recruter des travailleurs à l'étranger, il semble que l'Etat risquerait, en se chargeant de cette fonction, de provoquer les susceptibilités des puissances étrangères intéressées. D'autre part, l'Etat, en entreprenant de placer les travailleurs étrangers, assumerait vis-à-vis des employeurs à qui il fournirait ces ouvriers, des responsabilités quelque peu scabreuses (1). Un organe d'Etat risque, en outre, d'être plus formaliste, plus paperassier, plus lent à agir, en une matière où la rapidité de décision est particulièrement nécessaire. Bien souvent, au cours de la guerre, les formalités administratives ont donné aux exploitants du personnel militaire sursitaire ou permissionnaire lorsque les travaux qui les appelaient étaient terminés.

Le meilleur organe de recrutement de la main-d'œuvre agricole étrangère est donc un Office soumis au simple contrôle de l'Etat et composé de représentants des grands syndicats et associations agricoles de producteurs. Comme cet Office est appelé non seulement à rechercher la main-d'œuvre, mais à fixer par avance les conditions des engagements, il est équitable de ne pas réserver exclusivement aux associations patronales la direction et la composition de l'Office, mais d'y introduire également des repré-

(1) Landry., Proposition de loi du 28 décembre 1915. Exposé des motifs.

sentants des Syndicats d'ouvriers agricoles, intéressés à ne pas trouver dans l'immigration étrangère la concurrence d'une main-d'œuvre à bas salaires.

Dans la proposition Landry, l'Office de la main-d'œuvre étrangère est constitué auprès du Ministère du Travail et dirigé par un Conseil de 24 membres, dont 15 représentent les diverses administrations intéressées (Travail, Commerce, Industrie, Agriculture, Travaux publics, etc...) et 9 les intérêts industriels, commerciaux et agricoles. En dehors de la collaboration directe par ses représentants, l'Etat patronne et subventionne l'institution.

Le recrutement de la main-d'œuvre étrangère est, en outre, une opération bilatérale. De même que les intérêts français patronaux et ouvriers sont représentés au sein de l'Office recruteur, il est naturel que le personnel ouvrier étranger trouve un défenseur de ses intérêts dans la conclusion de son engagement, souvent collectif. Les organes ouvriers et le Gouvernement du pays exportateur sont ainsi naturellement appelés à participer, avec l'Office français, à l'opération du recrutement et à la conclusion du contrat. En Italie notamment, le bureau d'émigration examine le principe et les conditions de la sortie de la main-d'œuvre au point de vue des intérêts généraux du pays. C'est avec lui que l'Office de la main-d'œuvre agricole doit traiter et les syndicats ouvriers demandent à représenter les intérêts de la corporation et de

ses membres, à côté du bureau d'émigration qui défend ceux de l'Etat.

Une Convention a été conclue, en octobre 1916, entre les Gouvernements français et italien, en vertu de laquelle l'émigration des ouvriers italiens après la guerre devra être autorisée par la Fédération des Syndicats ouvriers italiens et agréée par la Confédération Générale du Travail en France (1).

M. Jouhaux, secrétaire général de la Confédération française du Travail, a défendu les mêmes idées dans une conversation reproduite par le *Trait d'Union Franco-Italien*.

« Le recrutement des ouvriers étrangers, écrit-il, ne
« devrait être autorisé que sur le vu de contrats pré-
« cis, spécifiant nettement les salaires et les condi-
« tions de travail, et assurant toutes les garanties né-
« cessaires (bénéfices des lois sociales françaises et
« des lois sur les associations ouvrières notamment).

« Ces contrats seraient soumis au contrôle d'une
« Commission supérieure, qui examinerait s'ils sont
« en tous points conformes aux conditions édictées.

« Cette Commission devrait également rechercher
« si le recrutement des ouvriers étrangers pour une
« industrie ou une région correspond bien à un be-
« soin réel, et déterminer l'importance du recrute-
« ment à opérer.

(1) *Compte rendu de l'Académie d'Agriculture de France*, séance du 4 octobre 1916, page 897.

« La Commission présidée par le Ministre du Travail serait composée d'un délégué de chaque Ministère intéressé (Affaires étrangères, Agriculture, Commerce, Travaux publics, Intérieur, Justice, Marine), de délégués de l'Office central de placement, de délégués patronaux et ouvriers, désignés respectivement par les organismes nationaux des Syndicats.

« Le recrutement se ferait sous le contrôle des organisations ouvrières des pays d'émigration. Les agents chargés du recrutement devraient se mettre en rapport avec les représentants des organisations ouvrières, qui seraient présents à la signature du contrat.

« Pour assurer la loyale exécution des contrats, une copie en serait déposée à l'Union des Syndicats, au Conseil des Prud'hommes, et si cet organisme n'existait pas, aux archives du tribunal du lieu où le contrat devrait être exécuté » (1).

II

La répartition du recrutement de la main-d'œuvre agricole, d'après son origine, entre plusieurs organes dépendant d'autorités différentes, soulève la question de l'unité du placement, qui se divise elle-même en deux problèmes distincts énoncés plus haut.

(1) *Trait d'Union Franco-Italien*, octobre 1917.

L'unité semble, en matière de placement, supérieure à la division du travail. Elle permet d'apporter à l'organisation générale du recrutement l'uniformité dans les principes et les lignes générales ; des organes indépendants les uns des autres agissent chacun à leur guise et sans vues d'ensemble. Malgré ses diversités d'origine, la main-d'œuvre nationale, coloniale ou étrangère doit réunir un ensemble de qualités et de conditions générales identiques. Mieux vaut un seul organisme que plusieurs pour les déterminer et les vérifier. D'autre part, la multiplicité des organes est nuisible à la centralisation nécessaire du marché du travail, des offres et des demandes. Elle risque d'entraîner, pour les exploitants, les agences de placement ou le personnel, des pertes de temps et des doubles emplois. Un organe unique répartira la main-d'œuvre, dont il connaît l'importance, sur diverses régions du territoire, d'après les besoins des exploitants qu'il connaît également. Livrés à eux-mêmes, des bureaux indépendants les uns des autres amèneraient une pléthore de main-d'œuvre sur un point et en laisseraient d'autres complètement dépourvus.

Au Congrès des Offices départementaux de placement tenu en 1917, l'opinion générale s'est montrée favorable à l'unité du placement, à propos du statut prévu pour ces organismes par le projet de loi voté par le Sénat. On voudrait faire de l'Office départe-

mental l'organe unique du placement dans la région pour toutes les professions ; il constituerait des sections entre lesquelles le travail serait divisé.

Le vœu émis par le Congrès dépasse la question de l'unité du placement agricole. En prétendant attribuer aux Offices départementaux le rôle d'agent unique de placement, il englobe dans cette fonction le recrutement agricole et le recrutement industriel. Il est favorable à l'essai de centralisation tenté par le décret du 18 octobre 1917 au profit du Ministère du Travail.

III

Or, s'il est désirable de réunir aux mains d'un seul organe le recrutement de la main-d'œuvre agricole, nationale, coloniale et étrangère, la séparation du recrutement agricole et du recrutement industriel est supérieure à la fusion.

La lutte entre les Ministères du Travail et de l'Agriculture est antérieure au décret du 18 octobre 1917. Dès le 20 janvier 1916, M. Fernand David, ancien ministre de l'Agriculture et président de la Commission de l'Agriculture de la Chambre, avait déposé une proposition de loi tendant à la création d'un Office National de la main-d'œuvre agricole, c'est-à-dire donnant une consécration légale à l'institution qui fonctionnait déjà sous les auspices du Ministre de l'Agriculture.

Mais le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, estimant que la main-d'œuvre agricole rentrait dans ses attributions au même titre que la main-d'œuvre industrielle et commerciale, invita les Conseils généraux à organiser des Offices départementaux de placement pour l'agriculture, le commerce et l'industrie. Le Ministre du Travail laissait, en outre, entendre « qu'après la guerre, il serait seul à traiter
« des questions d'immigration de main-d'œuvre co-
« loniale et étrangère qui, par ses soins, serait admi-
« nistrativement répartie entre industriels, commer-
« çants et agriculteurs ».

La thèse de la fusion préconisée par le Ministre du Travail a été vivement combattue par des représentants autorisés de l'agriculture.

Au nom de la Société nationale de protection de la main-d'œuvre agricole, dont il était président, M. Fernand David protesta contre l'invitation adressée aux Conseils généraux par le Ministre du Travail et exposa aux présidents des assemblées départementales : « Que la recherche et le placement du travail-
« leur agricole, de quelque origine qu'il soit, et sa
« bonne utilisation nécessitent une connaissance des
« choses de la terre que seul possède le Ministre de
« l'Agriculture, aidé et conseillé par les groupements
« agricoles constitués dans les diverses régions de
« culture. »

Chargé par la Commission de l'Agriculture de la Chambre de rapporter la proposition de loi présentée par M. Fernand David, M. Gaston Treignier, député de la Creuse, critiqua la thèse du Ministre du Travail. Dans une communication adressée à tous les groupements agricoles, il déclarait qu'en l'adoptant : « on organiserait indiscutablement l'abandon de l'agriculture pour les autres professions ». « Là, ajoutait-il, est le danger.

« Il n'est pas utile, en effet, de commenter le phénomène classique qui s'est produit de tout temps et d'après lequel l'agriculture est restée la pourvoyeuse habituelle du marché du travail industriel et commercial.

« Mais il est nécessaire de dire que l'agriculture, si elle veut vivre, doit lutter plus que jamais et de plus en plus âprement contre cette emprise, cette vassalité, et que, dans cette lutte, il sera peut-être dangereux pour elle de lier son sort en matière de travail à celui de l'industrie et du commerce. »

M. Gaston Treignier donnait sa préférence au projet, présenté par M. Fernand David, de création de l'Office de la main-d'œuvre agricole sous les auspices du Ministère de l'Agriculture.

Le Gouvernement paraissait cependant favorable à la thèse du Ministre du Travail. Un décret du 14 septembre 1916, ayant pour objet d'assurer le recrutement immédiat de 17.500 travailleurs indigènes al-

gériens par voie d'embauchage volontaire ou de réquisition, portait les signatures des Ministres de l'Intérieur, de la Guerre et du Travail ; celle du Ministre de l'Agriculture n'y figurait même pas. Le paragraphe II du décret est ainsi conçu : « Les ouvriers seront
« mis à la disposition du service des travailleurs colo-
« niaux et répartis par les soins de ce service, *d'après*
« *les principes arrêtés d'accord avec le Ministre du*
« *Travail.* »

L'Académie d'Agriculture de France s'est faite à plusieurs reprises l'écho des protestations des groupements agricoles contre le rattachement de la main-d'œuvre agricole au Ministère du Travail. Dans la séance du 25 octobre 1916, M. de Lapparent exposait en ces termes les motifs de la séparation :

« Considérant, disait-il, que les conditions de la
« main-d'œuvre agricole sont essentiellement diffé-
« rentes de celles qui concernent l'industrie et le
« commerce, parce que :

« 1° Les agriculteurs ne peuvent embaucher cha-
« cun qu'un très petit nombre d'ouvriers, souvent un
« seul, alors que les industriels peuvent en occuper
« des groupes plus ou moins considérables.

« 2° L'agriculture a besoin de main-d'œuvre sai-
« sonnière, souvent pour des périodes de courte du-
« rée, telles que la moisson, les vendanges, les batta-
« ges, les binages, etc..., tandis que les industriels as-
« surent du travail de longue durée. En outre de la

« main-d'œuvre saisonnière, il y a, sur les frontières,
« un va-et-vient d'ouvriers agricoles, parfois journa-
« lier à certaines époques.

« 3° Les salaires agricoles varient d'une région à
« l'autre et parfois d'une localité à une autre voisine,
« dans de grandes proportions ; ils varient au cours
« de l'année suivant la nature des travaux à exécuter.
« Etablir des bases normales de salaires, comme on
« peut le faire pour l'industrie, présente par suite
« des difficultés incontestables.

« 4° Le travail agricole est exposé à des interrup-
« tions dues aux intempéries qui n'existent pas dans
« l'industrie.

« 5° Les conditions de logement des ouvriers agri-
« coles sont beaucoup plus faciles à réaliser dans l'in-
« dustrie qu'en agriculture.

« D'autre part, par suite des pertes en hommes que
« la guerre prolongée aura fait subir à l'agriculture,
« pertes proportionnellement plus élevées que celles
« éprouvées par les ouvriers de l'industrie, et par
« suite de l'offre par l'industrie de salaires beaucoup
« plus élevés que ceux que peut donner l'agriculture,
« le nombre des travailleurs de la terre sera réduit
« dans de telles proportions que tout danger de voir
« le salaire des ouvriers agricoles français compromis
« par l'immigration d'ouvriers étrangers, quelle qu'en
« puisse être l'importance, ne peut être envisagé.

« J'estime, conclut M. de Lapparent, qu'il n'est pas
« possible d'établir un régime unique pour les ou-
« vriers étrangers et coloniaux, d'autant plus que
« toute restriction à l'immigration des travailleurs
« agricoles serait préjudiciable tant à l'employeur
« qu'à l'ouvrier français (1). »

Comme conclusion à la discussion qui suivit cette déclaration, l'Académie d'Agriculture a, dans cette séance, renouvelé le vœu qu'elle avait émis dans sa séance du 12 juillet 1916, en faveur de l'attribution du recrutement de la main-d'œuvre étrangère à l'Office National de la main-d'œuvre agricole, et elle y a ajouté, en ce qui concerne le recrutement, le contrôle et le régime de la main-d'œuvre agricole coloniale et étrangère, le vœu qu'ils soient placés exclusivement sous la direction du Ministère de l'Agriculture (2).

SECTION II

CONDITION DE L'OUVRIER ÉTRANGER EN FRANCE.

L'organisation méthodique du recrutement de la main-d'œuvre étrangère comporte une active propagande en vue d'attirer en France le personnel agricole étranger. Cette propagande peut se faire de mille manières : par des affiches, par de la publicité dans

(1) *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture*, séance du 25 octobre 1916, page 951.

(2) *Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture*, séance du 25 octobre 1916, page 954.

les journaux, par le passage à travers le pays exportateur d'agents recruteurs, par des conversations avec des ouvriers déjà immigrés qui les incitent à agir sur d'autres de leurs compatriotes.

Mais pour être véritablement rationnel, le recrutement ne doit pas rechercher uniquement des affaires à traiter, comme le faisaient autrefois les agents recruteurs, qui couraient uniquement après les commissions. L'office recruteur doit faire une sélection dans la main-d'œuvre qui s'offre ou qui est sollicitée. Nous le savons déjà, suivant son origine, la main-d'œuvre étrangère mérite d'être repoussée ou admise, en principe, d'après la nationalité à laquelle elle appartient. Même dans les pays neutres ou alliés, la main-d'œuvre n'est pas toujours de la même qualité. Des considérations générales peuvent déterminer, par exemple, à préférer la main-d'œuvre européenne à la main-d'œuvre asiatique ou africaine.

Ce sont là des questions d'intérêt général qui méritent d'être prises en considération et qui justifient le contrôle des pouvoirs publics sur le recrutement. Mais l'Office représentant des groupements professionnels doit encore examiner, à d'autres points de vue, la main-d'œuvre qui se présente. La santé et la moralité du personnel engagé méritent une enquête sévère. L'immigration ne doit pas avoir pour effet d'introduire en France des criminels ni des individus atteints de maladies contagieuses. La capacité professionnelle

doit être naturellement exigée. Enfin, il importe que le recrutement s'opère dans des conditions de loyauté qui évitent toute surprise. L'habitude s'établit de plus en plus de fixer dans l'engagement les conditions du travail : salaire, nourriture, logement, nature et durée du travail. C'est à ce point de vue notamment qu'interviennent les Gouvernements étrangers. L'Espagne et l'Italie notamment n'acceptent l'émigration d'ouvriers que s'ils sont munis d'un contrat de travail précis. Et c'est dans la conclusion de ces contrats que les syndicats étrangers et la Confédération Générale du Travail demandent à être représentés.

Quelles sont les conditions de travail à insérer dans les engagements de la main-d'œuvre étrangère ?

La question mérite d'être examinée dans toute son ampleur et il convient de la poser en termes plus généraux :

Quelle doit être la situation des ouvriers étrangers à l'égard tant des lois civiles que des lois sociales ?

Sur ce point, il n'y a pas moins de trois systèmes en présence : le système restrictif, le système de la réciprocité, le système de l'assimilation.

Dans le premier système, l'ouvrier étranger est considéré comme un suspect qui vient enlever des places à la main-d'œuvre nationale et détermine une concurrence qui aboutit à l'abaissement des salaires. Des mesures ont pour but de restreindre l'immigra-

tion ou de l'entraver par des formalités ou des taxes. Le bénéfice des lois sociales est, dans ce système, réservé aux ouvriers français.

Dans le deuxième système, l'ouvrier étranger bénéficie en France de la même situation que celle faite aux ouvriers français par sa propre législation.

Le troisième système est le plus libéral. Il accorde aux ouvriers étrangers la même situation sociale qu'aux ouvriers français, sans condition de réciprocité.

Au point de vue purement agricole, le premier système n'est guère défendable, puisque la crise de la main-d'œuvre ne permet pas de redouter que la concurrence étrangère ne détermine un chômage et un avilissement des prix. La main-d'œuvre étrangère vient suppléer à l'insuffisance du personnel national.

Le système de la réciprocité conserve une part de la suspicion à l'égard de l'étranger, sur laquelle repose le premier système. Il est assez en faveur en France. Le principe de la réciprocité est le fondement des traités politiques et économiques ; il est naturel de l'étendre aux traités concernant les conditions du travail. On le justifie, en matière sociale, par les considérations suivantes. La situation n'est pas égale des Français à l'étranger et des étrangers en France. Si l'on suppose un pays exportateur de main-d'œuvre, tel que l'Espagne ou l'Italie, il entre en France plus d'ouvriers espagnols ou italiens qu'il

n'entre d'ouvriers français en Espagne ou en Italie. Accorder les droits des Français aux Italiens et aux Espagnols immigrés, c'est donc faire une mauvaise affaire, puisque le bénéfice des lois françaises sera accordé à un grand nombre d'étrangers, tandis que le bénéfice des lois étrangères ne profitera qu'à un nombre restreint de Français.

Ce sont surtout les lois d'assistance et de prévoyance sociale qu'on hésite à appliquer aux travailleurs étrangers. Leur application constituerait une charge très lourde pour le Budget Français.

La législation française actuelle soumet à quelques formalités l'arrivée des étrangers en France. Mais lorsqu'ils sont installés sur le territoire français, les conditions du travail sont les mêmes que pour les ouvriers français, sauf certaines exceptions que nous allons énumérer.

En vertu du décret du 2 octobre 1888, tout étranger non admis à domicile qui veut établir sa résidence en France, doit faire une déclaration à la mairie de la commune où il établit sa résidence, en indiquant ses nom et prénoms, ceux de ses père et mère, sa nationalité, le lieu et la date de sa naissance, le lieu de son dernier domicile, sa profession, ses moyens d'existence, le nom, l'âge et la nationalité de sa femme et de ses enfants mineurs quand ils l'accompagnent. Cette déclaration est renouvelable à chaque change-

ment de domicile. La sanction consiste en peine de simple police.

Malgré son titre ambitieux, la loi du 8 août 1893, « relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national », ne fait guère que reproduire le décret de 1888. Mais elle est spéciale aux étrangers qui viennent exercer une profession, une industrie ou un commerce. Le délai de déclaration est réduit à 8 jours et la peine peut aller jusqu'à 500 francs d'amende. Tous les étrangers sont immatriculés sur un registre dont les extraits leur sont délivrés. Tout employeur est passible de peine de simple police, s'il embauche sciemment des étrangers non immatriculés.

Cette législation est notoirement insuffisante. Une simple déclaration n'empêche pas l'entrée d'individus indésirables en raison de leur nationalité ou de leurs tares physiques et morales.

Le décret du 21 avril 1917 a soumis, pendant la durée de la guerre, les travailleurs étrangers à un contrôle sévère qui a soulevé de nombreuses protestations. Une carte d'identité, qui ne dispense ni du passe-port ni de l'immatriculation, est remise à l'immigré par le commissaire spécial du poste frontière, elle est déposée contre récépissé avec photographie aux mains du commissaire de police du lieu de l'embauchage. Le récépissé doit être présenté aux autorités en cas de changement d'établissement ou de lo-

calité. L'ouvrier ne peut sans autorisation s'absenter de la ville où il travaille. En cas de refus d'emploi, il peut être expulsé. A défaut de contrat de travail à l'arrivée, il est dirigé sur un dépôt de travailleurs étrangers.

Ces dispositions semblent plutôt faites pour des délinquants que pour des travailleurs et elles sont de nature à froisser des susceptibilités légitimes.

Sans aller aussi loin, diverses propositions de lois ont pour but de rendre plus efficaces en les renforçant les dispositions de la loi du 8 août 1893.

Il ne suffit pas d'atteindre l'étranger qui arrive dans une commune, mais aussi celui qui, y résidant, y entreprend ultérieurement une profession. MM. Rameil et Landry exigent la déclaration dans ces deux cas. Ils rendent nécessaire le visa, non seulement dans l'hypothèse du changement de commune, mais dans celle du changement de domicile dans la même commune, ou de changement de profession. Le visa, dans ces propositions, est soumis à renouvellement chaque année (proposition Landry), tous les deux mois (proposition Rameil et Pugliesi-Conti).

« Par ce moyen, dit M. Pugliesi-Conti, une sorte
« d'état civil et judiciaire serait constitué à chaque
« étranger et permettrait d'exercer sur lui un con-
« trôle étroit. Il se trouverait soumis à une constante
« surveillance administrative. »

Ces formalités ont l'inconvénient d'apparaître comme purement vexatoires et excessives. Elles aboutissent à une énorme paperasserie, souvent inefficace. Au lieu de suivre à la trace tous les étrangers qui travaillent sur notre territoire, il est préférable et plus simple d'opérer une sélection à l'arrivée. Les législations anglaise et américaine soumettent les immigrants à un contrôle au point de vue de la santé physique et de l'honnêteté morale. Les indésirables sont ainsi exclus du territoire dès leur arrivée.

La proposition Landry donne au Gouvernement la faculté de soumettre tout étranger arrivant en France, ou n'y résidant pas depuis plus de deux ans, à un examen médical tendant à établir si son état physique ou mental ne le rend pas dangereux ou ne l'expose pas à tomber à la charge de la collectivité. Il peut être également invité à faire connaître ses antécédents judiciaires.

Il semble d'un scrupule exagéré d'établir un régime simplement facultatif. Mieux vaudrait remplacer la faculté par une obligation. On pourrait même se montrer beaucoup plus rigoureux sur les motifs qui peuvent rendre un immigrant indésirable.

Le Gouvernement conserve sur l'étranger admis en territoire français un droit précieux. La loi du 3 décembre 1849 permet au Ministre de l'Intérieur d'expulser hors du territoire tout étranger voyageant ou résidant en France. L'exercice de cette prérogative se-

rait préférable à une surveillance policière de tous les instants. Elle happerait les seuls indésirables, sans importuner à tout moment des individus qui n'ont rien à se reprocher. Mais, en fait, le Ministre de l'Intérieur n'use que très rarement de cette prérogative. Il n'expulse guère qu'après une condamnation, ce qui est trop tard ; l'expulsion devrait être une arme préventive. D'ailleurs, les milicieux ouvriers n'admettent pas l'expulsion pour fait syndical ou fait de grève, ce qui permet à de prétendus ouvriers étrangers de jeter le trouble dans la classe ouvrière.

En dehors des formalités administratives édictées par le décret de 1888 et la loi de 1893 et du droit d'expulsion, l'admission des travailleurs étrangers n'est actuellement soumise à aucune restriction. Les patrons peuvent les employer aussi librement que les ouvriers nationaux. Signalons seulement en passant les dispositions des décrets du 10 août 1899 qui imposent à l'Etat et permettent aux départements et aux communes de limiter dans les cahiers des charges des marchés de travaux publics et de fournitures la proportion d'ouvriers étrangers que l'entrepreneur pourra utiliser, en pratique un dixième ; aucune restriction de ce genre n'est imposée aux exploitants privés.

La législation française ne contient non plus aucune disposition spéciale aux étrangers en ce qui concerne les conditions du travail proprement dites. Les patrons peuvent engager les ouvriers étrangers en

fixant librement par la convention la rémunération, la durée du travail, etc..., sauf application des lois réglementant la durée du travail, l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Le désir de protéger la main-d'œuvre nationale contre la concurrence étrangère a inspiré de nombreuses propositions de lois. On a souvent et depuis longtemps constaté qu'un assez grand nombre d'ouvriers étrangers acceptaient de leurs patrons des salaires sensiblement inférieurs aux tarifs arrêtés par les Chambres syndicales, patronales et ouvrières françaises. Ce travail au rabais de l'ouvrier étranger a pour conséquence presque nécessaire d'abaisser le taux des salaires des ouvriers nationaux. Pour éviter cette dépression, M. Jules Coutant dès 1901 et MM. Rameil (1) et Landry (2) en 1915 ont réclamé l'obligation du salaire égal pour tous les ouvriers nationaux ou étrangers, employés à un même genre de travail.

Cette mesure est très vivement critiquée par l'école libérale qui lui reproche d'être un premier pas dans un voie dangereuse : celle de la fixation des salaires par l'autorité administrative.

A d'autres, elle paraît inefficace en raison des autres avantages dont bénéficie l'ouvrier étranger par rapport à l'ouvrier national. « Il est facile de se rendre « compte, écrit M. Pugliesi-Conti, dans l'exposé des

(1) Proposition déposée le 11 mai 1915.

(2) Proposition déposée le 28 décembre 1915.

« motifs de sa proposition de loi, que, même à salaire
« égal, un ouvrier étranger continuerait, par rapport
« à nos nationaux, à bénéficier d'un privilège exorbi-
« tant. Soustrait aux charges militaires et aux impôts
« directs, l'ouvrier étranger recevrait toujours en réa-
« lité une rémunération supérieure à celle de l'ou-
« vrier français, dont une partie du salaire continue-
« rait à faire retour à l'Etat sous forme de service mi-
« litaire et de contributions.

« D'autre part, l'intérêt du patron à recourir à la
« main-d'œuvre exotique subsisterait pour plusieurs
« raisons : parce que l'ouvrier étranger déchargé du
« service et des périodes militaires lui assure un tra-
« vail continu, parce que l'emploi des ouvriers étran-
« gers à salaire égal amènerait nécessairement une
« baisse générale des salaires, en augmentant l'offre
« du travail d'une manière permanente ; parce que
« l'ouvrier étranger effrayé de la discipline syndicale
« lui offre un point d'appui pour résoudre les conflits
« du travail. »

M. Pugliesi-Conti propose, pour compenser ces avan-
tagés qui dépassent celui résultant des bas salaires,
non pas l'égalité des salaires, mais l'établissement
d'une taxe au profit de l'Etat sur le montant du salaire
de tout travailleur étranger (1).

(1) Proposition déposée le 11 novembre 1915.

M. Prat propose également une taxe, mais la met à la charge du patron (1).

La Chambre des Députés avait consacré le principe de ce système, en votant, le 29 décembre 1909, un amendement de M. Ceccaldi au projet de loi révisant le tarif général des douanes, amendement aux termes duquel tout industriel ou commerçant occupant plus de cinq ouvriers ou employés, n'ayant pas leur résidence habituelle en France, serait soumis à une taxe dont la loi des Finances devait déterminer le montant. Mais le Sénat disjoignit le texte voté par la Chambre, à la suite de l'émotion soulevée dans les pays exportateurs de main-d'œuvre et notamment en Belgique.

Les taxes sur les salaires n'apparaissent pas plus efficaces que l'égalisation des salaires. L'employeur soumis à l'impôt s'efforcerait de le retrouver en diminuant un peu plus encore le salaire de l'ouvrier étranger ; la taxe retomberait sur les ouvriers eux-mêmes.

La taxe sur les ouvriers se heurte à une impossibilité de droit international. La France a signé de nombreuses conventions qui l'obligent à assurer aux ressortissants des pays signataires, à divers points de vue, un traitement égal à celui de nos nationaux. Aux termes de traités conclus avec l'Espagne, la Suède, le Danemark, la Russie, l'Angleterre, dans chacun des pays contractants, les sujets ou citoyens de l'autre pays ne peuvent être soumis à aucune charge, pécuniaire ou

(1) Proposition déposée le 26 août 1915.

autre, plus onéreuse que celles imposées aux nationaux. Les sujets étrangers doivent être traités comme les nationaux mêmes, quant aux charges et prestations de toute nature qui pèsent sur les individus habitant le pays.

Les taxes sur les salaires sont plus vivement combattues que l'égalisation des salaires, dont le principe est admis par les Syndicats des pays importateurs et exportateurs.

Mais les deux thèses reposent sur une idée commune : le danger de la concurrence étrangère, qui n'est qu'une des faces du problème. Au péril que pourrait faire courir aux intérêts du personnel ouvrier national l'introduction d'une main-d'œuvre étrangère en excès, il faut opposer l'avantage que tire l'économie nationale de l'admission de cette main-d'œuvre supplémentaire, dans le cas où la main-d'œuvre nationale est insuffisante. L'immigration est alors utile, nécessaire et mérite d'être encouragée. C'est ce qui arrive pour l'agriculture, pour laquelle les recrues étrangères ne sont pas une charge, mais un bienfait. Dans le domaine agricole, les propositions exposées se heurtent d'ailleurs à des difficultés particulières. « Il est artificiel de parler de taux moyen de salaire dans l'agriculture, quand ces salaires sont, en dehors de l'argent, si souvent complétés par des éléments divers, difficiles à évaluer » (1).

(1) Souchon. *La Main-d'Œuvre Agricole*, octobre 1916, page 4.

Si le travail des ouvriers étrangers en France est libre dans ses conditions, certaines restrictions sont apportées par la législation au droit des ouvriers, soit au point de vue des bénéfices des lois d'assistance et de prévoyance, soit au point de vue du droit d'association.

Des ouvriers étrangers peuvent être membres des Syndicats professionnels comme les ouvriers français et leur proportion n'est pas limitée. Mais l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 réserve l'administration et la direction des Syndicats aux membres français et jouissant de leurs droits civils. D'après la loi du 27 décembre 1893, les étrangers ne sont pas admis dans les Comités de conciliation et d'arbitrage pour le règlement des différends collectifs entre patrons et ouvriers.

Ils ne peuvent faire partie des Conseils du travail (décret du 17 septembre 1900, modifié par le décret du 2 janvier 1901).

Ils ne peuvent être directeurs ou administrateurs de Sociétés de secours mutuels (loi du 1^{er} avril 1898). Cependant si la Société est constituée entre étrangers, les directeurs et administrateurs peuvent être étrangers ; mais l'autorisation donnée à la Société est toujours révocable.

Les lois françaises sur l'assistance et la prévoyance ne sont pas plus libérales que celles sur les associations ouvrières.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, les ouvriers victimes d'accident qui cesseront de résider sur le territoire français recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée, et les représentants de l'ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résident pas sur le territoire français.

La loi du 15 juillet 1893 sur l'Assistance médicale gratuite n'accorde à un étranger privé de ressources l'Assistance médicale gratuite que si la nation d'origine de cet étranger a passé avec la France un traité d'assistance réciproque.

La loi du 10 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes contient une disposition analogue. Aux termes de l'article 11, les salariés étrangers sont soumis au même régime que les Français, mais ils ne peuvent bénéficier des contributions patronales ou des bonifications budgétaires que si les traités avec leur pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents. Lorsque cette réciprocité n'existe pas, les contributions patronales sont affectées à un fonds de réserve.

Enfin, la loi du 14 juillet 1905 sur l'Assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables privés de ressources ne s'applique qu'aux Français.

Les restrictions légales à l'application aux ouvriers étrangers des lois d'assistance et de prévoyance so-

ciales ont paru excessives et ont déjà subi diverses atténuations.

L'article 3 de la loi du 9 avril 1898 était à la fois inique pour l'étranger et dangereux pour nos nationaux. Sous prétexte d'extranéité, il est inhumain de faire perdre à la victime d'un accident et à ses représentants des droits aussi certains que ceux qui résultent d'un accident de travail. D'autre part, une diminution dans les droits de l'ouvrier étranger, en cas d'accident, est de nature à favoriser sa concurrence contre les Français.

Ces critiques ont été atténuées par la loi du 31 mai 1915, qui a ajouté à l'article 3 de la loi de 1898 le paragraphe suivant : « Les dispositions des trois alinéas
« précédents pourront toutefois être modifiées, par
« traités, dans les limites des indemnités prévues au
« présent article, pour les étrangers dont les pays
« d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents. »

Des conventions de ce genre ont été conclues avec l'Italie (traité de travail du 16 août 1904 et arrangement du 9 juin 1906), la Belgique (convention du 21 février 1906, le Luxembourg (17 juin 1906), la Grande-Bretagne (27 août 1909). La convention franco-italienne de 1906 a établi pour tous les cas la parité de traitement entre l'ouvrier national et l'ouvrier étranger ou leurs représentants.

Le principe de la réciprocité appliqué par ces traités a été consacré de même, en ce qui concerne les retraites ouvrières et paysannes, en vertu de l'article 11 de la loi du 5 avril 1910, par le traité de travail franco-italien du 15 avril 1914. Il dispose que les versements effectués par l'ouvrier étranger lui appartiendront intégralement ; quant aux versements patronaux, il ne pourra en bénéficier que lorsqu'un nouveau traité aura établi entre les deux pays un régime de réciprocité. Les contributions de l'Etat seront fixées par chaque pays et chacun facilitera le paiement sur son propre territoire des pensions acquises sur le territoire de l'autre.

Les conventions franco-italiennes de 1904 et de 1906 se sont également occupées des transferts des sommes versées aux Caisses d'Epargne ou de Retraite pour la Vieillesse.

En vertu de ces traités, les sommes versées par des émigrés à titre d'épargne, en France, à la Caisse Nationale d'Epargne Française, en Italie, à la Caisse Postale d'Epargne Italienne, ou à certaines caisses d'épargne privées françaises ou italiennes désignées, peuvent, sur demande des intéressés et jusqu'à concurrence de 1.500 francs, être transférées sans frais des établissements d'un pays dans ceux de l'autre.

Pour les versements effectués à titre de retraite, les Gouvernements français et italien s'engagent à faciliter aux Italiens en France le versement de leurs coti-

sations à la Caisse nationale de prévoyance italienne, et aux Français en Italie le versement de leurs cotisations à la Caisse nationale française pour les retraites. L'accord prévu par la convention de 1904 a été signé le 9 août 1910, mais il n'a pas encore été ratifié par les Parlements.

Bien qu'élargis par les conventions de travail, les droits conférés aux immigrés semblent encore insuffisants à l'opinion de leur pays d'origine, et elle demande que le principe de la réciprocité reçoive une portée d'application plus étendue, ou même soit remplacé par le principe de l'assimilation des étrangers aux nationaux. L'opinion italienne est, à cet égard, particulièrement précise et énergique. Elle insiste pour que le bénéfice des lois du 15 juillet 1893 sur l'Assistance médicale gratuite et du 14 juillet 1905 sur l'Assistance aux vieillards, infirmes et incurables soit étendu aux étrangers. Elle demande que les immigrés italiens aient dans nos associations ouvrières des droits égaux à ceux de nos nationaux. Elle demande, enfin, que les lois d'assistance et de prévoyance soient plus largement appliquées au profit des ouvriers italiens en France.

Elle réclame l'extension aux Etablissements de Crédit de la faculté du transfert sans frais des dépôts ouvriers et l'élévation du chiffre maximum de 1.500 francs prévu par les conventions actuelles.

La convention de 1904 a établi pour les Retraites

Ouvrières le principe de la réciprocité. Bien que l'assurance « vieillesse », simplement facultative en Italie, soit devenue obligatoire en France en 1910, les Italiens soutiennent que le principe de réciprocité peut jouer. La loi italienne du 19 juillet 1913 a reconnu aux étrangers le droit, sinon l'obligation de s'inscrire à la Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse, fondée en 1898, et à toutes autres Institutions de prévoyance existantes, et les assurés retirent à peu près les mêmes avantages qu'en France. Les Italiens demandent, en conséquence, que leurs nationaux résidant en France jouissent de tous les avantages sans exception de la loi française sur les retraites. Les versements patronaux et la contribution de l'Etat devraient leur demeurer acquis, étant donné surtout que beaucoup d'entre eux, n'ayant pas payé pendant quinze ans au moins, se trouveront privés de la subvention de l'Etat.

En ce qui concerne les Sociétés de Secours Mutuels, les Italiens demandent qu'un ouvrier qui change de profession ou de domicile, ne perde pas les droits qu'il a pu acquérir et que ces droits puissent être transportés à une autre Société, qu'ils puissent même passer d'une Société nationale dans une Société étrangère.

Le principe de la réciprocité, aussi largement interprété, ne leur paraît d'ailleurs pas suffisant. L'assimilation complète des ouvriers étrangers aux ouvriers français, même à défaut de réciprocité, leur semble

souhaitable et justifiée. Par exemple, malgré l'absence en Italie d'un fonds national de chômage, ils demandent à participer à celui qui existe en France.

L'opinion française, en général, est peu favorable à l'assimilation et elle préfère s'en tenir à la réciprocité. Mais elle entend la réciprocité très rigoureusement et, par exemple, elle refuse aux Italiens l'application de la loi sur les Retraites ouvrières, sous prétexte que la réciprocité n'existe pas, tant en raison du caractère facultatif des retraites italiennes qu'en raison du petit nombre d'émigrés français en Italie.

Le principe de l'assimilation du travailleur étranger au travailleur national a cependant été soutenu avant la guerre dans plusieurs Congrès internationaux, notamment au Congrès de Copenhague de 1910 à propos de l'assistance publique et privée. L'admission des revendications italiennes a été acceptée par plusieurs députés, notamment : MM. Marcel Cachin, Lairolle, Rameil, qui sont partisans de la réciprocité absolue pour le statut des travailleurs, lois de prévoyance, lois d'assistance, lois de mutualité, lois syndicales, sans aucune limitation ni restriction.

On objecte la charge très lourde dont grèverait le budget français l'application aux étrangers de nos lois d'assistance et de prévoyance sociales, alors que nos nationaux, ne s'expatriant pas, ne tireraient pas le même bénéfice des lois étrangères.

M. Lairolle répond, en mettant à la charge du pays exportateur, une partie des dépenses que ses travailleurs immigrés nous occasionneraient (1).

« Un ouvrier étranger, écrit-il, travaillant dans un pays, est pour ce pays un capital. Il produit, il consomme, il contribue à la richesse de la nation qui lui donne l'hospitalité, d'où pour elle l'obligation de contribuer dans une juste mesure à son assistance et à son assurance.

« Le pays d'origine ne saurait davantage s'en désintéresser. C'est chez lui que le travailleur étranger ira souvent finir ses jours, profitant du pécule acquis. C'est à lui qu'il enverra ses économies. Il doit donc contribuer aux dépenses d'assistance et de prévoyance qui auront été faites dans notre pays. Dans quelle proportion ? C'est à fixer. J'estime qu'elle doit être plus forte dans le pays d'habitation que dans celui d'origine. »

M. Lairolle propose, en conséquence, qu'un compte d'assistance et de prévoyance des travailleurs étrangers à répartir entre les deux nations, dans une juste mesure, soit établi et échangé annuellement.

Cette idée séduisante n'est pas d'une réalisation aisée : suivant quels principes répartir la charge entre les deux pays ? C'est d'après le profit que chacun d'eux retire, l'un de l'émigration, l'autre de l'immigration. Or le principe même que le pays importateur

(1) *Le Matin*, du 6 décembre 1915.

de main-d'œuvre tire de l'immigration plus d'avantages que le pays exportateur n'est pas unanimement accepté. Beaucoup de Français estiment que, si le travailleur étranger est une source de richesse pour le pays qui l'emploie, il en est une surtout pour le pays d'où il vient. Le budget italien profite largement des *remissi* annuels des émigrants. L'ouvrier italien travaille en France contre un salaire dont la majeure partie retourne en Italie, et, consommant fort peu, il ne fait pas bénéficier notre patrimoine national de son gain. Son activité nous sert, nous la rémunérons. On ne peut nous demander rien de plus. La majeure partie des dépenses provenant de l'application des lois françaises aux Italiens devrait donc être supportée par l'Italie.

D'ailleurs à supposer même que les travailleurs immigrés en France contribuent plus à la fortune française qu'à celle de leur propre pays, en concourant au développement de notre production, nous apportons d'autres éléments de richesse au pays exportateur. Par exemple, l'or dépensé par nos touristes en Italie concourt à l'équilibre de ses budgets. La balance est exacte et elle serait faussée, à notre détriment, si, au prix de la main-d'œuvre, nous ajoutions le bénéfice de toute notre législation sociale.

Dans la discussion du problème de la condition de l'ouvrier étranger en France, il ne faut pas perdre de vue, en tant qu'il s'applique à l'agriculture, la pé-

nurie de main-d'œuvre dont elle est affectée depuis de longues années et qui menace de s'aggraver après la guerre. Si, pour la main-d'œuvre industrielle, le problème peut être résolu d'après les seuls principes théoriques de l'économie politique en matière agricole, l'argument d'opportunité prend une importance singulière. Avant de se demander si l'assimilation ou la réciprocité sont conformes à des intérêts généraux plus ou moins vagues et lointains, il convient d'examiner si les avantages conférés aux ouvriers agricoles étrangers sont indispensables pour les attirer en France et leur permettre de résoudre la crise de la main-d'œuvre agricole.

Les desiderata étrangers comportent l'assimilation non seulement dans l'application des lois d'assistance et de prévoyance, mais dans l'application des lois sur les associations ouvrières.

Les Sociétés de secours mutuels constituent des groupements de prévoyance peu dangereux. Il n'y aurait aucun inconvénient à permettre aux étrangers de concourir à l'administration et à la direction de celles qui sont principalement composées d'étrangers, sauf à fixer une proportion entre les membres français et étrangers des Conseils d'administration. Des avantages d'ordre fiscal, à l'exclusion de tout avantage politique, pourraient être reconnus aux Sociétés composées exclusivement d'étrangers.

Pour les Syndicats, la question est plus délicate. La loi de 1884 autorise les étrangers à faire partie des Syndicats professionnels et ne prohibe même pas les Syndicats ne comprenant que des membres étrangers. Cependant, elle interdit aux ouvriers étrangers de prendre part à l'administration ou à la direction des Syndicats.

Cette mesure est quelque peu illusoire. Les Syndicats sont des organismes très puissants, dont l'influence politique et économique est considérable ? Il serait dangereux de permettre à des chefs de Syndicats de nationalité étrangère de jeter le trouble dans les milieux ouvriers, de fomenter des grèves, de jouer un rôle politique. Mais si la disposition de la loi de 1884 annihile, à cet égard, l'influence des étrangers, elle permet aux Syndicats eux-mêmes composés d'étrangers d'exercer cette influence qu'elle refuse à des individus et l'influence d'une majorité syndicale peut être, en raison de sa puissance, plus néfaste que celle d'un administrateur ou d'un directeur. Pour être logique, la loi de 1884 aurait dû limiter la proportion des ouvriers étrangers dans les Syndicats professionnels.

Quelque attrayante que puisse être faite aux ouvriers étrangers par le contrat d'engagement, les traités ou les lois, la condition du travail au point de vue du salaire, de l'assistance, de la prévoyance, du droit d'association, sa réglementation serait insuffisante si

ces contrats, traités ou lois ne recevaient une exécution effective.

Le désir de voir leurs revendications une fois acceptées, sanctionnées, a conduit notamment les Italiens à demander que des fonctionnaires de leur Gouvernement aient le droit de surveiller et de contrôler le travail de leurs nationaux émigrés en France. Cette revendication est née de la situation lamentable, faite fréquemment à ces ouvriers avant la guerre, notamment dans le bassin de Briey où ils ne trouvaient que des logements exigus et insalubres, où les salaires étaient extrêmement bas, où le travail s'effectuait sans qu'on tînt compte même des lois sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Aussi, le commissariat italien de l'émigration, auquel les agents recruteurs devaient demander l'autorisation d'enrôler des ouvriers à l'étranger, prit-il l'habitude de n'accorder son autorisation qu'après acceptation par l'industriel de tout un ensemble de conditions et notamment de la clause suivante : « La
« Maison X... permettra au Conseil royal d'Italie ou
« à un inspecteur de l'émigration de visiter en tous
« temps les lieux où les ouvriers travaillent, se nour-
« rissent et se logent. Elle acceptera volontiers l'en-
« tremise de ces fonctionnaires en cas de différends
« particuliers ou collectifs avec les ouvriers recru-
« tés. »

Cette surveillance, exercée également sur les ouvriers italiens émigrés en Suisse, n'avait donné lieu à aucune difficulté. Un décret royal italien du 8 mai 1915 rendit la clause obligatoire dans les contrats de travail passés pour l'étranger. Cependant quand le Gouvernement français demanda de la main-d'œuvre à l'Italie pour ses usines de guerre, en mai 1915, il n'accepta que la surveillance des membres désignés de la Commission militaire italienne de ravitaillement à Paris et il restreignit strictement leur droit de visite dans les établissements et dépendances à « la mesure nécessaire pour se rendre compte des conditions de travail et de l'installation du personnel ».

Les Italiens demandent que le nouveau traité de travail à conclure reconnaisse expressément aux fonctionnaires du Gouvernement royal, consuls, agents du service de l'émigration ou autres, un droit de surveillance sur les conditions de travail des émigrés et le droit de proposer ses bons offices en cas de différends.

D'abord assez mal accueillie en France, cette idée paraît susceptible d'aboutir. Cette surveillance était déjà acceptée par les industriels avant la guerre. L'intervention dans les différends du travail ne constituerait nullement sur le territoire français un privilège de juridiction en faveur des Italiens. Le consul se contenterait de proposer ses bons offices et, en

cas de refus ou d'inefficacité, les tribunaux français pourraient être saisis.

Les consuls joueraient ici leur rôle ordinaire de protecteurs de leurs nationaux et rien de plus.

Ainsi qu'on le voit à la suite de ce rapide exposé, l'appel de la main-d'œuvre étrangère sera absolument indispensable après la guerre pour satisfaire aux besoins de notre agriculture.

Toutefois, malgré toute son utilité, cet appel à l'immigration devra faire l'objet d'un choix très judicieux parmi les ouvriers étrangers, au point de vue de leurs mœurs, de leurs qualités physiques et morales, ainsi que de leur capacité professionnelle et de leur faculté d'assimilation à la race française.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président,

A. SOUCHON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur

de l'Académie de Paris,

L. POINCARÉ.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

	Pages
La main-d'œuvre agricole étrangère avant la guerre.....	1

CHAPITRE II

La main-d'œuvre agricole étrangère pendant la guerre . . .	54
--	----

SECTION I

Organisation de l'émigration	56
------------------------------------	----

SECTION II

Main-d'œuvre nord africaine.....	94
----------------------------------	----

CHAPITRE III

La main-d'œuvre agricole étrangère après la guerre.....	149
---	-----

SECTION I

Organisation du recrutement	143
-----------------------------------	-----

SECTION II

Condition de l'ouvrier étranger en France.....	162
--	-----

Grande Imprimerie de Blois, 22, rue du Poids-du-Roi. — 9987
